

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES ARMES

AU POINT DE VUE PÉNAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 17 juin 1911, à 10 heures

PAR

PAUL RENARD

DOCTEUR ÈS-SCIENCES JURIDIQUES

Président : M. GARÇON, professeur.

Suffragants { MM. TISSIER
 { HITIER } *professeurs.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES ARMES

AU POINT DE VUE PÉNAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 17 juin 1911, à 10 heures

PAR

PAUL RENARD

DOCTEUR ÈS-SCIENCES JURIDIQUES



Président : M. GARÇON

Suffragants { MM. TISSIER } professeurs
{ HITIER }

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

LÉGISLATION

Code pénal. Art. 401. — 314, 315.

Déclarations de décembre 1660, 14 juillet 1716, 23 mars 1728.

Décrets du 2 nivose an XIV, 12 mars 1806, 14 décembre 1810.

Avis du Conseil d'Etat du 17 mai 1811.

Loi du 24 mai 1834. — Ordonnance du 23 février 1837.

Loi du 14 juillet 1860.

Décrets du 20 novembre 1882 et 25 mai 1884.

Loi du 14 août 1885. — Loi du 13 avril 1895.

DOCTRINE

BLANCHE. — *Etudes sur le Code Pénal*, 7 vol., in 8°, 1861-1872, t. II et IV.

BOITARD. — *Leçons de Droit Criminel*, 1880, in 8°.

BOURGUIGNON. — *Jurisprudence des Codes criminels*, 1825, 3 vol., in 8°, t. III.

CHAUVEAU, FAUSTIN HELIE et VILLEY. — *Théorie du Code Pénal*, 1887-1888, t. II, p. 165 et s., t. IV, n° 1394.

CARNOT. — *Commentaire sur le Code Pénal*, 2 vol, in 4°, 1836.

GARÇON. — *Code Pénal annoté*.

- GARRAUD. — *Traité pratique et théorique de droit penal*, 1888, in 8°, t. II, n° 116. t. III, n° 388 *in fine*.
- FAUSTIN HELIE. — *Pratique criminelle des Cours et Tribunaux*, 1877, 2 vol., in 8°, t. II, p. 116, 328.
- LE POITTEVIN. — *Dictionnaire formulaire des Parquets*, 1884, in 8°, 3 vol.
- LE SELLYER. — *Traité de la criminalité, de la pénalité, de la responsabilité*, 1874, in 8°, 2 vol., t. I, n° 277.
- ORTOLAN et DESJARDINS. — *Eléments de droit pénal*, 1886, 2 vol., in 8°, t. I, n° 817 et suiv.

RÉPERTOIRES ET RECUEILS

- DUVERGIER. — *Collection des Lois*, 1834, 1860, 1885.
- DALLOZ. — *Répertoire*.
- FUZIER HERMAN. — *Répertoire*.
- GUYOT et MERLIN. — *Répertoire*.
- ISAMBERT. — *Ordonnances des Rois de France*, t. XXIX.
- JOUSSE. — *Traité de la justice criminelle*, t. IV.
- MUYART DE VOUGLANS.
- PROST DE ROYER. — *Dictionnaire de Jurisprudence*, t. VI, v° armes, p. 441.

MONOGRAPHIES

- « Du port d'armes », journal *Le Droit*, 12 octobre 1839.
- « Des armes », *Journal des Communes*, t. VII, 2^e partie, p. 121.
- ROSENMARK. — *Revue judiciaire*, 25 janvier 1911.
- ZEGLICKI. — *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*. (Nouvelle série, t. XXVIII), 1899, t. LXVI p. 325.
- Nombreux articles de journaux.
-

LES ARMES AU POINT DE VUE PÉNAL

INTRODUCTION

Depuis quelques années, les attentats contre les personnes se multiplient avec une rapidité inquiétante. Pendant longtemps, la foule égoïste, qui ne s'émeut que lorsqu'elle commence à craindre pour elle-même, n'avait eu que des indignations sans lendemain ; elle plaignait les victimes, déplorait l'insécurité des rues, taxait la police d'impuissance, mais, reprise par le cours ordinaire de sa vie, elle oubliait le danger. Quelques crimes récemment commis, le meurtre du comédien Regnard par un ivrogne furieux et celui, plus récent, de l'inspecteur Moulis par un déserteur qu'il voulait arrêter, les attaques répétées contre les agents de la force publique ont troublé l'opinion et remis en vedette la question des armes et du port des armes.

Et pourtant le sujet n'est pas nouveau ! Ce mal, dont nous souffrons, nos ancêtres en pâtirent plus qu'eux ; on se plaint parfois de l'insuffisance de la police, mais il

faut s'estimer heureux, si l'on compare le sort de nos pères deux ou trois cents ans plus tôt ! Jadis on ne pouvait sortir la nuit sans une bonne escorte et si, maintenant, l'on assassine bien les gens en wagon, plus d'une diligence fut attaquée sur la grand-route au grand dommage des voyageurs. Les campagnes étaient infestées de brigands et de vagabonds, « Mercier en compte, nous dit Taine (1), une armée de plus de dix mille contre lesquels la maréchaussée, composée de 3.756 hommes est toujours en marche, » tristes déchets d'un peuple de travailleurs, ruiné par les guerres et par les impôts, et qui, lassé de peiner sans profit, a préféré courir la route pour mendier son pain, quand il ne devient pas assassin pour le voler. Et qu'y a-il pour s'opposer au désordre ? Une armée, recrutée dans les bas fonds de la population, mal payée, mal nourrie, dont les soldats désertent et ne tardent pas à se joindre à cette autre armée du crime qu'ils auraient dû disperser.

Toutes ces bandes portent des armes et si, dans les villes, la peur du guet les tient en respect, dans les campagnes, elles ne craignent pas d'entrer en lutte avec la police. On comprend alors quel danger permanent elles constituaient pour les passants et les voyageurs.

Ce n'étaient pourtant pas les mesures qui avaient manqué ! Dès 1610, aussitôt après l'assassinat de Henri IV, une déclaration du 27 mai avait défendu de porter les

(1) *Origines de la France contemporaine*, t. II, p. 287.

armes sous peine de « punition exemplaire, qui puisse donner terreur à tous autres et tenir chacun en devoir. » Et pour assurer plus efficacement la sécurité des campagnes, une autre déclaration du 16 décembre 1611 prohibait le port, à la campagne, des pistolets, arquebuses et armes à feu. Ces dispositions furent complétées par les déclarations du 3 février 1617 et 2 mai 1618, qui interdirent l'importation et l'exportation des armes. On aurait pu croire qu'un tel ensemble de mesures eut suffi pour régler la question, mais, par la suite, les troubles de la Fronde ensanglantèrent le pays; la guerre contre l'Espagne, terminée en 1659 par le traité des Pyrénées avait bouleversé de nombreuses régions; chacun s'était armé de nouveau pour défendre sa vie ou ses biens. Mais, ce qu'on tolérait forcément en cas de troubles et de guerre, on ne pouvait l'admettre en temps de paix sans nuire au bon ordre et à l'autorité. Louis XIV, en 1660, voulut remettre en vigueur les anciennes prohibitions, qui étaient bien oubliées; par une ordonnance de décembre, il interdit à toute personne sans exception le port des armes à feu « sous peine de confiscation des armes, quatre-vingt livres parisis d'amende et punition corporelle, s'il y échet. » Donc, pour ces armes particulièrement dangereuses une prohibition absolue. Quant aux autres armes, il est défendu aussi de les porter, sauf aux gentilshommes, aux officiers de justice et aux archers, et pour éviter toute confusion ou surprise, il est dit expressément « qu'ils devront se faire éclairer, s'ils les portent

la nuit. » Avec quel soin, d'ailleurs, l'ordonnance prévoit les situations particulières, « les voyageurs et les étrangers devront remettre leurs armes, dès leur arrivée, à leurs hôtes, qui préviendront le commissaire de leurs quartiers. » Enfin il est une catégorie d'armes dont le port dénote le plus souvent une intention criminelle et qu'il faut absolument supprimer, ce sont les armes secrètes : le mieux pour cela est d'en interdire la fabrication, « à l'avenir, la fabrication, la vente, le débit, l'achat, le port et l'usage des couteaux en forme de poignards, des baïonnettes, pistolets de poche sont défendus dans tout le royaume. » Cette législation sur les armes formait ainsi un ensemble harmonieux et tout ce qu'on fit par la suite ne fut jamais qu'un emprunt à l'ordonnance de 1660.

Jusqu'alors on avait toléré que les laquais portassent des armes pour pouvoir, au besoin, défendre leurs maîtres, mais les abus et la fréquence des rixes firent voir le danger de cette tolérance, aussi une ordonnance du 25 juin 1665 leur interdit-elle le port d'armes, sous peine de mort.

Mais toutes ces mesures ne pouvaient être efficaces qu'en temps de paix : après la guerre, les soldats rentrés dans leurs foyers, les habitants qui se sont armés pour se défendre, continuent à porter les armes, c'est un danger pour l'ordre public. On le voit bien après la guerre de Hollande, terminée en 1678 par le traité de Nimègue : le préambule de l'ordonnance du 4 décembre 1879 dit en effet : « Mais, comme par la licence de la dernière guerre,

qui a duré assez longtemps, chacun s'est émancipé non seulement de porter l'épée, mais aussi des armes à feu dont la plupart abusent et font mauvais usage... », en conséquence défense est renouvelée de porter des armes à tous ceux qui ne sont pas gentilshommes.

Cependant, au dix-septième siècle, la législation sur les armes, comme la paix, semble bien être éphémère ; la nouvelle guerre de Hollande et celle d'Italie, terminées par la paix de Ryswick en 1697 ont tout remis en question ; il faut procéder à un nouveau désarmement, voilà pourquoi l'ordonnance de septembre 1790 réitère les défenses portées par les déclarations des 18 décembre 1660 et 4 décembre 1679.

Le calme ne devait pas malheureusement durer bien longtemps : la fin du brillant règne de Louis XIV avait été assombrie par la guerre de Succession d'Espagne ; les traités d'Utrecht et de Rastadt l'avaient honorablement terminée, mais le pays était ruiné et démoralisé ; le gouvernement n'était plus qu'une ombre, la police était impuissante et il eût été impossible de réprimer un soulèvement dans les provinces, il importait donc de punir très sévèrement toute infraction à la législation sur les armes. Ce fut un des premiers soucis de la Régence. La déclaration du 14 juillet 1716 défendait à tous les sujets du roi, particulièrement à tous ceux qui habitaient les frontières et qui n'étaient pas enrôlés dans les milices entretenues, de porter des armes de quelque espèce qu'elles soient, à peine de dix livres d'amende pour la première fois, cinquante pour la seconde, outre un mois

de prison et la confiscation des armes ; mais ne rentraient pas dans son domaine, les gentilshommes, les gens vivant noblement, les officiers de justice royale, les gens de guerre et enfin les compagnies d'arquebusiers autorisées par lettres patentes. Il en était d'ailleurs de même, en vertu de diverses ordonnances, pour les voyageurs, les officiers et gardes des eaux et forêts, les fermiers, régisseurs et employés des finances.

Les diverses dispositions que nous venons d'examiner s'appliquaient plus particulièrement aux armes ordinaires dont l'usage n'était seulement interdit en temps de paix que parce qu'il était dangereux, mais il y avait toute une catégorie d'armes, déjà prohibées par l'ordonnance de 1660, qu'il importait de détruire, car elles étaient d'autant plus redoutables qu'elles pouvaient facilement se dissimuler et que leur utilité ne pouvait le plus souvent s'expliquer que par une intention criminelle. On jugea bon en 1728 de rappeler les dispositions de l'ordonnance de 1660, quelques crimes récemment commis en avaient montré la nécessité ; ce fut l'objet d'une déclaration du 23 mars, le préambule rappelle en quelques mots l'urgence de cette mesure : « Les différents accidents qui sont arrivés de l'usage et du port des couteaux en forme de poignards, des baïonnettes et pistolets de poche ont donné lieu à différents règlements et notamment à la déclaration du 18 décembre 1660....., néanmoins quelque expresses que soient les défenses à cet égard, l'usage et le port de ces armes paraît se renouveler...., en conséquence la fabri-

cation, le commerce, le port et l'usage des poignards, couteaux en forme de poignards, soit de poche, soit de fusil, des baïonnettes, pistolets de poche, épées en bâtons, bâtons à ferrements autres que ceux qui sont ferrés par le bout et autres armes offensives, cachées et secrètes sont et demeurent pour toujours généralement abolis et défendus. » En cas de contravention, les fabricants et les commerçants se voyaient pour la première fois confisquer les armes et priver de leur maîtrise pendant un an, avec obligation de payer une amende de cent livres : au cas de récidive, ils étaient désormais privés de leur maîtrise et passibles de peines corporelles, s'il y avait lieu. Les garçons, qui travaillaient en chambre étaient fustigés et flétris la première fois, et la seconde condamnés aux galères. Enfin tous ceux qui étaient trouvés porteurs desdites armes étaient condamnés à six mois de prison et cinq cents livres d'amende.

Comme il s'agissait ici d'armes criminelles, la déclaration ne comportait aucune exception de personnes, mais elle ne s'appliquait qu'aux armes énumérées et à celles qui pouvaient rentrer dans la formule générale d'armes offensives, cachées et secrètes. Les pénalités qu'elle prononçait étaient assez sévères, puisqu'elles pouvaient aller pour les commerçants, jusqu'à la privation du droit de continuer leur métier et même jusqu'à des peines corporelles : quant aux ouvriers en chambre, la seconde contravention leur valait les galères ; enfin, pour les porteurs, la sanction était de six mois de prison et 500 livres d'amende.

Cette déclaration fut la règle en la matière pendant tout le xviii^e siècle, elle partait, d'ailleurs, d'un principe équitable : punir très rigoureusement fabricants et commerçants, frapper les porteurs d'une peine sévère, mais moins redoutable. Telles devraient toujours être les dispositions législatives sur notre sujet, car en matière *d'armes prohibées* les fabricants et commerçants sont les plus coupables, sans eux il n'y aurait point de porteurs.

Autrefois, on avait pris aussi des mesures contre les excès commis par les soldats avec leurs armes ; une ordonnance du 25 août 1737 leur interdit de porter des armes en dehors du service ; elle fait de nouveau défense à toute personne de porter des armes à feu, sauf aux officiers du guet et autres préposés à la garde et à la sureté publiques, sous peine de confiscation des armes et d'une amende de deux cents livres.

Enfin de nombreux arrêts des Parlements et des ordonnances de police ont par la suite, suivant les régions, modifié et complété la législation sur les armes.

A voir ces ordonnances et ces déclarations si fréquemment renouvelées, on s'imaginerait peut-être que l'ancien droit n'avait pas prévu des peines très sévères pour les crimes et les délits commis avec armes. Ce serait un tort ! Le port d'armes était une circonstance aggravante dans quatre cas, aux cas de mendicité, de vagabondage, de contrebande et de vol.

Les mendiants et les vagabonds, nous l'avons vu, étaient la plaie des campagnes ; ils devenaient souvent, suivant

l'occasion, assassins ou voleurs, aussi s'était-on efforcé par des pénalités sévères de les obliger à travailler. D'après la déclaration du 18 juillet 1724 (1), il faut distinguer les mendiants ordinaires, qui n'ont commis que de simples contraventions, des autres, dont le délit se trouve aggravé par les circonstances, en particulier par le port d'armes. C'est ainsi que lorsqu'ils seront armés de fusils, pistolets, épées, bâtons ferrés ou autres armes, « ils seront condamnés quoiqu'arrêtés mendiant pour la première fois, savoir : les hommes valides aux galères au moins pour cinq ans, les femmes et les hommes invalides au fouet dans l'intérieur de l'hôpital et à une détention à l'hôpital général à temps ou à perpétuité, suivant l'exigence des cas, laissant au surplus à la prudence des juges le soin de prononcer de plus grandes peines, s'il y a lieu. » Les autres doivent simplement dans le mois de la Déclaration prendre un emploi ; à la première contravention, ils seront enfermés dans les hôpitaux pendant deux mois au moins ; à la seconde, ils le seront pendant trois mois ; à la troisième, les hommes seront condamnés pour le moins à cinq ans de galères et les femmes seront enfermées dans les hôpitaux pendant cinq ans au moins, et même à perpétuité s'il y a lieu.

Il y avait donc une grande différence de traitement dans les deux cas : les mendiants armés étaient très sévèrement punis dès la première infraction, les autres ne l'étaient

(1) V. Muyart de Vauglans.

qu'en cas de récidive. Remarquons, en passant, qu'à notre époque l'on n'a rien innové et que l'origine des dépôts de mendicité se trouve dans la Déclaration de 1724.

La législation ancienne n'était pas moins redoutable pour les vagabonds; d'abord, en ce qui concerne les vagabonds armés et attroupés une ordonnance du 10 novembre 1718 dit qu'ils seront jugés militairement et sans doute condamnés à mort; les autres, en vertu d'une déclaration du 3 août 1764, étaient condamnés à trois ans de galères et même à neuf ans en cas de récidive : notons, cependant, que la détention remplaçait les galères pour les femmes, les enfants de moins de seize ans et les vieillards de plus de soixante-dix ans : tous pouvaient même être frappés de peines perpétuelles, s'il y avait lieu. La répression, terrible pour les vagabonds armés, était donc aussi très sévère pour les vagabonds non armés et l'on peut constater qu'ils devaient être autrefois considérés comme plus dangereux que les mendiants, car on n'admettait pas pour eux une gradation savante des peines.

Un autre fléau de l'ancien régime, c'étaient les contrebandiers ! La division du pays en fermes, l'énormité des droits, la pauvreté des habitants, autant de raisons pour exciter à la contrebande; c'était une lutte sans merci entre les employés du fisc et les contrebandiers; le plus souvent les uns et les autres étaient armés et l'on avait à déplorer des pertes des deux côtés. Aussi la déclaration du 2 août 1729 édicte-t-elle des peines très sévères, surtout contre ceux qui sont armés : à l'égard des simples contrebandiers,

la peine ordinaire est, pour les hommes, trois ans de galères et cinquante livres d'amende ; en cas de récidive les galères à perpétuité et mille livres d'amende. Pour les femmes « la peine était du fouet, de la fleur de lys, du bannissement de trois ans et de cinq cents livres d'amende ; en cas de récidive, de la détention pendant leur vie à l'hôpital. » Quand, au contraire, la contrebande est faite avec armes, au nombre de cinq au moins, la sanction est la peine de mort ; au dessous de cinq ou sans armes, la peine n'est plus que de cinq ans de galères et mille livres d'amende.

L'ancien droit avait aussi aggravé les peines contre les voleurs armés. Une ordonnance du 4 mai 1724 (1) avait décidé que les coupables de vol simple seraient condamnés au fouet et marqués d'un V, sauf préjudice de plus grande peine, s'il y échet, suivant l'exigence des cas. En cas de récidive, la peine était, pour les hommes, des galères à temps ou à perpétuité : les femmes étaient marquées d'un W et enfermées pour leur vie dans des maisons de force, le tout sans préjudice de la peine de mort, s'il y avait lieu. Lorsque le vol était fait à main armée, on l'assimilait à la violence publique et il était punissable de mort, surtout s'il avait lieu pendant la nuit.

L'autorité royale était donc munie de textes suffisants pour pouvoir réprimer rigoureusement les crimes et les délits commis avec des armes ou même le simple port

(1) Jousse, *Traité de la justice criminelle*, t. IV.

d'armes prohibées ; mais elle n'obtint pas le résultat qu'on aurait pu attendre, à cause de l'insuffisance de la police, du manque de cohésion dans l'administration et de la désorganisation générale. Le mal empira avec le temps, les pouvoirs publics furent bientôt débordés et tout sombra dans l'anarchie révolutionnaire : la populace fut maîtresse de la rue pendant plusieurs années, tous les « bons citoyens » étaient armés et il n'y eut bientôt plus de législation sur les armes.

Mais le pays se fatigua de ce semblant de liberté, il en vint à souhaiter la restauration de l'ordre et de l'autorité : pour y arriver, il fallait que le pouvoir rétabli consacrat l'état de choses nouveau et ramenât la sécurité dans le pays : à ce compte, tout le monde était prêt à coopérer à son installation. Or il n'y avait pas de danger plus grand que celui de laisser la foule dans la rue, les armes à la main ; il était donc urgent de remettre en vigueur les anciennes dispositions maintenant tombées en désuétude et de tenir la main à leur stricte observation.

Un décret du 2 nivôse an XIV rétablit du 23 mars 1728 et un autre décret du 12 mars 1806 en ordonna la publication. Il en fut ainsi jusqu'à l'apparition du Code pénal ; celui-ci ne contenait que deux dispositions sur les armes, une sur les armes en général, l'autre sur les armes prohibées. L'article 101 définissait ce qu'il fallait entendre par armes, comme instruments de crimes et de délits entraînant une aggravation de peine. L'article 314 modifiait les pénalités portées par la Déclaration du 23 mars 1728.

Cette déclaration ne s'était pas complètement expliquée sur les peines dont elle frappait les fabricants et débitants d'armes prohibées ; il était bien établi qu'à la première infraction, la peine serait de cent livres d'amende et de l'interdiction de la maîtrise pendant un an, et même de la privation complète de celle-ci en cas de récidive, mais la déclaration ajoutait qu'une peine corporelle pourrait être prononcée, s'il y avait lieu, sans fixer le taux de cette peine. On admet ordinairement qu'elle en avait laissé le soin à la prudence du juge. Au contraire, elle avait spécifié les peines contre les porteurs et elle les condamnait à six mois de prison et cinq cents livres d'amende.

Remarquons tout d'abord que l'article 314 ne parle plus de l'interdiction temporaire, ni de la privation de la maîtrise : cela s'explique par les modifications apportées par la Révolution à la vie économique. On peut cependant regretter la disparition de ce genre de peines d'un effet très énergique, qui, atteignant le commerçant fautif dans ses biens, avaient l'avantage d'attaquer le mal à sa racine. L'article 314 les a remplacées par un emprisonnement de six jours à six mois ; mais les auteurs du Code se sont montrés beaucoup plus indulgents pour les porteurs ; tandis que la déclaration leur infligeait six mois de prison, l'article 314, § 2 ne les frappe plus que d'une amende de 16 à 200 francs, c'est sans doute qu'en 1810 le pays était plus tranquille qu'en 1728. Mais cette dernière pénalité était manifestement insuffisante ; il y avait là pour les coupables sans fortune, et c'est la majorité, une sanction illusoire.

Les auteurs du Code auraient dû voir à quelle catégorie de délinquants ils s'adressaient ! On admettrait très bien l'amende, surtout si elle était élevée, quand on s'adresse à des délinquants riches, comme dans la loi de 1889 sur les candidatures multiples qui prononce des amendes de 10.000 francs. Mais, dans l'occurrence, c'était un leurre. On le vit bien par la suite lors des insurrections qui troublèrent les premières années du Gouvernement de juillet : aussi une loi du 24 mai 1834 augmenta-t-elle les pénalités portées par l'article 314 ; c'est elle qu'on applique encore de nos jours en matière de port d'armes prohibées.

Postérieurement une loi du 14 août 1885, sur la fabrication et le commerce des armes et des munitions non chargées a quelque peu jeté le trouble sur la question. Cette loi a déclaré complètement libres la fabrication et le commerce des armes non réglementaires en France et des munitions non chargées : elle considère comme armes réglementaires toutes celles qui sont en service dans les armées de terre ou de mer, elle ne fait exception que pour les armes blanches et les revolvers dont la fabrication et le commerce sont entièrement libres (art. 5). C'était la première fois qu'en France une disposition législative déclarait libre la fabrication des armes ; l'antique distinction des armes permises et des armes prohibées n'existait plus. A la seule condition, qu'elle ne soit pas en service dans les armées de terre ou de mer, n'importe quelle arme pouvait être librement fabriquée et vendue : on en vint donc à soutenir qu'il n'y avait plus d'armes prohibées, qu'en consé-

quence le port de toutes les armes était libre, car le législateur avait toujours traité en même temps de la fabrication et du port des armes. Ce n'est que grâce à une jurisprudence constante, comme nous le verrons qu'on a pu éviter les fâcheux effets de cette théorie : il est, en effet, admis maintenant que la loi de 1885 est une loi économique, qui a réglé seulement la fabrication et le commerce des armes, qu'elle n'a modifié aucune des dispositions pénales sur le port d'armes et que la loi de 1834 doit toujours s'appliquer dans toutes celles de ses dispositions qui n'ont pas été expressément modifiées par la loi de 1885.

Tel est, brièvement résumé, l'ensemble des dispositions législatives sur notre matière. A en juger par leur nombre, on voit combien la question est délicate et mérite notre attention ; et il est regrettable de constater que leur effet a toujours été médiocre. Il faut maintenant prendre des mesures énergiques, car, à notre époque, les raisons qui militent en faveur d'une intervention législative dans le domaine des armes, sont encore plus nombreuses qu'autrefois : les armes se sont perfectionnées et multipliées et en conséquence leur prix a diminué : il en est ainsi plus particulièrement des revolvers. S'il faut en croire les statistiques, depuis 1885 le nombre des condamnés pour port d'armes prohibées a presque décuplé, et l'on ne compte pas ceux qui n'ont pas eu maille à partir avec la police. En ce temps de terreur syndicaliste et de « chasse aux renards », la peur et la colère font vite partir des balles, qui atteignent quelquefois des passants inoffensifs. Et s'il faut reconnaître

que maintenant les campagnes sont beaucoup plus sûres qu'autrefois, les bas-fonds des grandes villes ne sont pas encore assainis, on y joue du couteau, parfois on s'y mitraille et l'on ne craint pas d'attaquer les représentants de la force publique, quand ils veulent intervenir. Les criminels ne se laissent plus arrêter qu'en vendant chèrement leur liberté. Enfin tous les crimes, que causent si fréquemment les passions et l'alcool, seraient peut-être moins nombreux, si l'on ne mettait pas à la portée de tous des instruments de mort rapides et précis.

Il importe cependant de respecter, en cette matière, les droits des honnêtes gens, auxquels on ne saurait refuser la liberté de se défendre, quand les pouvoirs publics sont impuissants à les protéger.

Nous nous proposons d'étudier dans une première partie les rapports des armes avec les crimes et les délits (1). Dans une seconde partie, nous nous occuperons de la réglementation de la fabrication, du commerce et de la détention des armes, autres que les armes de guerre. Une troisième partie sera consacrée à l'examen de la législation sur les armes de guerre et nous aborderons enfin la critique des projets de réforme.

Dans un court appendice, nous dirons quelques mots des régimes spéciaux appliqués, quant aux armes, à la Corse, à l'Algérie et aux colonies.

(1) Pour une étude plus complète de la législation ancienne sur les armes, voyez : Prost de Royer, *Dictionnaire de Jurisprudence*, t. VI ; Guyot et Merlin, *Répertoires* ; Isambert, t. XXIX, v^o Armes :

PREMIÈRE PARTIE

Les Armes dans leurs rapports avec les crimes et les délits

Toute infraction est formée de deux sortes d'éléments ; les uns lui sont communs avec toutes les autres infractions les autres lui sont particuliers et servent à la distinguer. Mais, comme le dit M. Garraud (1), il importe de bien séparer ces éléments constitutifs des circonstances que la loi peut avoir prises en considération pour modifier les peines qu'elle avait portées précédemment, et plus spécialement des circonstances aggravantes.

Chaque élément constitutif est, en effet, nécessaire à l'existence de l'infraction et il suffit qu'un seul de ces éléments fasse défaut, pour que le jury réponde négativement à la question de culpabilité. Les circonstances aggravantes, au contraire, n'ont pas d'effet sur la matérialité de l'infraction, celle-ci pourrait fort bien exister en dehors

(1) T. II, p. 518.

d'elles ; il convient donc que le jury se prononce spécialement sur chacune d'elles pour savoir s'il y a lieu de porter une peine plus sévère.

Bien que le Code Pénal n'ait pas établi de théorie des circonstances aggravantes, on peut cependant les classer de deux manières, suivant leur nature et suivant leur étendue : elles sont objectives ou subjectives, générales ou spéciales. Elles sont objectives ou subjectives, selon qu'elles se rattachent à la réalité de l'infraction ou au contraire à la culpabilité de l'individu ; cette division présente de l'intérêt au cas de pluralité d'auteurs, les circonstances objectives sont nécessairement communes à tous les inculpés, ainsi par exemple, la circonstance de nuit, au cas de vol ; les circonstances subjectives sont, au contraire, particulières à chaque individu, il en résulte qu'au premier cas, il suffira de poser au jury une seule question pour tous les inculpés, tandis qu'au second cas, le président devra poser autant de questions qu'il y aura de prévenus. Remarquons cependant qu'il n'en serait pas de même s'il s'agissait de complices et non de co-auteurs, car la jurisprudence admet qu'ils doivent subir les conséquences d'une aggravation de peine résultant d'un fait personnel à l'auteur. — Elles sont générales ou spéciales, suivant qu'elles s'appliquent dans un bon nombre ou dans la totalité des cas, ou au contraire dans des cas particulièrement prévus par la loi : il convient donc d'examiner dans quelle catégorie rentrent les différentes circonstances aggravantes.

D'après M. Garraud (1), il n'y a dans le Code que trois circonstances aggravantes présentant un certain caractère de généralité : ce sont la qualité de fonctionnaire ou d'officier public (art. 198), la récidive, la circonstance d'avoir commis dans une prison un crime entraînant la peine des travaux forcés (L. 25 déc. 1880) ; en dehors de ces cas, toutes les circonstances aggravantes sont spéciales. Il n'y a pas de doutes, selon nous, pour la qualité de fonctionnaire et pour la récidive, mais nous faisons quelques réserves pour la généralité du cas tiré de la loi du 25 décembre 1880.

Quoiqu'il en soit, le port d'armes ne deviendra donc une circonstance aggravante que dans les hypothèses expressément prévues par les lois.

Il en est d'abord ainsi au cas de vol : tandis que le vol simple n'est puni que d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 16 à 500 francs par l'article 401, l'article 386 frappe de la réclusion le vol avec port d'armes et lorsque cette circonstance est jointe à d'autres circonstances aggravantes, les articles 381, 383, 385 vont jusqu'à prononcer des condamnations aux travaux forcés. Cette sévérité se comprend parce que le vol est le mobile de beaucoup de crimes et qu'on peut toujours soupçonner que le voleur, qui s'était armé, avait l'intention de commettre un crime, à l'occasion ; s'il ne l'a pas fait, c'est que les circonstances ne le lui ont pas permis.

(1) T. II, p. 521.

il en est de même aux cas de mendicité et de vagabondage : l'article 271 punit le vagabondage simple d'un emprisonnement de trois mois à six mois, avec soumission, lors de l'expiration de la peine, à la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. Le vagabondage n'est pas en lui-même un acte dangereux pour la société, mais comme il est souvent l'occasion de délits et de crimes, le législateur a jugé nécessaire de le réprimer, en dehors même de toute complicité d'un crime ou d'un délit : cette répression est particulièrement utile lorsque le vagabond est armé, il y a là une preuve manifeste d'intention criminelle ; le vagabond, en effet, n'a pas de biens à défendre et ce serait bien le hasard s'il songeait à s'armer pour défendre sa vie, aussi le plus souvent n'agit-il que dans l'intention de commettre un mauvais coup, voilà pourquoi l'article 277 punit d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans tout vagabond qui aura été saisi porteur d'armes, bien qu'il n'en ait usé, ni menacé.

A l'encontre du vagabondage, la mendicité, si elle n'est pas le fait d'un invalide, est un acte répréhensible et il est du devoir du législateur de la réprimer ; c'est souvent une conséquence de la paresse et la plupart des mendiants sont des gens peu intéressants. La pauvreté véritable et digne est plus discrète et les pauvres « honteux » ne sont pas dangereux : il n'en est pas de même de ces mendiants des rues et des routes, que la charité publique alimente et qui sous des aspects minables, cachent parfois des criminels.

La mendicité est d'autant plus inexcusable, à notre époque, que les institutions philanthropiques se multiplient de plus en plus. Le Code pénal a fait varier la répression de la mendicité suivant les lieux où le délit avait été commis : d'après l'article 274 « toute personne, qui aura été trouvée mendiant dans un lieu pour lequel il existera un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité, sera punie de trois mois à six mois d'emprisonnement et sera après l'expiration de sa peine, conduite au dépôt de mendicité. » Il n'y a donc pas dans ce cas à distinguer entre les mendiants valides et invalides, ni entre les mendiants accidentels et les mendiants d'habitude ; par le fait même qu'il existe un dépôt de mendicité, toute personne, qui mendie, doit être punie. — Le législateur s'est montré moins sévère au cas contraire ; art. 275 « Dans les lieux où il n'existe point encore de tels établissements, les mendiants d'habitude, valides seront punis d'un mois à trois mois d'emprisonnement. — S'ils ont été arrêtés hors du canton de leur résidence, ils seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans. » La répression ne pourra donc s'appliquer dans ce cas qu'aux mendiants d'habitude, valides.

Mais le législateur a pensé que ces peines ne seraient pas suffisantes lorsque le mendiant serait trouvé porteur d'armes. Comme le vagabond, le mendiant a bien peu de raisons d'être armé et l'expérience a montré, surtout dans les campagnes, que les mendiants, qui sont presque toujours vagabonds, commettaient souvent des crimes pour voler ou pour se venger d'un refus : l'article 277 applique aux

mendiants armés les mêmes peines qu'aux vagabonds armés et les condamne à un emprisonnement de deux ans à cinq ans.

Le port d'armes est aussi une circonstance aggravante en cas de rébellion. L'article 209 définit la rébellion de la façon suivante : « Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les officiers ministériels, les gardes-champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, leurs porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire, agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugements, est qualifiée, selon les circonstances, crime ou délit de rébellion. » L'article 212 punit la rébellion d'un emprisonnement de six jours à six mois ; cette répression se comprend ; il importe absolument que l'autorité puisse se faire respecter sans résistance, bien que cette rébellion ne soit pas bien dangereuse. Mais il arrive souvent que les officiers publics exposant leur vie, car ils ont parfois affaire à des gens excités par la colère ou par la haine, aussi, lorsque ceux qui se rebellent seront trouvés munis d'armes, y aura-t-il lieu de les punir plus sévèrement, parce qu'on peut supposer qu'ils avaient l'intention de faire usage de leurs armes, mais qu'ils n'en ont point eu le temps. Voilà pourquoi le même article 212 sanctionne la rébellion avec armes d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

La part des armes ordinaires, nous le verrons, est un droit dont on ne peut être privé que par jugement et il n'est fait exception que pour les armes prohibées. Pourtant lorsque le port d'armes a lieu dans un mouvement insurrectionnel, il est puni de la détention par l'article 5 de la loi du 24 mai 1834, quelles que soient les armes dont il s'agit. Cette sévérité particulière peut s'expliquer, parce qu'il s'agit alors de la défense des institutions et du pouvoir établi.

En matière d'attroupements, le port d'arme entraîne aussi une aggravation de peine. D'après l'article 1^{er} de la loi du 7 juin 1848 : « Tout attroupement armé, formé sur la voie publique est interdit. — Est également interdit, sur la voie publique tout attroupement non armé qui pourrait troubler la tranquillité publique. » L'article 2 définit l'attroupement armé : « L'attroupement est armé : 1^o quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées ; 2^o lorsqu'un seul de ces individus, porteur d'armes apparentes, n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là même qui en font partie. » Les articles 4 et 5 établissent les sanctions ; d'après l'article 4 : Si l'attroupement armé s'est dissipé après la première sommation et sans avoir fait usage de ces armes, la peine sera d'un mois à un an d'emprisonnement. — Si l'attroupement est formé pendant la nuit, la peine sera d'un an à trois ans d'emprisonnement.

Si l'attroupement ne s'est dissipé qu'après la deuxième sommation, mais avant l'emploi de la force et sans qu'il

ait fait usage de ses armes, la peine sera de un an à trois ans, et de deux ans à cinq ans si l'attroupement s'est formé pendant la nuit.

Enfin si l'attroupement ne s'est dissipé que devant la force ou après avoir fait usage de ses armes, la peine sera de cinq à dix ans de détention pour le premier cas, de cinq à dix ans de réclusion pour le second. Si l'attroupement s'est formé pendant la nuit, la peine sera la réclusion.

Pour les attroupements non armés, l'article 5 prend les dispositions suivantes : tout attroupement non armé qui ne se sera pas dissipé après la première sommation sera puni de quinze jours à six mois de prison. Si l'attroupement n'a pu être dissipé que par la force, la peine sera de six mois à deux ans.

Il y avait donc, suivant les cas, une grande différence de répression, mais il n'est pas besoin d'insister sur les mobiles qui ont poussé la législateur à cette sévérité pour les attroupements armés : les guerres civiles ont souvent commencé par des rassemblements ; des individus, qui pris en particulier sont inoffensifs, deviennent, en groupe, très dangereux ; on a souvent parlé des colères et des passions de la foule, elle est versatile, elle passe des admirations les plus enthousiastes aux haines les plus farouches, elle « voit rouge » en quelques instants ; la foule est « bête » dit-on parfois, elle est difficile à manier, quelques mots adroits suffisent à la calmer quand cinquante fusils ne le feraient pas ; parfois, au contraire, les paroles violentes de quelque meneur, l'exemple donné par les

plus hardis la conduisent aux pires excès. Mais des éléments qui la composent, la plupart ne sont pas responsables, voilà pourquoi, pour les punir, la loi de 1848 procède par gradation, elle augmente la peine à mesure que l'attroupement a mis plus de temps à se disperser. Et si la foule, par elle-même, est dangereuse, que dire lorsqu'elle est armée, lorsque le rassemblement peut se terminer en une lutte sanglante? Il est donc du devoir du législateur de réprimer sévèrement les attroupements ; son autorité doit se faire respecter sans résistance et une concession, faite à tort, peut parfois mener à la révolution, aussi convient-il de punir très rigoureusement le port des armes dans ces cas, quand bien même il n'en a pas été fait usage.

Enfin le port d'armes doit encore être considéré comme une circonstance aggravante au cas de crimes contre la sûreté publique (art. 96) et au cas d'évasion de détenus. (art. 243).

Mais il importe de savoir ce que la loi entend par armes, quelles sont les armes dont le port constituera une circonstance aggravante de ces crimes ou de ces délits ?

Cette question faisait déjà l'objet de discussions dans le droit romain. Gaius (lib. 13° ad. edict. prov. *Dig.* 47, 2, de furtis, 54 § 2) dit d'une façon large qu'on doit considérer comme arme tout ce que le coupable possède dans le but de nuire : « Teli autem appellatione et ferrum, et fustis et lapis, denique omne quod nocendi causa habetur, significatur », et il classe parmi les armes les bâtons et les pierres,

ainsi qu'il le répète ailleurs (*Dig.* 50, 16, de verb. sign. 41) — Paul (lib. 7° ad edictum. *Dig.* 48, 6, ad legem Juliam de vi publica, 9 et 11 § 1) dit aussi qu'il faut considérer comme armés, non seulement ceux qui ont des armes, mais ceux aussi qui ont quelque objet avec lequel ils peuvent faire du mal : « *Armatos non utique eos intellegere debemus qui tela habuerunt, sed etiam quid aliud nocere potest.* » Bref, chez les Romains, il semble donc qu'on ait considéré l'arme non pas tant dans la forme de l'objet, mais bien plutôt dans l'usage qui en est fait.

Antérieurement au Code Pénal, une loi du 13 floréal an XI, concernant la contrebande avec attroupement et port d'arme avait défini les armes : « La contrebande est avec attroupement et port d'armes lorsqu'elle est faite par trois personnes ou plus et que, dans le nombre, une ou plusieurs sont porteurs d'armes en évidence ou cachées, telles que fusils, pistolets et autres armes à feu, sabres, épées, poignards, massues et généralement de tous instruments tranchants, perçants, contondants. — Ne sont réputés armes les cannes ordinaires sans dards, ni ferrements, ni les couteaux fermant et servant habituellement aux usages ordinaires de la vie. » Cette disposition fut reproduite par la loi du 19 pluviôse an XIII, article 2, concernant la rébellion avec armes : mais le Code de 1810 ayant lui-même statué sur la rébellion (art. 209 et suiv.) il faut appliquer ses dispositions et s'en rapporter pour les armes à l'article 101. »

(1) Ortolan et Desjardins, *Éléments de Droit Pénal*, t. I, p. 360, note 3.

Cet article dit : « Sont compris dans le mot « armes » toutes machines, tous instruments ou ustensiles tranchants, perçants ou contondants. — Les couteaux et ciseaux de poche, les cannes simples ne seront réputés armes qu'autant qu'il en aura été fait usage pour tuer, blesser ou frapper. » A la différence des lois précédentes, l'article 101 n'a pas fait d'énumération, ce qui d'ailleurs eut été fort inutile, puisque l'énumération n'était pas limitative et que surtout elle se terminait par une formule générale dans laquelle pouvaient rentrer facilement les diverses variétés énumérées. Comme dans la loi de l'an XI, on trouve un second paragraphe, dans lequel sont mis à part certains objets dont l'usage est courant et dont on ne saurait présumer qu'ils sont des armes, à la différence de ceux du premier groupe, dont la présence sur l'individu ne peut s'expliquer le plus souvent que par une intention criminelle. Mais l'article 101, plus prévoyant que la loi de l'an XI, les considère comme des armes, lorsqu'il en aura été fait usage pour tuer, blesser ou frapper.

On admet ordinairement que l'article 101 s'appliquera dans tous les cas où il s'agira de punir un crime commis avec armes, mais il s'appliquera différemment suivant les circonstances. Nous avons, vu, en effet, qu'il contient deux dispositions : l'une générale, l'autre exceptionnelle.

Au premier cas, tout individu inculpé d'un crime ou d'un délit et trouvé porteur d'un instrument tranchant, perçant ou contondant sera passible de l'aggravation de peine portée par la loi : on ne s'occupera pas de savoir s'il a fait ou

non usage de cet instrument. En vertu de l'article 101 § 1^{er}, il est réputé avoir agi avec armes ; l'accusation n'a rien à prouver, si ce n'est que le prévenu est convaincu d'avoir porté des armes lorsqu'il a commis tel crime ou tel délit. — Bien que le paragraphe premier de l'article 101 soit très laconique, on ne saurait pourtant admettre comme semble le faire M. Blanche (1), que nous sommes ici en face d'un principe rigide : nous reconnaissons bien là une présomption d'intention criminelle, mais il n'y a pas de présomption irréfragable en dehors de textes formels, surtout en droit criminel et rien dans le paragraphe premier de l'article 101 ne laisse supposer que le législateur a voulu défendre la preuve contraire. C'est ainsi, disent MM. Chauveau et Hélie (2), que « la présomption doit céder dès que le prévenu donne à la possession de l'instrument une cause légitime et il ne saurait plus y avoir de circonstances aggravantes. Tel serait le cas d'un chasseur, qui dans un cas instantané de colère ou de jalousie aurait dirigé son arme sur la victime. »

Cette admissibilité de la preuve contraire est surtout nécessaire en ce qui concerne les instruments professionnels, si l'on n'admet pas la théorie de M. Garçon (3), qui les fait rentrer dans la seconde catégorie de l'article 101. Ces instruments, en effet, forment, pour la plupart, la classe des instruments tranchants, perçants ou contondants : on ne saurait cependant admettre que la simple

(1) *Études sur le Code Pénal*, t. II, p. 641.

(2) *Théorie du Code Pénal*, t. II, p. 163.

(3) *Code Pénal annoté*, art. 101.

possession de ces outils entraîne pour l'ouvrier, qui en est porteur, une aggravation de peine, lorsqu'elle se joint à quelque crime ou à quelque délit. Il faut que l'intention criminelle *soit prouvée* ou tout au moins que la présomption établie par le § 1^{er} de l'article 101 puisse être combattue par la preuve contraire. C'est seulement quand la preuve contraire n'aura pu être faite que l'article 101 pourra s'appliquer intégralement : car beaucoup d'autres raisons qu'une intention criminelle quelconque peuvent expliquer la présence de cet instrument sur l'individu, les coutumes du métier, les habitudes de l'individu, etc.

Supposons, par exemple, qu'un de ces nombreux terrassiers ambulants, qui vont de ville en ville, la pioche et la pelle sur le dos, à la recherche du travail se rende coupable du délit de mendicité, faudra-t-il lui appliquer *nécessairement* les peines plus sévères de l'article 277, parce qu'il était porteur d'armes, encore qu'il n'en ait usé, ni menacé et le condamner à un emprisonnement de deux à cinq ans, alors qu'autrement, s'il n'eut pas été muni de ses outils, l'article 275 ne l'eut puni que d'un mois à trois mois d'emprisonnement, ou s'il eut été arrêté en dehors du canton de sa résidence, de six mois à deux ans ?

Un tel rigorisme semblerait excessif et il faut admettre la preuve contraire, ainsi que le font la plupart des auteurs, MM. Ortolan (1), Carnat (2), Chauveau et Hélie (3), Garraud (4)

(1) *Éléments du Droit pénal*, t. I, p. 359.

(2) *Commentaires sur le Code Pénal*, t. I, p. 281.

(3) *Théorie du Code Pénal*, t. II, p. 163.

(4) *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. II, p. 508.

Remarquons en passant, avec M. Garçon (1), que l'énumération de l'article 401 § 1^{er} n'est pas limitative; à côté des instruments perçants ou tranchants comme les ares, baïonnettes, cannes à épée, couteaux-poignards, dagues, épées, fleurets, sabres, stylets, à côté des instruments contondants, comme les massues, masses, casse-têtes, coups de poings, etc., il faut ajouter toute la catégorie des armes à feu dont le port constituera aussi une circonstance aggravante.

On a parfois discuté sur l'étendue du § 1^{er} de l'article 401, ne comprend-il que des armes par nature ou bien s'applique-t-il indifféremment à tout objet tranchant, perçant ou contondant. Étant donnée la largeur du texte, nous avons supposé, jusqu'ici, qu'il concernait tout objet présentant les qualités requises : c'est d'ailleurs ce que semblent admettre MM. Ortolan (2) et Garraud (3), mais d'autres auteurs, comme MM. Chauveau et Hélie et surtout M. Garçon paraissent ne vouloir faire rentrer dans le § 1^{er} de l'article 401 que les objets, qui sont véritablement des armes par nature et qui ne sauraient avoir d'autre destination que celle de servir à attaquer ou à défendre, tous les autres objets tranchants, perçants ou contondants ne deviennent armes que par l'usage qui en est fait. C'est ainsi que M. Garçon range dans le deuxième paragraphe de l'article 401 tous les instruments professionnels, et

(1) *Code pénal annoté*, art. 401.

(2) *Éléments de droit pénal*, t. I, p. 361.

(3) *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. II, p. 508.

n'admet l'aggravation de peine qu'autant que l'accusation aura prouvé qu'il en a été fait usage. M. Garçon donne d'ailleurs une explication assez spéciale de l'usage, que nous aurons par la suite l'occasion d'étudier.

L'article 101, dans sa deuxième disposition, établit une exception à la règle précédente ; il décide que les couteaux et ciseaux de poche, les cannes simples ne seront réputés armes qu'autant qu'il en aura été fait usage pour tuer, blesser ou frapper. Faut-il voir là une énumération limitative, ou bien plutôt une indication d'après laquelle les objets usuels, dont la destination ordinaire est toute pratique, ne seraient réputés armes qu'autant qu'on s'en serait servi pour tuer, blesser, ou frapper ?

Parmi les auteurs, M. Blanche (1) est le seul à soutenir que l'énumération du deuxième paragraphe de l'article 101 est limitative et qu'en dehors des couteaux et ciseaux de poche, des cannes simples, tous les autres objets, qui peuvent trancher, percer ou faire des contusions, sont réputés armes, quoiqu'il n'en ait pas été fait usage pour tuer, blesser ou frapper. Cette opinion éminemment restrictive doit être abandonnée. Tous les autres auteurs, MM. Ortolan, Chauveau et Hélie, Garraud, Garçon admettent, au contraire, le système extensif : tel est bien d'ailleurs l'avis de la Cour de Cassation, qui, dans un de ses motifs de l'arrêt Noguès (2), dit expressément : « Con-

(1) *Etudes sur le Code Pénal*, t. II, p. 641.

(2) 20 août 1812. S. 1812, 1. 175.

sidérant que la deuxième partie de l'article 101 portant que les couteaux et ciseaux de poche et les cannes simples ne sont réputés armes qu'autant qu'il en a été fait usage pour tuer, blesser ou frapper, est explicative et non limitative, que les canifs, les poinçons, les stylets, les compas seraient aussi réputés armes, s'il en était fait usage pour tuer, blesser ou frapper... »

Comme nous l'avons dit précédemment, M. Garçon ajoute ici tous les instruments professionnels : il se distingue en cela des autres auteurs, qui, d'après leurs démonstrations sur l'admissibilité de la preuve contraire semblent bien les ranger dans la première partie de l'article 101. A raisonner sur l'article 101, nous serions plutôt de l'avis de M. Garçon, car il y a là un moyen de changer le fardeau de la preuve ; une fois les instruments professionnels mis dans la deuxième classe de l'article 101, ce sera à l'accusation de faire la preuve de l'intention criminelle et c'est assez juste, car le système des présomptions est toujours quelque peu arbitraire. De plus, si nous considérons les motifs qui ont conduit le législateur à admettre les exceptions du deuxième paragraphe de l'article 101, il nous apparaîtra qu'il s'est inspiré de ce fait que les couteaux et ciseaux de poche et les cannes simples ayant une destination habituelle pratique, ce ne sera que par un détournement de leur fonction normale qu'ils auront pu prendre le caractère d'armes : l'accusation devra donc prouver ce changement de destination ; or le même

raisonnement peut être fait à propos des instruments professionnels.

Il nous reste maintenant à voir ce que la loi a voulu dire par les mots : « quand il en aura été fait usage pour tuer, blesser ou frapper. » Sur ce sujet, l'opinion des auteurs varie ; on peut d'abord admettre un système simple, interpréter strictement la loi : pour que ces objets deviennent des armes, il faut qu'ils aient servi à accomplir l'acte matériel qui consiste à tuer, blesser ou frapper. Il y a en ce sens un arrêt du 8 juillet 1813 (Herrino), duquel il résulte « qu'un couteau de poche ne peut être considéré comme une arme quand il n'en a été fait usage que pour menacer et effrayer, sans intention d'en frapper. » Tel est aussi l'avis de MM. Chauveau et Hélie (1), Bourguignon (2), Carnot (3).

M. Garçon (4) estime, au contraire, que c'est là une interprétation judaïque du texte : les mots « faire usage » doivent être pris dans un sens beaucoup plus large, et pour M. Garçon, l'usage pour tuer, blesser ou frapper résulte beaucoup plus de l'intention du porteur de l'arme que du fait matériel des blessures qu'il a causées ou des coups qu'il a portés : dans ce système, un voleur pourra être réputé armé, même s'il ne s'est servi de son arme que pour menacer ou effrayer, si l'on prouve que la menace a été

(1) T. II, n° 513.

(2) *Jurisprudence des Codes criminels*, t. III, p. 102.

(3) T. I, p. 281 et suiv.

(4) *Code Pénal annoté*, art. 101, n° 22.

faite sérieusement et avec intention de frapper, alors même qu'il n'aurait pu, par suite de quelque circonstance extérieure, causer le mal qu'il se proposait.

Cette opinion semble assurément la meilleure, car il serait vraiment peu raisonnable de réputer non armé un voleur muni d'un couteau dont il se serait servi pour menacer la victime et dont il n'aurait pas eu le temps de faire usage pour tuer, blesser ou frapper, par suite de l'arrivée inopinée d'un tiers. Tel paraît être d'ailleurs, comme le dit M. Garçon, l'avis de la jurisprudence. Un arrêt du 18 mai 1810 (Peverini) admet qu'un voleur, qui, après s'être introduit dans l'intérieur d'une maison, a menacé l'un des habitants de cette maison en lui mettant le couteau sur la gorge, pour le contraindre à indiquer le lieu du dépôt de son argent, doit être considéré comme ayant fait usage de ces armes. L'arrêt de 1813, que nous avons déjà cité, ne contredit pas d'ailleurs l'arrêt précédent, puisqu'il y est expressément constaté que le coupable a simplement menacé, mais sans intention de frapper.

Le seul point faible de la théorie c'est qu'elle repose sur l'intention et l'intention est bien difficile à prouver ; mais comme c'est au ministère public qu'incombe le coin de la preuve, on peut être assuré que la bonne foi de l'inculpé sera respectée dans tous les cas où il ne pourra être fait une preuve évidente de son intention criminelle.

Telles sont les solutions que l'on peut admettre dans l'état actuel des textes, mais il faut reconnaître avec

M. Ortolan (1), qu'il y aurait eu avantage à faire, dans le Code une distinction entre les armes proprement dites et les armes improprement dites au lieu de laisser à la jurisprudence le soin de décider dans quelle catégorie rentre telle ou telle espèce qui se présente pour la première fois. C'est ainsi que l'on considérerait comme armes proprement dites toutes les armes par nature tant offensives que défensives et qui ne sauraient avoir d'autre utilité que de faciliter l'attaque ou la défense ; leur simple port, jusqu'à preuve du contraire, ferait présumer d'une intention criminelle et constituerait une circonstance aggravante. Les armes improprement dites comprendraient tous les autres objets dont la destination est ordinairement pratique et utilitaire et qui ne deviendraient des armes que par occasion : leur port ne serait pas par lui-même une circonstance aggravante, il faudrait prouver l'intention criminelle du coupable et ce serait à l'accusation d'administrer cette preuve. Avec ce système il n'y aurait pas eu de controverses pour les bâtons et les pierres.

On a, en effet, fort discuté sur la nature des bâtons et des pierres. Sont-ce des armes par nature ou des armes par l'usage qui en est fait ?

Avant d'aborder cette question délicate, étudions en quelques mots les solutions qui ont été données à propos de deux autres armes controversées, les stylets et les faulx. Nous avons vu que dans l'arrêt du 20 août 1812 (2)

(1) *Éléments de Droit Pénal*, t. I, p. 359.

(2) S. 1812, t. 1. 175,

(Noguès), la Cour de Cassation avait assimilé les stylets et quelques autres objets aux couteaux et ciseaux énumérés dans le deuxième paragraphe de l'article 101 et les considérait comme des armes par l'usage qui en est fait. En ce qui concerne spécialement les stylets (1), nous ferons remarquer, avec M. Garçon, que la Cour de Cassation les fait rentrer à tort dans le deuxième paragraphe de l'article 101, que ce ne sont pas des objets servant aux usages ordinaires de la vie, que ce sont bien des armes par nature. — Quant aux faulx, M. Garçon estime qu'elles ne deviennent, en principe des armes que par l'usage : mais si elles étaient emmanchées droites, elles formeraient des armes terribles et ne seraient plus propres au travail. Ce seul fait indiquerait pertinemment une intention criminelle.

En ce qui concerne les bâtons, il semble bien que le bâton ordinaire doit rentrer dans la deuxième catégorie de l'article 101, c'est un objet d'usage courant dans un certain milieu et on ne saurait présumer de son seul port une circonstance aggravante, il faut prouver l'intention criminelle. Et même, dit M. Ortolan (2), des bâtons ferrés ou noueux, s'ils sont employés ordinairement à des usages utiles ou innocents, suivant les habitudes du pays ou la profession de celui qui les porte, ne sont point des armes proprement dites ; mais les circonstances peuvent montrer

(1) Cf. Taillandier, *Encyclopédie du Droit*, V^o Armes, n^o 49.

(2) *Éléments du droit pénal*, t. I, p. 364.

qu'ils ont été détournés de leur destination propre, ou qu'ils ont subi des transformations telles qu'ils sont devenus de véritables armes. Supposons, par exemple, qu'un individu soit surpris en flagrant délit de vol, dans un petit village des Alpes, et que le voleur soit trouvé muni d'un alpenstock, on sait que l'art 381 du Code pénal aggrave les pénalités lorsque le coupable de vol était muni d'armes apparentes ou cachées. Supposons maintenant qu'un voleur, surpris à Paris, soit trouvé porteur d'un alpenstock, nous sommes ici en présence de deux cas semblables et pourtant on ne peut pas hésiter à reconnaître que le caractère de l'arme est très différent dans les deux cas : dans le premier ce sera une arme improprement dite, dans le second ce sera une arme véritable. Pour que l'aggravation de peine puisse s'appliquer, il faudra prouver, dans le premier cas, l'intention criminelle du voleur, qui peut très bien n'avoir été guidé que par une pensée de prévoyance, celle de faciliter sa marche dans la montagne ; mais, dans le second, l'intention criminelle résulte péremptoirement de la présence sur l'inculpé de cet objet insolite, qu'il lui serait bien difficile de justifier.

En résumé, les bâtons, tant qu'on peut expliquer leur présence sur l'inculpé par une raison pratique quelconque, devraient être considérés comme des armes accidentelles ; il faudra en prouver l'usage et nous entendons ce mot dans le sens large de M. Garçon, qui le fait consister bien plus dans l'intention que dans l'acte matériel lui-même.

M. Blanche (1) estime avec nous qu'il faut assimiler le bâton ordinaire à la canne simple, mais, pour lui, le gros bâton ou le bâton noueux doivent rentrer dans la catégorie des armes par nature. Il est certain que si le bâton est véritablement énorme, si c'est une massue par exemple, (et alors ce n'est plus un bâton) et s'il est impossible de lui attribuer une destination pratique quelconque, on devra le classer parmi les armes naturelles. Mais le système de M. Ortolan, que nous admettons, paraît plus judicieux en ce qu'il tient compte des circonstances, des habitudes du pays, des mœurs des individus, etc. M. Blanche paraît ne se guider que sur l'objet lui-même et il sera peut être arbitraire de décider à partir de quelle grosseur un bâton devient énorme et quand il sera noueux, car il faut bien considérer que l'on ne saurait apprécier de la même façon le gros bâton d'un conducteur de bestiaux et le même objet dans les mains d'un apache de grande ville. D'ailleurs l'opinion que nous soutenons est aussi celle de MM. Carnot et Garçon.

Pourtant la jurisprudence a toujours statué en sens contraire. Avant le Code pénal, sous l'empire de la loi de floréal an XI, la Cour de Cassation, dans un arrêt du 15 floréal, an XII avait jugé « qu'un bâton à massue n'est pas un canne ordinaire, qui fait, seule, exception dans la loi à la prohibition de tous instruments contondants », qu'il doit être réputé arme, surtout s'il en a été fait usage. Dans

(1) *Etudes sur le Code Pénal*, t. II, p. 640.

un autre arrêt du 7 octobre 1808 (1), la Cour de Cassation, réformant un arrêt de la Cour criminelle du Gard portant qu'un énorme bâton n'est pas une arme meurtrière, dit « qu'un énorme bâton est une arme qui peut même donner la mort. » Enfin dans un troisième arrêt du 9 juin 1808 (2), la Cour de Cassation va plus loin et admet que les bâtons (sans qualificatifs) ne peuvent être assimilés à des cannes ordinaires.

Sous l'empire du Code pénal, cette jurisprudence persiste : un arrêt du 3 octobre 1817 (3) dit « qu'un gros bâton, étant un instrument contondant, doit être réputé arme. » Un autre arrêt du 29 juin 1821 (4) répète qu'un bâton, étant un instrument contondant est compris dans le mot armes, d'après l'article 101 du Code pénal. Ailleurs, dans un arrêt du 31 juillet 1823 (5), il semblerait que la Cour de Cassation va se déjuger : il s'agissait d'une personne, qui avait fait résistance avec violences et voies de fait, lors de son arrestation, à l'aide d'un petit bâton dont elle avait frappé le sergent de garde : « Attendu, dit l'arrêt, que ce petit bâton était une canne dans les mains de Cognet, et qu'étant déclaré constant qu'il s'en était servi contre le sergent de garde, il demeurerait constant qu'il en avait fait usage pour le frapper », il convenait alors d'appliquer les peines de

(1) *Bull.*, n° 193.

(2) *Bull.*, n° 121.

(3) *Bull.*, n° 87.

(4) *Bull.*, n° 104.

(5) *Bull.*, n° 105.

la rébellion avec armes. Mais M. Carnot a fait remarquer, avec raison, que la Cour raisonne ici d'après des suppositions, elle décide que puisque Cognet s'est servi du petit bâton, il n'a pu le faire que pour frapper. On pourrait admettre cependant qu'il s'en est servi pour menacer ou effrayer et il est bien arbitraire de juger d'après des suppositions.

Quoiqu'il en soit, cette exception apparente, qui peut s'expliquer par des considérations particulières, nous le verrons, n'a pas modifié la jurisprudence de la Cour de Cassation. Dans un arrêt du 19 juin 1828 (1), la Cour affirme « qu'aux termes de l'article 101 les instruments contondants sont réputés armes, qu'un bâton, un bâton noueux surtout est nécessairement un instrument contondant, que l'exception établie par le même article 101 ne s'applique qu'aux simples cannes et ne peut être étendue aux bâtons. » Enfin cette solution est confirmée dans un arrêt du 16 février 1832 (2), duquel il résulte « que des bâtons sont des instruments contondants et compris dès lors dans le mot armes par l'article 101 du Code pénal (3). »

Bref, de l'ensemble des arrêts, il résulte que la jurisprudence considère les bâtons comme des armes par nature indépendamment de l'usage qui en est fait : l'arrêt du 31 juillet 1823, qui paraît y déroger, n'est qu'une solution d'espèce, la Cour de Cassation n'a pas osé qualifier le

(1) S. 28, t. 114.

(2) Dal. *Rép.*, p. 255.

(3) V. aussi l'arrêt du 10 octobre 1861. *Bull.*, n° 217.

petit bâton d'arme par nature, elle en a fait une canne et elle a décidé que puisque l'inculpé s'en était servi, il y avait bien eu rébellion avec armes.

Les mêmes difficultés se sont présentées à propos des pierres. Les pierres ne sont pas par elles-mêmes des armes proprement dites et ce n'est que par les circonstances qu'on pourra juger si elles ont changé de caractère, car si elles rentrent bien dans la définition de l'objet contondant, leur destination habituelle est très différente de celle des armes. C'est ainsi, dit avec raison M. Ortolan (1), que s'il s'agit de frondes et de pierres pour les armer, nul doute que ce soient là des armes véritables, parce que la fronde est une arme et qu'elle ne saurait servir sans les pierres ; mais en dehors de ce cas spécial, il serait plus juste d'admettre avec MM. Chauveau et Hélie (2) que les pierres rentrent dans la deuxième catégorie de l'article 101 et qu'elles ne doivent être réputées armes qu'autant qu'il en aura été fait usage pour tuer, blesser ou frapper. Nous entendons d'ailleurs le mot usage comme précédemment et nous le faisons consister bien plus dans l'intention que dans l'acte matériel lui-même. Telle est aussi l'opinion de M. Garçon.

M. Carnot (3) et quelques Cours d'appel (Toulouse, 16 février 1812 et Montpellier, 12 juin 1812) admettaient que les pierres ne sont pas des armes, au sens de l'article 101, puisqu'elles n'étaient ni des machines, ni des

(1) *Éléments de Droit Pénal*, t. I^{er}, p. 361.

(2) *Théorie du Code pénal*, t. II, p. 167.

(3) *Commentaires sur le Code pénal*, t. I^{er}, p. 281.

instruments, ni des ustensiles. Mais ainsi que répond très justement M. Ortolan (1), il n'y a là qu'une objection de mots peu sérieuse. La pierre devient un instrument dès qu'elle est accommodée, disposée comme moyen d'action à produire et c'est là précisément le fait qu'il faut établir à la charge des inculpés.

M. Blanche (2) admet, au contraire, que les pierres doivent être considérées comme des armes, puisqu'elles sont des instruments contondants : elles ont même selon lui ce caractère indépendamment de l'emploi qui en est fait. Nous ne saurions admettre cette opinion et nous sommes d'accord avec M. Garraud (3). Les pierres, nous le répétons, sont des armes accidentelles, qui ne peuvent devenir telles que par l'usage qui en est fait et nous ne voyons pas là nécessairement, comme MM. Chauveau et Hélie (4), le jet de ces pierres, mais l'intention de s'en servir, manifestée, d'une façon évidente, par l'inculpé. C'est ainsi que nous admettons qu'il faudrait réputer armé celui qui aurait fait une provision de pierres dans un appartement, avec la volonté bien arrêtée d'en faire usage mais qui en a été empêché par une circonstance fortuite. Nous sommes, au contraire, de leur avis pour le cas où une personne, sur le point d'être arrêtée sur la voie publique, s'empare d'une pierre, sans qu'on puisse supposer néces-

(1) T. 1^{er}. p. 361, note 1.

(2) *Études sur le Code Pénal*, t. II, p. 613.

(3) *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. II. p. 509.

(4) *Théorie du Code pénal*, t. II, p. 199.

sairement une intention criminelle : il faudra, pour que l'article 101 soit applicable, que cette personne ait rendu son intention manifeste en se servant de la pierre.

Et cependant la Cour de Cassation, par une jurisprudence constante, admet, comme pour les bâtons, que les pierres sont des armes par nature, indépendamment de l'usage qui en est fait.

Déjà, sous l'empire de la loi de floréal an XI, reproduite dans la loi de pluviôse an XIII, la Cour de Cassation avait reconnu, par un arrêt du 30 novembre 1810 (Bordesoulle) (1), qu'il y avait rébellion avec armes dans le fait d'attaquer la force armée avec des pierres, parce que celles-ci sont des instruments contondants. Cette jurisprudence n'a pas changé sous le Code pénal. Dans un arrêt du 9 avril 1812 (Noguès) (2), la Cour de Cassation reformant un jugement de la Cour de Toulouse, dit expressément : « Considérant que les pierres sont de leur nature des instruments contondants et que l'article 101 C. pén., désigne ces sortes d'instruments comme compris sous la dénomination d'armes, etc..... » L'affaire Noguès fut renvoyée devant la Cour de Montpellier, mais celle-ci, comme la Cour de Toulouse, avait jugé que les pierres n'étaient pas des armes. Alors la Cour de Cassation, toutes Chambres réunies, par un arrêt du 20 août 1812 (3), répète : « Con-

(1) *Bull.*, n° 152.

(2) *Bull.*, n° 88.

(3) *Bull.*, n° 193.

ticle 101 cité ci-dessus, on doit entendre généralement tout ce qui est employé pour produire l'effet prévu par cet article, qu'ainsi des pierres sont des instruments contondants et conséquemment des armes..... et même des armes d'autant plus dangereuses qu'elles atteignent de plus loin, que les lois ont toujours réputé armes les pierres, lorsqu'il en a été fait usage pour tuer, blesser ou frapper, notamment la loi 41, de verb. sign. *Dig.* 50, 16, 41 et la loi 3, *de vi et vi armata*, 43, 16, 3, § 3 et 5... »

Mais de tous ces arrêts il semblerait bien résulter que la jurisprudence ne considère les pierres comme des armes qu'autant qu'il en a été fait usage pour tuer, blesser ou frapper. Cependant en 1824 par un arrêt du 30 avril (Bassant) (1), la Cour de Cassation affirme « que les grosses pierres, étant par leur nature, des objets contondants, entrent dans la première partie du dit article 101 sans que cette disposition du dit article fasse dépendre la qualité d'armes qu'elle leur imprime de l'usage qui en serait fait. » Il n'y a donc plus de doutes, la jurisprudence est bien établie, le jet des pierres qu'elle constate, quand il y a lieu, n'est qu'une circonstance accessoire qui ne change rien au caractère d'armes par nature qu'elle attribue aux pierres. On pourrait d'ailleurs encore invoquer un autre arrêt du 20 octobre 1831 (2) et un plus récent du 28 octobre 1908 (3).

(1) *Bull.*, n° 62.

(2) *Bull.*, n° 265.

(3) *D.*, 09, 3, 9.

Peut-être, dans toutes les espèces soumises à la jurisprudence, serions-nous arrivés aux mêmes solutions avec notre théorie, non pas en reconnaissant aux pierres le caractère d'armes par nature, mais en nous attachant à l'intention des inculpés qui, dans tous les cas, paraissait bien criminelle.

DEUXIÈME PARTIE

Armes de Commerce

SECTION I

De la distinction des armes en armes permises et en armes prohibées

Jusqu'ici nous avons étudié les armes comme instruments de crimes ou de délits et toutes les remarques que nous avons faites s'appliquent aux armes en général, sans distinction. Nous avons vu que le Code n'en tenait compte que pour aggraver les peines dont il frappe certains délits, qu'il les considérait comme des accessoires dont la présence nécessitait une répression plus sévère.

Nous allons aborder maintenant l'examen de la question des armes pour elle-même, isolée de toute autre matière. Comme nous l'avons dit dans notre introduction, la question des armes a toujours préoccupé le législateur; il s'agit là, en effet, d'instruments nocifs, pouvant occa-

sionner la mort et qui, malheureusement, se trouvent le plus souvent entre les mains de dangereux individus : aussi le législateur a-t-il pris des mesures pour en régler la fabrication, le commerce et la détention.

Il convient d'abord de distinguer comme le fait le Code, deux sortes d'armes : les armes prohibées et les armes permises. Les armes prohibées sont l'exception, mais qu'entend-on, en réalité, par armes prohibées ?

L'article 314 du Code pénal ne les définit pas : « Tout individu qui aura fabriqué ou débité des stylets, tromblons ou quelque espèce que ce soit d'armes prohibées par la loi ou par des règlements d'administration publique sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois. » Par la suite la loi de 1834 qui a modifié les pénalités portées par l'article 314 et étendu ses applications, n'a pas donné, non plus de définition des armes prohibées. L'article 1^{er} porte en effet : « Tout individu, qui aura fabriqué, débité ou distribué des armes prohibées par la loi ou par des règlements d'administration publique sera puni... Celui, qui sera porteur des dites armes sera puni... » Or la loi de 1834, qui a été modifiée par la loi de 1885 en ce qui concerne la fabrication et le commerce des armes, régit encore d'après la jurisprudence la question du port d'armes. Nous devons donc rechercher quels sont les lois et règlements auxquels se réfère l'article 314.

Il résulte clairement de l'étude des textes que l'article 314 se reportait à la déclaration du 23 mars 1728, qui avait été la grande règle en la matière pendant le xviii^e siècle ;

cette déclaration, après avoir énuméré un certain nombre d'armes prohibées, les faisait rentrer dans une formule générale : « toute fabrique, commerce, vente, débit, achat, port et usage des poignards, couteaux en forme de poignards, soit de poche, soit de fusil, des baïonnettes, pistolets de poche, épées en bâtons, bâtons à ferrements autres que ceux qui sont ferrés que le bout et autres armes offensives, cachées et secrètes sont et demeurent pour toujours généralement abolis et défendus. » Devaient donc être considérées comme prohibées les armes offensives cachées et secrètes.

Cette déclaration avait été remise en vigueur par un décret du 2 nivôse an XIV, qui avait ajouté deux armes nouvelles à la liste précédente : « Art. 1^{er}. Les fusils ou pistolets à vent sont déclarés compris dans les armes offensives, dangereuses, cachées et secrètes, dont la fabrication, l'usage et le port sont interdits par les lois. — Art. 2. Toute personne, qui, à partir de la publication du présent décret sera trouvée porteur des dites armes sera poursuivie et traduite devant les tribunaux de police correctionnelle pour y être jugée et condamnée conformément à la loi du 23 mars 1728. » Quelques mois plus tard un décret du 12 mars 1806 en avait ordonné la réimpression : « Art. 1^{er}. — La déclaration du 23 mars 1728.... sera imprimée à la suite du présent décret, et exécutée conformément à notre décret du 2 nivôse dernier. »

D'ailleurs l'article 484 Code pénal eut suffi à motiver ici l'application de la déclaration du 23 mars 1728 : il y est

dit, en effet : « Dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le présent Code et qui sont régies par des lois et règlements particuliers, les Cours et les Tribunaux continueront de les observer. »

Nous nous servirons donc de la définition de la Déclaration de 1728 et nous considérerons comme prohibées les armes énumérées par cette Déclaration, les fusils et pistolets à vent prévus par le Décret du 2 nivôse an XIV, les stylets et les tromblons de l'article 314 et en général toutes les armes offensives, cachées et secrètes. Seront au contraire permises les armes apparentes et défensives.

On pourrait cependant remarquer que cette distinction des armes offensives et défensives est quelque peu illusoire : à dire vrai, il n'y a plus maintenant d'armes strictement défensives : le temps des guerriers bardés de fer est passé et n'était la cuirasse de nos cuirassiers, qui est plutôt une arme décorative et morale, ce ne serait plus qu'un souvenir ! Toutes les armes sont offensives, leur destination dépend seulement de l'intention de l'individu ou des circonstances : pour le bourgeois peureux, le revolver sera une arme défensive, ce sera, au contraire, une arme offensive pour les apaches de faubourgs. C'est donc bien plutôt dans le caractère apparent ou caché que réside la distinction.

La jurisprudence admet aussi l'applicabilité de la déclaration de 1728 « dans celles de ses dispositions qui n'ont pas été modifiées par des lois postérieures. » Cela résulte

clairement de l'arrêt Balmont du 6 août 1824 (1) : « attendu qu'aux termes de l'article 314, la fabrique, le débit, le port d'armes prohibées par la loi ou par des règlements d'administration publique, sont classés au nombre des délits et que d'après l'article 484, les Cours et tribunaux doivent observer les lois et règlements particuliers dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le Code Pénal. Attendu que la déclaration de 1728, remise en vigueur par les décrets du 2 nivôse an XIV et 12 mars 1806 est une loi et un règlement d'administration publique, que dès lors elle doit être observée par les Cours et les tribunaux dans celles de ses dispositions qui n'ont pas été modifiées par des lois postérieures, quant à la nature et à la qualité des peines et amendes. Attendu que le décret du 4 mai 1812, qui ne s'applique qu'au fait de chasse sans permis de port d'armes et dès lors d'armes apparentes et non prohibées en général, telles que fusils de chasse, est sans application à l'espèce, qu'il en est de même de l'avis du Conseil d'État du 17 mai 1811 relatif à la faculté de porter des armes en voyage pour sa défense personnelle, armes apparentes, telles que pistolets d'arçon et de ceinture dont le port est même permis par l'article 5 du titre XXX de l'Ordonnance des Eaux et Forêts de 1669, aux passans par les grands chemins des forêts et bois du Roi ; qu'il faut distinguer entre les armes apparentes et défensives, qui ne deviennent offensives que par accident, et les armes cachées, secrètes, offensives par la présomption légale... etc. »

(1) *Bull.*, n° 101. — S. 24. 1. 511.

Et l'on trouve des solutions analogues dans divers arrêts postérieurs, Grenoble 11 novembre 1824, Bordeaux 1^{er} février 1837 (1) et plus récemment dans un jugement de Nevers du 28 octobre 1908 (2).

L'application de la déclaration de 1728 a donné lieu cependant à quelques difficultés, notamment en ce qui concerne son étendue : nous étudierons aussi les variations de la jurisprudence sur la question des revolvers.

On admet généralement que la jurisprudence est qualifiée pour reconnaître à une arme les caractères de l'arme prohibée et qu'elle a pour cela des pouvoirs sans restriction. Tel est l'avis de MM. Blanche, Chauveau et Hélie (3), etc'est bien ce qui paraît résulter des termes de l'article 314, qui renvoie à la déclaration de 1728. Cette déclaration considérait comme prohibées toutes les armes offensives, cachées et secrètes. Nous admettons donc que la prohibition s'applique à toutes les armes qui peuvent rentrer dans cette définition.

Cette opinion n'est pas celle de M. Garraud (4), qui prétend qu'une telle « interprétation livre la solution d'une question pénale à toutes les divergences des appréciations individuelles. » Il lui semble plus conforme au texte et à l'esprit de la loi d'exiger pour qu'il y ait délit que l'arme puisse être assimilée à l'une de celles qui ont été nomina-

(1) S. 37, 2, 445.

(2) D. 09, 5, 9. *Gaz du Pal.*, 1908, t. II, P. 560.

(3) *Théorie du Code Pénal*, t. IV, p. 101.

(4) *Traité théor. et prat. de Dr. pénal franc.*, t. IV., p. 740.

tivement désignées par les lois et les règlements. Nous ne saurions cependant admettre cette restriction; elle aurait l'inconvénient de limiter les pouvoirs de la jurisprudence et d'empêcher de classer dans les armes prohibées toutes les armes nouvelles que l'ingéniosité des malfaiteurs ne cesse d'inventer. On dira peut-être qu'il serait facile d'allonger par décret la liste des armes prohibées! Mais ce ne serait jamais qu'une mesure prise après coup! les inventeurs d'armes nouvelles ne pourraient être condamnés et l'on n'atteindrait que leurs imitateurs. Il est donc préférable d'avoir une formule large dans laquelle rentreront nécessairement les armes futures elles-mêmes et l'on n'a pas à redouter les divergences d'appréciation, puisque la Cour de Cassation est là pour fixer la jurisprudence.

Notre opinion est d'ailleurs admise par la Cour de Cassation dans un arrêt du 19 juin 1835 (1). « Un sieur Bourgaud était poursuivi pour avoir fabriqué des cannes, dans lesquelles étaient dissimulés un fusil et un pistolet, le tribunal de Saint-Etienne, par un jugement du 2 janv. 1835 l'avait acquitté pour cette raison que de telles armes ne rentraient pas dans la catégorie des armes offensives, secrètes et cachées, prohibées par les règlements. Le ministère public avait fait appel devant le tribunal supérieur de Montbrison qui avait confirmé le jugement. Le procureur du Roi se pourvut alors en Cassation et la Cour

(1) *Bull.*, n° 244.

cassa l'arrêt pour ce motif « que le jugement attaqué a formellement violé la déclaration du 23 mars 1728 et l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1834. »

Un autre arrêt du 17 janvier 1835 a décidé que des cannes garnies de figures de plomb à l'un de leurs bouts sont des armes offensives contondantes, qu'on ne doit pas les comprendre dans l'exception établie par la déclaration de 1728, en faveur des bâtons seulement ferrés par le bout (1).

Et cette jurisprudence est bien établie, car il y a en notre sens un jugement de Narbonne du 25 février 1898 (2), duquel il résulte qu'une canne à épée « fait partie de la catégorie des armes offensives cachées et secrètes, au sens de l'ordonnance de 1728. » V. aussi le jugement de Nevers précité, et Grenoble, 13 août 1908 (D. 09.2. 151. et *Gaz. du Palais*, 1908, t. II, p. 377).

D'autres difficultés se sont élevées au sujet des poignards : La déclaration de 1728 ne prohibe pas seulement les poignards, mais aussi les couteaux en forme de poignards : Un arrêt de Poitiers du 14 avril 1837 avait relaxé un sieur Dugué-Nivet, chez qui l'on avait trouvé des lames destinées à être emmanchées ; l'arrêt avait décidé que ces lames ne présentaient pas les caractères essentiels du poignard, qui est toujours à deux tranchants, qu'en conséquence l'accusé ne pouvait être poursuivi. La Cour

(1) Dal. *Rép.* v° Armes n° 64 p. 263.

(2) Sir., 99. 2. 148.

de Cassation, le 15 octobre 1841 (1), casse cet arrêt en disant : que la déclaration de 1728 ne prohibe pas seulement les poignards, mais aussi les couteaux en forme de poignards, qu'en conséquence la Cour de Poitiers aurait dû examiner si les lames en question ne pouvaient pas rentrer dans la catégorie des couteaux en forme de poignards. — Dans un autre arrêt du 5 juillet 1851 (2), la Cour de Cassation démontre que la Déclaration du 23 mars 1728 a entendu prohiber aussi les couteaux en forme de poignards, sans qu'il soit absolument nécessaire que ces couteaux ressemblent à des poignards : « Attendu que si la lame aiguë et à deux tranchants constitue en général le poignard, les couteaux en forme de poignards n'ont pas nécessairement la lame à deux tranchants, qu'ainsi ce serait donner à la loi une fausse interprétation que de les considérer dans ce cas seulement, comme rentrant dans la prohibition. » — Ailleurs, un arrêt de Douai du 2 octobre 1852 (3) déclare que l'usage des couteaux poignards est prohibé, et que peut être considéré comme couteau-poignard. Un couteau dont la lame quoiqu'aiguisée d'un seul côté, est aiguë et affilée, et se trouve fixée, quand le couteau est ouvert, par un clou s'adaptant à un trou pratiqué dans le dos du manche.

La jurisprudence admet donc clairement dans tous les cas l'interprétation extensive et son opinion n'a jamais

(1) *Bull.*, n° 303.

(2) *Bull.*, n° 271.

(3) D. 52, 5, 32.

varié. Il n'en fut pas de même pour la question des pistolets : pendant un certain temps, la jurisprudence les considéra bien comme des armes prohibées, ainsi dans l'arrêt Balmont précité du 6 août 1824 (1). Le tribunal de Villefranche avait acquitté les nommés Balmont et Blanc poursuivis, l'un pour avoir porté un pistolet de poche, l'autre pour l'avoir vendu, par ces motifs que les pistolets de poche ne sont pas prohibés par les lois ou les règlements d'administration publique. Le ministère public avait fait appel devant la Cour de Lyon, qui avait confirmé le jugement. Le procureur général se pourvut alors devant la Cour de Cassation, qui cassa l'arrêt de Lyon, par ces motifs que : « La Cour de Lyon, par l'arrêt attaqué, a violé les articles 314 et 484 du Code pénal, les décrets du 2 nivôse an XIV, 12 mars 1806 et la déclaration du Roi du 23 mars 1728. » La Cour, constatant que la déclaration de 1728 comprend nominativement les pistolets de poche parmi les armes offensives, cachées et secrètes, démontre, avec l'abondance d'arguments que nous savons, la survivance de la déclaration de 1728. L'affaire fut renvoyée devant la Cour de Grenoble, qui, le 11 novembre 1824, adopta la même solution.

Cette jurisprudence, si fortement établie, changea brusquement quelques années après. La Cour d'Orléans, dans un arrêt du 29 août 1836, s'autorisa d'un décret du 14 décembre 1810 contenant règlement pour les armes à

(1) *Bull.*, n° 101.

feu fabriquées en France et destinées au commerce, pour décider que la déclaration de 1728 ne s'appliquait plus aux pistolets de poche : « Attendu que le décret de 1810 détermine dans les articles 9 et 12 les épreuves qu'auront à subir les pistolets de poche et dispose, dans l'article 8, d'une manière générale, qu'aucun canon ne pourra être mis en vente avant d'être marqué du poinçon d'acceptation; qu'il suit de là une autorisation implicite, mais nécessaire de confectionner et de débiter des pistolets de poche et conséquemment, à l'égard des armuriers, l'abrogation virtuelle par contrariété de dispositions de l'ordonnance de 1728. » (1)

Le ministère public se pourvut en cassation, mais la Cour rejeta le pourvoi par un arrêt du 7 octobre 1836 (2) : « Attendu que le décret du 14 décembre 1810 a virtuellement dérogé à la déclaration du 23 mars 1728, en ce qu'elle prohibait d'une manière absolue et à toujours la fabrication, la vente et le port des pistolets de poche; — qu'aucun règlement d'administration publique n'a depuis, en vertu de l'article 314, replacé ces pistolets dans la classe des armes prohibées; d'où il suit qu'en confirmant les jugements rendus dans l'espèce par le tribunal correctionnel d'Orléans, les arrêts dénoncés ont fait une juste application du décret précité. »

(1) Cette opinion était en cours depuis quelques années si l'on en juge par un article du *Journal des Communes* de 1834, t. VII, 2^e partie, p. 130.

(2) Sir. 36, 1, 709.

Cette jurisprudence était bien fixée, car un mois plus tard et par les mêmes motifs la Cour de Cassation, dans un arrêt du 3 novembre (1), confirmait un arrêt de Poitiers du 5 septembre 1836.

Devant cette insistance le gouvernement s'émut; pour ruiner cette jurisprudence dangereuse il décida de légiférer. Une ordonnance du 23 février 1837 déclara : « Article unique. — Les pistolets de poche sont prohibés. » — Comme la loi de 1834, elle s'applique maintenant encore en matière de détention, mais on peut regretter qu'elle n'ait pas défini exactement ce qu'il fallait entendre par pistolets de poche et qu'elle ait laissé ce soin aux tribunaux dont les opinions sont souvent contradictoires.

La question était, en effet, embarrassante, car la jurisprudence n'avait pour se guider aucun texte précis d'où elle put tirer des indications. Il y avait bien une décision du 23 juin 1858, prise entre les départements de la guerre, des finances, de l'intérieur, qui prohibait les pistolets et revolvers ayant moins de 158 millimètres de longueur : elle avait fait l'objet d'une circulaire adressée aux préfets et insérée au *Bulletin officiel de l'Intérieur*, pour en assurer l'exécution, à la date du 11 avril 1859. Mais cette décision n'avait pas force de loi et d'ailleurs il semble bien arbitraire de fixer ainsi le caractère d'une arme, d'après sa longueur à quelques millimètres près. Ainsi par exemple un revolver de 159 millimètres ne sera pas une arme

(1) *Bull.*, n° 361.

prohibée, tandis que s'il a seulement 157 millimètres, ce sera une arme défendue ? Il y aurait là pour les malfaiteurs un bon moyen de se mettre à l'abri de toutes poursuites ! Il est bien préférable de laisser aux juges du fait le soin d'apprécier, si dans l'occurrence, l'arme était ou non dissimulée, sans se préoccuper de sa longueur effective.

La jurisprudence fut donc très hésitante. Un arrêt de Paris du 9 février 1865 (1) avait décidé que les revolvers à six coups, ayant vingt centimètres de long étaient des armes prohibées, mais il n'avait posé aucun principe. Ce fut la Cour de Besançon, qui la première formula une doctrine : dans un arrêt du 22 mars 1871 (2), elle disait : « Considérant qu'en prohibant le port des pistolets de poche, sans spécifier les dimensions qu'ils doivent avoir pour être réputés tels, le législateur s'en est nécessairement rapporté à cet égard, à l'appréciation des tribunaux, qu'un pistolet que l'on tient caché dans sa poche est incontestablement un pistolet de poche, quelle qu'en soit la longueur ou la forme....., etc. »

C'est là, à notre avis, l'opinion la plus rationnelle et la plus satisfaisante. Cependant en 1884, la Cour de Nîmes ne paraît pas l'admettre ; dans un arrêt du 31 janvier (3), adoptant les motifs des premiers juges, elle déclare, sans établir de règles sur la question, qu'un pistolet, dont la longueur totale est de 31 centimètres, ne peut être consi-

(1) *Journal du Dr. crim.*, n° 8096.

(2) (D. 73, 5, 28).

(3) S. 86, 2, 196.

déré comme un pistolet de poche, dont le port est prohibé par l'ordonnance de 1837.

Deux ans plus tard, la Cour de Paris semble préférer l'opinion de la Cour de Besançon ; dans un arrêt du 22 juin 1886 (1), elle décide, sans se préoccuper de sa longueur « que le revolver rentre dans la catégorie des pistolets de poche interdits par l'ordonnance du 23 février 1837 et dans celle des armes offensives cachées et secrètes de l'ordonnance de 1728. »

Cela n'avait pas convaincu la Cour de Grenoble, car dans un arrêt du 2 octobre 1888 (2), tenant compte de la décision interministérielle que nous avons citée, elle proclamait qu'une arme de plus de 158 millimètres de longueur n'est plus un pistolet de poche.

En 1896, la Cour de Dijon juge de même ; dans un arrêt du 19 février (3), elle déclare qu'un revolver de 160 millimètres de longueur n'est pas une arme prohibée.

Mais le siège de la jurisprudence n'était pas fait : un an plus tard, la Cour de Bordeaux reprenait l'opinion de celle de Besançon et dans un arrêt du 11 février 1897 (4), elle exposait « qu'un revolver de 180 millimètres de longueur est aussi bien une arme prohibée qu'un revolver de 158 millimètres et peut aussi bien se dissimuler dans une poche. »

(1) S. 86, 3, 193.

(2) *Gaz. du Palais*, 5 déc. 1888.

(3) S. 96, 2, 72.

(4) 98, 2, 124.

La jurisprudence est donc fort incertaine : il serait à souhaiter qu'un texte vint définir le revolver prohibé et sans le soumettre à des conditions de longueur arbitrairement déterminées, l'entoure de désignations suffisantes pour le faire reconnaître.

Bref, dans l'état actuel des textes, nous considérerons comme prohibées les armes énumérées par la déclaration du 23 mars 1728, par le décret du 2 nivôse, an XIV et par l'article 314, et plus généralement toutes les armes qui rentrent dans la catégorie des armes offensives, cachées et secrètes. Seront, au contraire, permises, les armes apparentes et défensives.

SECTION II

Armes permises

CHAPITRE PREMIER

LEUR FABRICATION ET LEUR COMMERCE

Nous avons vu que dans l'ancien droit la fabrication des armes était libre (l'ordonnance de 1660 n'avait en effet porté d'interdiction que pour les armes prohibées), mais elle n'était, en fait, exercée que par les corporations d'armuriers et par quelques manufactures placées sous la protection royale. A la Révolution, corporations et manufactures royales disparurent, mais il ne fut point apporté d'entraves à la fabrication ou au commerce des armes ordinaires : les seules mesures qu'on prit furent des mesures de sécurité.

Un décret du 14 décembre 1810 relatif aux armes de commerce, pour les différencier des armes de guerre, qui étaient régies par une législation spéciale, ordonna que

les armes de commerce aient toujours un calibre différent d'au moins 2 millimètres de celui des armes de guerre (0^m 177), sous peine de confiscation et de saisie. Ce décret exigeait en outre que toutes les armes à feu destinées au commerce, de quelque calibre ou dimension qu'elles fussent, soient assujetties, si elles ne l'étaient déjà ou continuent à être assujetties à des épreuves proportionnées à leur calibre. Ces deux dispositions n'étaient pas applicables aux armes de traite, qu'on devait mettre en dépôt dans les ports de mer, car leur circulation en France était interdite.

La multiplicité des guerres pendant l'Empire avait fait fabriquer un grand nombre d'armes qui se trouvaient entre les mains des anciens soldats ou de leurs familles ; il y avait là pour le gouvernement de la Restauration une terreur constante de voir se renouveler les émeutes et les insurrections : un de ses premiers soins fut de les recueillir. C'est l'objet de l'ordonnance du 24 juillet 1816 ; mais afin de pouvoir surveiller plus activement à l'avenir, la fabrication et la détention des armes de guerre, cette ordonnance prit diverses mesures concernant la fabrication des armes de commerce. L'article 9 renouvela la prohibition de fabriquer des armes des calibres et des modèles de guerre, hors des manufactures royales, à moins d'une autorisation du Ministre de la Guerre ; mais pour éviter des fraudes possibles, l'article 10 allait plus loin et décidait que les fabriques d'armes de commerce dans les villes où il y aurait une manufacture royale

seraient surveillées par l'inspecteur de la dite manufacture, qui pourrait pénétrer chez les fabricants accompagné du maire ou du commissaire de police délégué. — Pour éviter toute confusion et dérogeant au décret de 1810, l'article 11 portait que désormais les armes de traite rentreraient dans la catégorie des armes de commerce et seraient régies par les mêmes dispositions. Enfin l'article 12, s'inspirant de l'article 4 de l'Ordonnance du 7 mars 1733, prescrivait que tout armurier ou fabricant d'armes devrait se munir d'un registre, parafé par le maire et arrêté tous les mois par celui-ci ou par le commissaire de police, sur lequel seraient inscrites l'espèce et la quantité d'armes qu'il fabriquerait ou achèterait, ainsi d'ailleurs que celles qu'il vendrait avec les noms et les domiciles des vendeurs et acheteurs. L'article 12 ajoutait que ceux qui possèderaient des amas d'armes de traite devraient en prévenir le commissaire.

Et pour que toutes ces mesures ne restent pas illusoires, l'article 15 les sanctionnait d'une amende de 300 francs au plus et d'un emprisonnement de trois mois : au cas de récidive les peines étaient du double.

On ne pouvait donc plus dire que la fabrication des armes de commerce était entièrement libre : les fabricants et les commerçants étaient exposés à la visite fréquente du commissaire de police et pouvaient se voir condamnés par leur négligence. Il faut cependant reconnaître que toutes ces dispositions n'avaient rien de bien vexatoire.

La loi du 24 mai 1834 sur les détenteurs d'armes ou de munitions de guerre, n'intéressait pas les professions d'armurier ou de fabricant d'armes de commerce : l'article 3, § 2 dit qu'elles resteront seulement assujetties aux lois et règlements particuliers.

Bref, la fabrication et le commerce des armes ordinaires étaient toujours régis par le décret de 1810 et l'ordonnance de 1816 et il en fut ainsi jusqu'à la loi de 1883. Il n'y avait pas de dispositions particulières sur l'importation et sur l'exportation des armes de commerce : l'une et l'autre devaient être libres, puisque la fabrication et le commerce n'étaient point entravés.

La loi du 14 août 1883, sur la fabrication des armes et des munitions non chargées, n'a presque pas touché aux dispositions législatives, qui concernaient les armes de commerce. Les innovations ont surtout porté sur le régime des armes prohibées et sur celui des armes de guerre. Comme nous le verrons, la fabrication et le commerce des armes de guerre étaient soumis à de nombreuses prescriptions, qui gênaient leur développement et empêchaient l'industrie française de lutter avec avantage contre ses concurrents de l'étranger : il importait d'y remédier et d'y substituer un régime de liberté. Un projet de loi fut déposé en ce sens le 7 février 1883, il aboutit à la loi du 14 août 1883.

Cette loi a créé un système nouveau de classification des armes, il n'y a plus maintenant en matière de fabrication et de commerce ni armes permises, ni armes prohibées,

ni armes de guerre, toutes les armes se divisent en deux classes : les armes réglementaires et les armes non réglementaires. D'après l'article 2 § 2, les armes réglementaires sont celles qui sont en service dans les armées de terre ou de mer : il est fait exception pour les armes blanches et les revolvers, qui sont, dans tous les cas, assimilés aux armes non réglementaires. Nous n'avons à nous occuper ici que des armes non réglementaires.

L'article 1^{er} déclare complètement libres la fabrication et le commerce des armes de toutes espèces non réglementaires en France ; donc suppression de l'obligation imposée aux fabricants et commerçants par l'ordonnance de 1816 de tenir un registre constatant l'entrée et la sortie des armes dans leurs ateliers et magasins, plus de surveillance à domicile dans les manufactures d'armes de commerce situées dans les mêmes villes que les manufactures de l'État.

Cependant, par mesure de prudence, l'article 6 dispose : « Le ministre de l'Intérieur et en cas d'urgence, les préfets sont autorisés à prescrire ou à requérir auprès de l'autorité militaire, relativement aux armes et aux munitions qui existent dans les magasins des fabricants ou commerçants, ou chez les personnes qui en sont détenteurs, les mesures qu'ils estiment nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique. »

En ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit des armes non réglementaires, l'article 7 § 1^{er} déclare qu'ils sont libres sous réserve de l'application des

droits de douane : mais en cas de guerre l'exportation pouvait créer des ennuis, aussi l'article 11 portait-il : « qu'en cas de guerre nationale et continentale, un décret rendu sur la proposition du ministre de la guerre peut interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toutes espèces. » Cet article donna lieu à des difficultés d'interprétation : Fallait-il, pour que le ministre puisse user de son droit, que la France fut une des nations belligérentes ? Si oui, était-il nécessaire que la guerre fut européenne ? L'ambiguïté des termes permettait diverses solutions, aussi une loi du 13 avril 1895 vint-elle modifier l'article 11 :

« Article premier. Est abrogé l'article 11 de la loi du 14 août 1885. — Article 2. Des décrets rendus sur la proposition du ministre de la guerre et sur l'avis conforme du ministre du commerce et du ministre des finances peuvent interdire l'importation des armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce. — Des exceptions à la prohibition de sortie pourront être accordées, en raison des destinations, par le ministre de la guerre... »

Ainsi donc depuis 1885, la fabrication et le commerce des armes non réglementaires en France sont entièrement libres : il y a peut-être lieu de regretter qu'on ait abandonné l'ancienne distinction des armes permises et des armes prohibées, nous verrons par la suite quel danger il en peut résulter. Pour ce qui est des anciennes armes permises, on ne peut qu'approuver ce régime de liberté : il

permet à nos armuriers de perfectionner leurs produits, de faire apprécier à l'étranger les armes françaises et concourt ainsi à la prospérité du pays.

CHAPITRE II

LEUR DÉTENTION

Nous avons vu que dans l'ancien droit, la déclaration du 14 juillet 1716 défendait à tous les sujets du roi de porter des armes, de quelque espèce qu'elles soient : mais il était fait exception pour un certain nombre de personnes, en particulier pour les gentilshommes et les gens vivant noblement. Il en fut ainsi pendant tout le xviii^e siècle. A la Révolution, une loi du 4 août 1789 abolit tous les privilèges et la noblesse disparut en vertu d'une loi du 19 juillet 1790. Fallait-il en conclure que le droit de porter des armes appartenait maintenant à tout le monde ? La question fut très controversée.

Selon les uns, le droit de porter des armes n'existait plus depuis la loi du 4 août : ils faisaient remarquer que le droit de porter des armes était un privilège dans le système de 1716, puisqu'il n'était accordé qu'à une minorité. Or il n'y avait plus de privilèges, les nobles étaient rentrés dans le droit commun, en conséquence personne ne pouvait plus porter des armes sans permission. D'ailleurs, ajoutaient-ils, l'article 46 de la loi du 22 juillet 1791 sur la

police municipale, avait permis aussi aux corps municipaux « de publier de nouveau les lois et règlements de police ou de rappeler les citoyens à leur observation », et de nombreux arrêtés furent pris, qui rappelaient la déclaration de 1716 et qui défendaient le port d'armes. Enfin le ministre de la police avait, par une circulaire du 6 mai 1806, invité les préfets à ramener ces arrêtés à un type unique : il en résultait donc bien que le port d'armes était maintenant interdit.

Mais la plupart des auteurs admettaient l'opinion contraire : pour eux, le port d'armes était un droit naturel, et sous la déclaration de 1716, les gentilshommes ne faisaient qu'exercer un droit, qui était dénié à la masse pour des raisons de sécurité publique. Les lois de la Révolution qui avaient créé l'égalité devant la loi, avaient rendu au peuple les droits dont il était frustré. Tout le monde pouvait donc maintenant porter des armes ordinaires. Ils en donnaient, d'ailleurs, des preuves nombreuses. Le décret du 20 août 1789 qui ordonnait de désarmer les gens « sans aveu, sans métier, ni profession, ni domicile constant » ne se concevait que comme une exception à un principe. La loi du 30 avril 1790, qui rendait aux propriétaires la plénitude du droit de chasse sur leurs terrains et qui leur permettait, ainsi qu'à leurs fermiers de détruire les animaux nuisibles avec des armes à feu, ne se comprenait pas sans le droit de porter des armes. Les décrets des 2 nivôse an XIV et 12 mars 1806, qui ont remis en vigueur la déclaration de 1728, ne s'étaient occupés que

des armes prohibées. Enfin il résultait pertinemment des articles 28 et 42 Code pénal que le port d'armes est un droit civil dont sont déchus les condamnés à des peines afflictives et infamantes et dont les tribunaux correctionnels peuvent prononcer l'interdiction. C'était notamment l'opinion de Toullier (1), de Carnot (2), de Merlin (3). Morin, dans son *Répertoire* (4), sans contester le principe, admettait que la prohibition de 1716 avait été remise en vigueur dans plusieurs départements et communes par des arrêts préfectoraux et municipaux, en vertu des lois fondamentales de 1790 et 1791 ; il faisait remarquer que le gouvernement lui-même, usant de ses pouvoirs de police générale avait rappelé la prohibition par son décret du 11 juillet 1810 relatif à la fourniture, à la distribution et au prix des passeports et des permis de port d'armes, et par divers règlements administratifs s'y référant ; il ajoutait que ces dispositions avaient été maintenues par la loi du 28 avril 1816 sur les finances, article 77. « Les dispositions des lois, décrets et ordonnances..., qui régissent actuellement la perception des droits de port d'armes, sont et demeurent maintenues. Néanmoins le droit sur les permis de port d'armes est réduit à 15 fr. » Il en résultait donc que dans ces endroits le port d'armes était passible des peines de simple police.

(1) *Crs de Dr. Civ.*, t. IV, n° 22.

(2) *Comm. sur l'art. 42, C. pén.*

(3) *Rép.*, v. Armes.

(4) T. I, p. 185. V. Armes.

Mais, comme l'a bien démontré M. Merlin, ce décret de 1810, qui d'ailleurs ne prononçait aucune peine, ne s'appliquait qu'au port d'armes de chasse : cela résulte pertinemment de l'avis du Conseil d'État du 10 mai 1811 (1), qui décide « que les gens non domiciliés, vagabonds et sans aveu doivent *seuls* être examinés et poursuivis par la gendarmerie et tous les officiers de police lorsqu'ils sont porteurs d'armes, à l'effet d'être désarmés et même traduits devant les tribunaux, pour être condamnés suivant les cas, aux peines portées par les lois et règlements. » Enfin il n'y a plus de doutes depuis le décret du 4 mai 1812, qui ne punissait le port d'armes qu'autant qu'il était accompagné d'un fait de chasse.

Il fallait donc admettre que le port d'armes est un fait licite, un droit qui appartient à tout Français, tant qu'il n'en a pas été privé par jugement. Cette opinion nous paraît la plus juridique : elle est d'ailleurs adoptée sans réserve par la doctrine moderne. M. Garraud (2), entre autres auteurs et MM. Chauveau et Hélie, (3) affirment qu'il « paraît certain, aujourd'hui, qu'aucun texte ne prohibe la détention et le port des armes ordinaires, apparentes ou défensives, en dehors même de toute autorisation administrative. »

Cependant jusqu'en 1812, la jurisprudence a réprimé le port d'armes comme un délit et l'a frappé de peines correc-

(1) D. *Rép.*, n° 16. V. Armes.

(2) T. IV, p. 732.

(3) T. IV, p. 104.

tionnelles : elle soutenait, en général, que la déclaration de 1716 devait être considérée comme remise en vigueur, soit en vertu de l'article 46 de la loi du 22 juillet 1796, soit en vertu des arrêtés pris en exécution de cette loi, que cette déclaration de 1716 interdisait le port d'armes à tout le monde, qu'en conséquence le port d'armes sans permis était un délit. Il y a en ce sens plusieurs arrêts de Cassation, rapportés au *Répertoire* de Dalloz, t. V, p. 258 et 259. — Mais en 1812, la publication du décret du 4 mai, qui ne punissait le port d'armes, qu'autant qu'il était accompagné du fait de chasse, modifia la jurisprudence : il en résultait en effet que le simple port d'armes n'était plus défendu. C'est ce que constate l'arrêt du 1^{er} octobre 1813 (1) : « le port d'armes sans permis n'est puni par le décret de 1812 qu'autant qu'il est uni au fait de chasse. » Dans un autre arrêt du 15 octobre 1813 (2), la Cour reconnaît « que le décret du 4 mai 1812, n'ayant voulu punir le port d'armes sans permis qu'autant qu'il serait joint au fait de chasse, il en résulte une abrogation implicite des lois antérieures relatives au port d'armes. »

La jurisprudence était désormais bien fixée, le port des armes ordinaires était un fait licite. Ceci fut admis sans controverse jusqu'à la loi de 1834 sur les détenteurs d'armes ou de munitions de guerre.

Nous avons vu que cette loi a modifié la législation sur les armes, mais elle s'est appliquée particulièrement aux

(1) *Rép. Dal.*, t. V, p. 259).

(2) *Rép. Dal.*, t. V, p. 259.

armes prohibées et aux armes de guerre ; elle n'a aucunement, selon nous, touché au régime des armes ordinaires, Tel ne fut point l'avis de la Cour de Bastia, qui, dans de nombreux arrêts, soutint que la loi de 1834, ayant défendu le port des armes de guerre, toutes les armes dont on peut se servir en cas de guerre, même non réglementaires, ne peuvent plus être détenues par des particuliers.

Cette jurisprudence particulière naquit à l'occasion d'un jugement du Tribunal de Corte, qui, admettant l'opinion commune, avait relaxé un individu inculpé de port d'armes, par ce motif que le fusil, n'ayant pas le calibre de guerre n'était pas une arme défendue (3 février 1837) (1). La Cour de Bastia, par un arrêt du 27 avril (2), réforma le jugement comme contraire à l'esprit de la loi de 1834.

Le Tribunal de Corte résista et un an plus tard il acquittait un individu, inculpé d'avoir été trouvé porteur d'un fusil : le tribunal faisait remarquer qu'il s'agissait là d'une arme de commerce, dont le calibre différait régulièrement de celui des armes de guerre ; il affirmait que le droit de porter des armes était un droit naturel et étudiant la législation il prouvait que ce fait n'était pas défendu par les lois. Il omettait volontairement la loi de 1834, considérant avec nous que cette loi n'intéressait pas les armes ordinaires. De nouveau la Cour de Bastia réforme le jugement, elle invoque la loi de 1834 et l'interprète à sa

(1) Dal. Rép., p. 260.

(2) Dal. Rép., p. 260.

manière : « Attendu que dans l'esprit de la loi du 24 mai 1834, la qualification d'armes de guerre, loin d'être subordonnée aux circonstances matérielles de l'arme, est un fait moral qui dépend uniquement de l'appréciation du juge ; qu'en remontant en effet aux circonstances dans lesquelles cette loi a été rendue, il est impossible de ne point voir que c'est moins des armes en elles-mêmes que de l'usage, qui peut en être fait et auquel elles sont destinées, que le législateur a voulu et dû s'occuper... » ; Attendu que N... a été trouvé détenteur d'un fusil qu'il portait sur lui, et que, bien que ce fusil qu'il portait n'ait pas le calibre déterminé par le décret de 1810 pour les armes de guerre, il n'a pas moins par son fait, annoncé une intention de guerre et contribué pour sa part à maintenir et aggraver l'état de trouble et d'alarme dans lequel le pays se trouve ; attendu que dans ces circonstances l'arme dont il était détenteur était nécessairement une arme de guerre... » (30 janvier 1839) (1).

En 1843, le Tribunal de Corte n'est pas encore soumis « attendu que vainement voudrait-on argumenter de la loi du 24 mai 1834, puisque cette loi en défendant le port d'armes prohibées et d'armes de guerre n'a aucunement dérogé au droit de port d'armes de commerce destinées à sa défense personnelle » (25 avril 1843) (2).

Mais la Cour de Bastia persiste dans sa jurisprudence et

(1) *Rép. Dal.*, t. V, p. 261.

(2) *Rép. Dal.*, t. V, p. 261.

par des arrêts du 10 août 1843 (1) et du 28 mai 1847 (2) (Sereni et Orsini), elle affirme de nouveau que « la loi de 1834 ne s'étant pas occupée de définir les armes de guerre, leur qualification a été nécessairement abandonnée à l'appréciation des juges, que cette appréciation doit être déterminée par les circonstances particulières du fait, du lieu, de l'époque, pouvant établir une intention criminelle de la part des porteurs des armes de guerre. »

Cette jurisprudence constante et contraire à celle de la Cour de Cassation ne peut s'expliquer que par la situation spéciale de la Corse où le nombre des crimes de sang a toujours été considérable. La Cour de Bastia, considérant qu'il y avait là un danger pour le pays, voulut y remédier, autant qu'elle le pourrait dans la limite de ses attributions : jugeant avec raison « qu'un nombre considérable de crimes et de délits sont dus à la facilité de se servir des armes dont on est nanti et qu'il est du plus grand intérêt pour l'ordre et pour la tranquillité publique de mettre un terme aux graves abus qu'entraîne à sa suite la déplorable habitude de marcher armé... » (3), elle décide de punir le port de toutes les armes, et comme elle n'a pas à sa disposition de texte suffisant, elle interprète à sa manière la loi de 1834 et elle persévère dans sa jurisprudence, jusqu'à ce que le législateur éclairé par cette ténacité, intervienne en 1853 pour interdire en Corse le port

(1) S. 43, 2, 454.

(2) D. 47, 2, 145.

(3) D. 47, 2, 145.

des armes, de quelque nature qu'elles soient. Cependant, si l'on peut approuver les motifs, qui ont guidé la Cour de Bastia, il faut lui reprocher d'avoir empiété sur le domaine du législateur, en détournant le sens de la loi de 1834.

Quoiqu'il en soit, le principe n'a donc pas changé et le port des armes ordinaires est toujours un fait licite. Pourtant le législateur a dû, dans certains cas, y apporter des exceptions. C'est ainsi que la condamnation à des peines criminelles, comportant en vertu de l'article 28 du Code pénal la dégradation civique, entraîne la privation du droit de porter des armes (art. 34 § 5). De même, en vertu de l'article 42 du Code pénal : « les tribunaux jugeant correctionnellement pourront, dans certains cas, interdire l'exercice du droit de port d'armes. » Mais on peut se demander quelles seraient les sanctions au cas de contravention ? Le Code pénal n'en a point parlé, mais on pourrait admettre puisque ces condamnés sont désormais privés du droit de porter quelque arme que ce soit, qu'il y aurait lieu de leur appliquer les peines prononcées par la loi pour le port d'armes prohibées.

Le port d'armes est aussi interdit dans les assemblées électorales pour prévenir toute intimidation ou violence : cela résulte de la loi du 5 avril 1884, pour les élections municipales ; l'article 24 est ainsi conçu « nul électeur ne peut entrer dans l'assemblée porteur d'armes quelconques. » Pour les élections législatives, c'est l'art. 37 du Décret du 2 février 1852 qui décide : « L'entrée dans l'assemblée électorale avec armes apparentes, est interdite ;

en cas d'infraction le contrevenant sera passible d'une amende de 16 à 100 francs ; la peine sera de 15 jours à 3 mois de prison et de 50 à 300 francs d'amende, si les armes étaient cachées. » Il en est de même pour les élections sénatoriales (Loi, 2 août 1875) et pour les élections aux conseils d'arrondissement et aux conseils généraux (Loi, 22 juin 1833, art. 38).

Défense est faite aussi de porter des armes, en vertu d'un décret du 2 juin 1790, dans tous les lieux de rassemblement, églises, foires, marchés, etc. Enfin plus récemment même interdiction a été faite, quant aux wagons de chemins de fer, par les articles 65 et 79 de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

SECTION III

Armes prohibées

CHAPITRE I

LEUR FABRICATION ET LEUR COMMERCE

La fabrication et le commerce des armes prohibées ne constituent pas par eux-mêmes un délit moral, comme un assassinat ou un vol : isolés de toute intention criminelle, ce ne sont là que des actes licites qui ne nuisent à personne. Ils ne deviennent délictueux que parce que la loi les a défendus. Le législateur, considérant avec raison que ces armes servaient le plus souvent à faciliter les attentats et les crimes, a puni comme complices les fabricants et les débitants, et il l'a fait par mesure préventive, en dehors de toute participation effective à un crime ou à un délit, en dehors même de toute intention criminelle (1).

(1) Cf. Chauveau et Hélie, t. IV, p. 401.

La déclaration de 1728 punissait, nous l'avons vu, la fabrication et le commerce des armes prohibées d'une amende de 100 livres, de l'interdiction de la maîtrise pendant un an et de la confiscation des armes. Au cas de récidive les fabricants et commerçants étaient désormais privés de leur maîtrise et passibles de peines corporelles, s'il y avait lieu. Les garçons qui travaillaient en chambre étaient fustigés et flétris la première fois et la seconde condamnés aux galères.

Nous avons démontré dans notre première section que l'article 314 et plus tard la loi de 1834 se référaient à la déclaration de 1728, remise en vigueur par les décrets du 2 nivôse an 14 et 12 mars 1806, et que cette déclaration s'appliquait encore, comme le dit l'arrêt Balmont (1), « dans toutes celles de ses dispositions qui n'ont pas été modifiées par les lois postérieures, quant à la nature et à la quotité des peines et amendes. » Nous n'insisterons pas non plus sur les nécessités qui ont obligé les auteurs du Code à modifier les pénalités portées par la déclaration du 23 mars 1728.

L'article 314 C. pén. est ainsi conçu :

« Tout individu, qui aura fabriqué ou débité des stylets, tromblons ou quelque espèce que ce soit d'armes prohibées par la loi ou par des règlements d'administration publique sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois.... Les armes seront confisquées. — Le tout sans préjudice de plus forte peine, s'il y échet, au cas de complicité de crime. »

(1) 6 août 1824. *Bull.*, n° 401.

Donc, le simple fait de fabriquer ou de vendre des armes prohibées valait à son auteur de six jours à six mois de prison, sans qu'il fut nécessaire de s'occuper de l'intention de l'individu ou des circonstances : au cas de complicité de crime ou de délit, il y avait lieu d'appliquer de plus fortes peines comme le fait remarquer le quatrième paragraphe de l'article 314. D'ailleurs la bonne foi ne saurait consister ici que dans l'ignorance de la loi, or nul n'est censé ignorer la loi. C'est bien ce qu'affirme la Cour de Cassation dans un arrêt du 18 mai 1822 (1), quand elle dit « que la disposition de l'article 314 est absolue et que l'application en doit être faite aux faits qu'il prévoit indépendamment des circonstances. » — En outre l'article 315 ajoutait : « Outre les peines correctionnelles mentionnées dans les articles précédents, les tribunaux pourront prononcer le renvoi sous la surveillance de la haute police depuis deux ans jusqu'à dix ans. »

Ces pénalités parurent suffisantes pendant un certain temps : l'Empire et la Restauration s'en contentèrent. Mais au début de la Monarchie de Juillet, de graves insurrections nécessitèrent de sévères mesures de répression. Le gouvernement présenta le 15 avril 1834 un projet qui remaniait considérablement la législation sur les armes. En ce qui concerne les armes prohibées, les peines portées par l'article 314 étaient augmentées : « Ces peines, dit M. Dumon, rapporteur à la Chambre des députés, avaient

(1) Dal. *Rép.* V. Armes, p. 263.

été calculées pour ôter un instrument à des vengeances privées et elles pouvaient suffire. Mais lorsque la férocité, que les vengeances de parti introduisent dans nos mœurs, menace de faire de ces armes dangereuses des instruments d'assassinats politiques, nous avons pensé qu'il fallait redoubler de rigueur pour en interdire l'usage. » Le projet adopté devint la loi du 24 mai 1834 : les fabricants et débitants étaient maintenant punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et une amende de 16 à 500 francs. La nature du délit n'avait pas changé, mais la loi avait élargi le champ de la répression, en ajoutant à la fabrication et au débit le fait de distribuer des armes prohibées.

L'application de la loi de 1834 n'a pas donné lieu à des difficultés bien sérieuses : en dehors des décisions particulières de la Cour de Bastia, que nous avons étudiées précédemment, il y a eu seulement controverse au sujet de l'exposition des armes dans les magasins des armuriers.

M. Carnot (1), dans son commentaire de l'article 314, avec des arguments qui pourraient aussi bien s'appliquer à la loi de 1834, soutenait, comme MM. Chauveau et Hélie (2) d'ailleurs, que « la peine de l'emprisonnement n'étant prononcée par cet article que contre les individus qui ont fabriqué ou débité des armes prohibées,..... cette peine ne deviendrait pas applicable à ceux qui n'auraient fait que les exposer en vente, car leur exposition en vente n'en serait ni la fabrication, ni le débit..... »

(1) T. II, p. 56.

(2) *Théor. du Code Pénal*, t. IV, p. 94.

M. Blanche (1) prétend au contraire que la loi de 1834 « en défendant le débit et la distribution..... prohibe nécessairement aussi l'exposition dans les boutiques et les magasins. »

Cette dernière opinion nous paraît la meilleure, car il serait peu raisonnable d'interdire la vente et la fabrication et de permettre l'exposition. M. Carnot, scrupuleux jusqu'à l'excès dans son respect des textes, a tort de ne pas admettre cette extension nécessaire, c'est d'ailleurs en notre sens qu'a jugé la Cour de Cassation dans un arrêt du 12 mars 1852 (2) : « Attendu que l'article premier de la loi du 24 mai 1834 punit la fabrication, le débit et la distribution des armes prohibées par la loi ou par des règlements d'administration publique....., attendu que l'exposition dans leurs magasins ou boutiques, de la part des fabricants ou débitants d'armes, d'objets de leur commerce, constitue le délit prévu par le dit article premier de la loi du 24 mai 1834..... »

Remarquons, en passant, bien que l'article premier de la loi de 1834 n'en ait pas parlé, que la confiscation des armes prohibées devait toujours être prononcée en vertu de l'article 314 (3), qui n'avait été abrogé que dans celles de ses dispositions incompatibles avec la loi de 1834. Notons en outre que l'article 11 de cette loi, après avoir déclaré

(1) T. IV, p. 687. *Études sur le Code Pénal*.

(2) *Bull.*, n° 87. — S. 52, 1. 681.

(3) Il en est de même pour le § 4 de l'art. 314 qui prononce l'application de la plus forte peine au cas de complicité de crime.

l'article 463 applicable en cette matière, a considérablement modifié l'article 315 du Code pénal; il y est dit : Néanmoins les condamnés peuvent toujours être placés sous la surveillance de la haute police pendant un temps qui ne pourra excéder le maximum de l'emprisonnement prononcé par la loi. » Le renvoi est donc toujours facultatif, mais il n'y a plus de minimum fixé par la loi et le maximum ne pourra dépasser un an, durée la plus grande de l'emprisonnement, porté par l'article premier de la loi de 1834. (Une loi du 27 mai 1885 a remplacé la surveillance de la haute police par l'interdiction de séjour).

Il en fut ainsi jusqu'à la loi du 14 août 1885; pour des raisons que nous avons déjà étudiées et qui intéressent plus particulièrement les armes de guerre, on jugea nécessaire de refondre complètement la législation sur les armes dans un sens libéral. Un projet de loi fut déposé le 7 février 1885, il fut adopté par la Chambre du 27 juin 1885 et par le Sénat le 5 août 1885; il devint la loi du 14 août 1885. Les innovations de cette loi consistent principalement dans la suppression de l'ancienne distinction des armes permises et des armes prohibées d'une part et des armes de guerre de l'autre : il n'y a plus, nous l'avons vu, que des armes réglementaires et des armes non réglementaires. D'après l'article 2, § 2 « les armes de modèles réglementaires, en France, sont celles qui sont en service dans les armées de terre ou de mer; elles sont définies par les tables de construction approuvées par le ministre de la guerre et le ministre de la marine. » Pour éviter les difficultés, l'ar-

ticle 9 dispose : « En cas de doute sur la catégorie dans laquelle une arme doit être classée, il en est référé à l'autorité militaire la plus voisine. En cas de contestation, la question est soumise au ministre de la guerre ou au ministre de la marine, qui statue. » Enfin d'après l'article 5, les revolvers et les armes blanches, même de modèles réglementaires sont assimilés aux armes non réglementaires.

Les anciennes armes prohibées suivront donc tout simplement le régime de la classe dans laquelle elles rentreront naturellement, mais il est plus que certain que la plupart ne seront pas réglementaires, les armes prohibées n'ayant ordinairement que très peu de rapport avec les instruments en service à l'armée. Ajoutez à cela que celles des armes réglementaires dont elles se rapprochent le plus, les revolvers et les armes blanches, sont assimilées aux armes non réglementaires.

L'article premier est ainsi conçu : « La fabrication et le commerce des armes de toutes espèces non réglementaires en France..... sont entièrement libres. »

Donc pour les anciennes armes prohibées qui ne sont pas de modèle réglementaire, liberté complète de fabrication et de commerce ; on peut aussi, librement, d'après l'article 7 se livrer à l'importation, l'exportation, ou au transit de ces armes, sous réserve des droits de douane. Ce n'est que très exceptionnellement que l'administration pourra intervenir : l'article 6 dispose : « Le ministre de l'intérieur et *en cas d'urgence*, les préfets sont autorisés à prescrire ou à

requérir auprès de l'autorité militaire, relativement aux armes et aux munitions qui existent dans les magasins des fabricants ou commerçants, les mesures qu'ils estiment nécessaires dans *l'intérêt de la sécurité publique*. » Enfin l'article 11, prévoyant le cas de guerre portait : « En cas de guerre nationale et continentale, un décret rendu sur la proposition du ministre de la guerre peut interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toutes espèces. » Cet article, qui avait donné lieu à des difficultés d'interprétation, a été, nous l'avons vu, remplacé par une loi du 13 avril 1895.

Quant aux armes réglementaires, les fabricants et commerçants sont soumis simplement à une déclaration constatant le genre d'industrie qu'ils se proposent d'exercer et le lieu où ils ont l'intention de le faire : il en est de même en ce qui concerne l'importation et l'exportation. Ils sont de plus obligés d'après l'article 4 de tenir un registre coté, paraphé et arrêté par le préfet, constatant l'entrée et la sortie des armes, ainsi que les noms des vendeurs et acheteurs, et cela sous peine d'une amende de 16 à 300 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois ; la peine est du double au cas de récidive. Enfin l'obligation de la déclaration est sanctionnée par la confiscation des armes, une amende de 16 à 1.000 francs et un emprisonnement d'un mois à deux ans ; en cas de récidive, ces peines peuvent aller jusqu'au double.

La loi du 14 août 1885 a donc enlevé à la justice les armes qu'elle avait toujours possédées contre les fabricants

et les vendeurs d'armes prohibées : emporté par son désir de faire preuve de libéralisme, le législateur a complètement retourné le principe, sans réfléchir aux conséquences : l'interdiction a fait place à la liberté, et l'on entend maintenant les plaintes s'élever de toutes parts contre les abus qu'entraîne l'adoption du système nouveau ; c'est là une preuve manifeste qu'en certaines matières, la liberté sans restriction ne saurait être de mise. Nous verrons par la suite les moyens à employer pour réparer l'erreur du législateur.

CHAPITRE II

LE PORT DES ARMES PROHIBÉES

Nous avons dit précédemment que la fabrication et le commerce des armes prohibées ne constituaient pas en eux-mêmes un délit moral : isolés de toute intention criminelle, ce n'étaient là que des actes licites, qui ne devenaient répréhensibles que parce que la loi les avait défendus. On pourrait invoquer les mêmes raisons en ce qui concerne le port des armes prohibées. Le port d'armes n'est pas non plus une infraction à la loi morale, à la différence du vol par exemple, et lorsqu'il ne se joint à aucune intention criminelle, ce n'est là que l'exercice d'un droit ; mais le législateur, considérant que le port d'armes a été souvent l'occasion de crimes ou de délits et que l'imprudence de ceux-là même qui portent des armes pour leur défense fut parfois la cause de graves dangers, a depuis plusieurs siècles prohibé le port des plus redoutables de ces armes.

La déclaration de 1723, nous l'avons vu, punissait les porteurs d'armes prohibées d'un emprisonnement de 6 mois et d'une amende de 500 livres. Ces peines, qui

s'appliquèrent jusqu'au Code pénal, étaient assez sévères pour ôter aux délinquants l'envie de récidiver ; mais sous l'Ancien Régime, la police n'était pas suffisamment pourvue de moyens pour rechercher les coupables, aussi la déclaration de 1728 ne rendit-elle pas tous les services qu'on en aurait pu attendre. Cette déclaration, comme nous le savons, fut remise en vigueur par les décrets du 2 nivôse an 14 et 12 mars 1806. Elle ne fut modifiée par le Code pénal qu'en ce qui concerne la nature et la quotité des peines qu'elle prononçait.

L'article 314 ne punissait plus le port d'armes prohibées que d'une simple amende de 16 à 200 francs : on ne saurait expliquer par quelle aberration, les auteurs du Code, qui, en d'autres endroits, se montraient si sévères, en étaient venus à supprimer les peines de prison portées par la déclaration du 23 mars 1728. En réalité, il n'y avait plus maintenant de sanction, car, de deux choses l'une, ou bien les délinquants n'avaient pas d'argent et ne payaient pas l'amende, ou bien ils étaient riches et la somme exigée n'étaient pas assez forte pour que le paiement de l'amende leur coûtât. Un tel régime ne pouvait durer bien longtemps : à peine suffisant en temps de calme, il devait être forcément impuissant au cas de troubles et d'émeutes ; on en vit bien les défauts lors des insurrections qui marquèrent les premières années de la Monarchie de Juillet. Les peines portées n'avaient pas un assez grand pouvoir d'intimidation pour arrêter la populace ; on fut obligé de revenir au système de 1728 et

d'ajouter la prison à l'amende : la loi du 24 mai 1834 frappa le porteur d'armes prohibées d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 16 à 200 francs. Mais l'article 314 ne se trouva pas de ce fait entièrement abrogé, les §§ 3 et 4 qui prévoyaient la confiscation (1) des armes et l'application de la plus forte peine au cas de complicité de crime, continuèrent de s'appliquer.

(Nous n'insisterons pas sur les dispositions de l'article 315 et sur les modifications qu'y a apportées l'article 11 de la loi de 1834 ; les remarques que nous avons faites lors de notre étude sur la fabrication et le commerce des armes prohibées, concernent aussi la matière du port d'armes).

La loi de 1834 s'appliqua, sans difficultés, jusqu'à la loi du 14 août 1885, sur la fabrication et le commerce des armes et munitions non chargées.

Celle-ci, nous l'avons vu, a divisé en deux classes toutes les armes existantes ; elle a distingué les armes réglementaires des armes non réglementaires suivant qu'elles étaient ou non en service dans les armées de terre ou de mer, et rendant complètement libres la fabrication et le commerce des armes non réglementaires, elle a seulement exigé, pour les armes réglementaires, une déclaration et la tenue d'un registre. On en vint alors à soutenir que du même coup le port de toutes les armes était devenu libre, qu'il n'y avait plus d'armes prohibées : on

(1) V. Bourges, 12 mars 1869, S. 70, 2. 21 et Cass. 26 juin 1886. (D. 86, 1. 478.)

faisait remarquer qu'il ne serait pas raisonnable de permettre la fabrication et le commerce de toutes les armes et d'en empêcher le port pour certaines catégories, que ce serait rendre en partie la loi inutile : on ajoutait que toujours jusqu'alors, le législateur avait traité en même temps de la fabrication et du port des armes, qu'en interdisant l'un, il avait toujours interdit l'autre ; on en concluait donc, qu'en conséquence, du moment que la fabrication et le commerce étaient libres, le port de toutes les armes devait être libre aussi.

Mais on répondait que ce n'était pas une raison, parce que jusqu'ici une seule et même loi avait toujours régi en même temps la fabrication et le port des armes, pour qu'il en soit nécessairement toujours ainsi ; que la loi de 1885 avait été une loi économique, qui avait eu pour but de permettre aux armuriers Français de pouvoir lutter avantageusement contre leurs concurrents étrangers. On invoquait le titre de la loi : « Loi sur la fabrication et le commerce des armes et munitions non chargées » pour prouver que ses auteurs n'avaient pas entendu modifier les dispositions sur le port d'armes. On faisait état du rapport de M. Brossard au Sénat, qui sur la question de la détention des armes s'expliquait en ces termes : « Sans nous prononcer sur cette question qui demeure complètement réservée, nous dirons que les dispositions de la loi du 24 mai 1834 relatives à la détention demeurent en vigueur et que ces dispositions sont de nature à rassurer les plus timorés..... » On argumentait enfin de la circu-

laire ministérielle du 10 novembre 1885, qui spécifiait que « la question de la détention des armes de toute nature était également réservée. »

De ces deux théories, la seconde nous paraît de beaucoup préférable : elle est d'abord plus conforme aux textes et aux documents sur les travaux préparatoires, elle est ensuite nécessaire dans l'intérêt de la société.

La première théorie n'appuie ses arguments que sur des exemples tirés des lois précédentes : ceux qui la soutiennent agissent en vertu d'une idée préconçue, qui n'est pas sans justesse à notre avis, d'après laquelle une législation sur les armes doit être coordonnée : si l'on prohibe la fabrication et le commerce de certaines armes, il faut en interdire aussi le port, sous peine de favoriser la fraude ; et si, au contraire, on autorise librement la fabrication et le commerce de toutes les armes, on ne saurait défendre le port de quelques-unes sans exciter manifestement à commettre le délit. C'est bien ce qu'aurait dû penser le législateur de 1885 : on comprend très bien son intention, il a voulu surtout favoriser la fabrication des armes de guerre et de sport, et comme preuve de son intention libérale, il a déclaré libres la fabrication et le commerce de toutes les armes, sauf pour quelques-unes l'obligation de remplir quelques formalités. Il n'a pas réfléchi qu'en supprimant les obstacles à la fabrication des armes prohibées, il rendrait impuissantes les dispositions concernant le port de ces armes ; que tout le monde pourrait, sans ennui, se munir d'armes dangereuses, en faire usage

librement, jusqu'au jour où les circonstances feraient connaître à la justice le port de ces armes. Il aurait bien pu libérer le commerce des armes des entraves qui le gênaient, sans supprimer radicalement les armes prohibées; il en aurait été quitte pour renouveler la liste et réglementer la question d'une façon plus moderne et plus précise.

Mais le raisonnement ne suffit pas pour interpréter une loi et l'on ne saurait bâtir une opinion sur des exemples tirés de lois antérieures : il y avait en l'espèce des faits dont il fallait tenir compte : si la loi n'était pas assez claire, les travaux préparatoires et la circulaire ministérielle étaient là pour y suppléer.

De plus, l'interprétation que nous admettons était absolument nécessaire pour la sécurité publique ; quoique très faible, la barrière qu'elle opposait aux inconvénients du port d'armes prohibées était encore une sauvegarde : sans elle, il n'y avait plus de répression.

Voilà pourquoi nous soutenons que la loi du 14 août 1885 n'a pas modifié les dispositions existantes sur la détention des armes : celle-ci reste toujours régie par la loi du 24 mai 1834.

C'est d'ailleurs ce qu'a fini par admettre la jurisprudence bien qu'au début, la question ait été très controversée. Ce fut la Cour de Grenoble, qui, la première, fut appelée à solutionner la question. Le Tribunal correctionnel de Grenoble avait admis que depuis la loi du 14 août 1885, il n'y avait plus d'armes prohibées, disant entre autres choses « que

l'on ne comprendrait pas qu'il ne fût pas permis de porter des armes qui peuvent être licitement exposées en vente, vendues ou achetées » et comme il n'était pas très sûr de son interprétation, il ajoutait sagement « Attendu, au surplus, que le doute sur l'interprétation d'une loi pénale doit profiter à l'inculpé. »

Mais la Cour de Grenoble, par un arrêt du 28 janvier 1886 (1), confirmait le jugement par ces motifs : « Attendu qu'il résulte nettement des travaux préparatoires et notamment du rapport fait au Sénat par M. Brossard que la loi du 14 août 1885 a laissé en vigueur les dispositions de la loi du 24 mai 1834, relative à la détention et au port d'armes ; que c'est donc à tort que les premiers juges ont regardé le droit de port d'armes, comme étant la conséquence nécessaire de la liberté de la fabrication et du commerce des armes. »

Quelques mois plus tard, la Cour de Douai, admettant les motifs d'un jugement du tribunal de Saint-Omer, en date du 17 février 1886, adoptait l'opinion contraire dans un arrêt du 29 mars (2) : « Attendu qu'antérieurement à la loi du 14 août 1885, la fabrication et la vente des cannes à épée étant prohibées, le port d'armes de cette espèce l'était également et constituait le délit prévu et puni par l'article 1^{er}, paragraphe 2 de la loi du 24 mai 1834 ; mais que l'article 5 de la loi du 14 août 1885 en rendant complètement libres la fabrication et la vente des armes

(1) S. 86, 2. 194.

(2) S. 86, 2. 194.

blanches, a modifié par là même les dispositions législatives antérieures qui prohibent le port de ces armes et qu'aujourd'hui le port des cannes à épée est permis, comme la fabrication et la vente en sont également permises ;..... »

Cependant la Cour de Paris dans un arrêt du 22 juin 1886 (1), réformant un jugement du tribunal d'Épernay, reprend au contraire la théorie que nous avons admise : « Considérant qu'en matière pénale les textes sont de droit étroit, que le port des armes, leur distribution constituent des délits distincts de leur fabrication ou de leur vente, que la législation a établi elle-même ces distinctions puisque des peines différentes y ont été appliquées, soit par l'article 314, soit par la loi de 1834 ; que la suppression de certains délits n'entraîne donc pas par elle-même l'abrogation des autres ; que la référence du paragraphe 2 au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi de 1834 et de l'article 314 Code pénal, quant à la nature des armes prohibées, ne lie pas ensemble l'existence de ces deux délits ; que l'abrogation du paragraphe 1^{er} n'empêche pas de s'y reporter pour compléter le paragraphe 2 du même article ; Considérant dès lors que le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi de 1834 est toujours en vigueur et qu'il y a lieu d'examiner si application en doit être faite à l'inculpé..... »

La cause n'était pourtant pas gagnée, car le tribunal d'Oloron, dans un jugement du 3 juillet 1886 (2), revient

(1) S. 86, 2. 194.

(2) S. 86, 2. 195.

à la théorie opposée avec force d'arguments, qui, malgré leur nombre et leur intérêt, n'arrivent pas à nous convaincre ; il dit entre autres choses : « Attendu que la loi du 14 août 1885 permet expressément la fabrication et le commerce, en toute liberté des revolvers, jusque-là prohibés par l'ordonnance du 23 février 1837 ; que par cela même, elle permet le port de ces armes essentiellement défensives.... » Remarquons, en passant, que cette affirmation du caractère « défensif » des revolvers est quelque peu exagérée ! Nous avons déjà montré qu'il n'y a plus en réalité d'armes défensives, que l'arme prend son caractère dans l'intention de celui qui la porte.

Ce jugement d'Oloron et l'arrêt de Douai nous paraissent les seuls à avoir admis l'opinion libérale, tous les autres jugements et arrêts, contemporains ou postérieurs affirment, au contraire que la loi de 1834 est toujours en vigueur en ce qui concerne le port des armes prohibées. (V. Mont-de-Marsan 17 mars 1886 (1), Narbonne 17 mai 1886 (2), Nîmes 23 octobre 1886 (3), Pau 13 novembre 1886 (4), Dijon 19 février 1896 (5), Narbonne 25 février 1898 (6).

La jurisprudence est donc maintenant fixée dans le sens

(1) *La loi*, 30 juin 1886.

(2) *La loi*, 30 juin 1886.

(3) S. 86, 2. 216.

(4) D. 87, 2. 88.

(5) S. 96, 2. 72.

(6) S. 99, 2. 148.

du maintien de la loi du 14 août 1885, quant au régime du port d'armes prohibées.

Le § 2 de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1834 est ainsi conçu : « Celui qui sera porteur des dites armes (prohibées par la loi ou par des règlements d'administration publique) sera puni d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 à 200 francs. »

La loi de 1834, comme d'ailleurs l'article 314 et la déclaration de 1728, ne réprime donc que le port effectif des armes prohibées et non une détention quelconque : cela résulte plus clairement encore des termes de la déclaration de 1728, d'où ont été tirées toutes les dispositions législatives postérieures : elle ne punit que « ceux qui porteront sur eux les dits couteaux, baïonnettes, etc.... » Il s'ensuit donc que lorsque les armes auront été trouvées ailleurs que sur eux, il n'y aura pas délit ; on pourra ainsi avoir chez soi une arme prohibée. C'est bien ce qu'admettent MM. Chauveau et Hélie (1), avec la plupart des auteurs, lorsqu'ils disent : « Chacun des termes de la loi de 1834 étant l'expression d'un délit particulier, il suit de là qu'on ne peut par analogie créer de nouveaux cas qui seraient de nouveaux délits.... La simple possession de l'arme prohibée ne saurait être passible d'une punition, lorsqu'elle est isolée du port de cette arme. » D'ailleurs un arrêt de Grenoble du 13 août 1908 (2) confirme notre opinion : « attendu que le port de l'arme prohibée, ne

(1) T. IV, p. 94.

(2) D. 09, 2, 451. *Gaz. du Palais*, 08, t. II, p. 377.

pourrait, en tout cas, être considéré comme un délit, qu'autant que le prévenu aurait été trouvé portant l'arme sur lui, en dehors de son domicile, puisqu'il est admis que la seule possession ou détention des armes même prohibées n'est pas interdite par la loi, qui n'a envisagé, par mesure préventive que le danger pour l'ordre public, pouvant résulter de l'usage des armes prohibées....; attendu dans l'espèce que.... Levet... a été conduit sans désenparer de son domicile au poste de police où la fouille pratiquée sur sa personne a fait découvrir le coupe-papier (fraîchement aiguisé, considéré comme une arme par l'arrêt) qu'il tenait caché dans sa poche, lorsque les agents l'ont appréhendé dans sa maison, où la détention de cet instrument *n'avait rien d'illicite.* »

On pourra même avoir dans ses bagages des armes prohibées; il y a en ce sens plusieurs arrêts : dans un arrêt de Douai du 11 mars 1861 (1) on trouve « attendu qu'il est établi par les débats et par l'instruction, que si un pistolet de poche et deux poignards ont été trouvés dans la malle du prévenu, ce dernier ne portait sur lui aucune arme prohibée; qu'il résulte des termes de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1834, de la combinaison des diverses dispositions de cette loi et de la déclaration du 23 mars 1728 que ceux qui *portent sur eux* des armes prohibées sont seuls punissables.... » Ailleurs un arrêt de Riom du 22 janvier 1862 (2) l'affirme encore : « attendu qu'il résulte

(1) S. 61, 2. 361.

(2) D. 62, 2. 101.

des documents du procès qu'un revolver ou pistolet de poche a été trouvé dans la malle du prévenu et s'il est constant en fait et en droit qu'une pareille arme est réputée dangereuse et prohibée, il est certain que le prévenu n'a pas été saisi porteur sur lui de ce pistolet ; attendu qu'il résulte des dispositions législatives que, conformément à la déclaration de 1728, ce délit *n'a jamais consisté dans la possession*, mais dans le port sur soi de l'arme prohibée » Enfin pour la même raison un arrêt de Grenoble du 2 octobre 1888 confirme un jugement de Bourgoin du 2 août 1888 (1) dont voici les motifs les plus caractéristiques : « Attendu que les dispositions pénales doivent être appliquées restrictivement dans leurs termes, que l'article 1^{er}, § 2 de la loi du 24 mai 1834 ne punit que celui qui est porteur d'armes prohibées..... ; attendu que le revolver.... se trouvait dans une sacoche placée dans la capote, de sa voiture, que bien que cette arme fut à sa disposition, on ne peut dire qu'il en était porteur..... »

Il est donc bien établi en doctrine et en jurisprudence, que c'est le port seul qui est réprimé par la loi de 1834 : mais il faut remarquer alors que la loi s'applique sans tenir compte de l'intention des coupables, elle frappe le délit matériel ; c'est ce que constate un jugement de Nevers du 20 octobre 1908 (2) : « Attendu que les délits, en matière de détention et de port d'arme sont exclusifs de la bonne

(1) *Gaz. du Palais*, 1888, t. II, p. 607.

(2) *Gaz. du Palais*, 1908, t. II, p. 560.

foi et de l'ignorance.... qu'ils sont essentiellement des délits matériels. » Il n'est même pas nécessaire que le fait se soit produit publiquement ; la Cour de Cassation le proclame dans un arrêt du 13 juillet 1876 (1) : « Attendu en droit que la loi n'exige pas que l'arme prohibée ait été portée dans un lieu public et que le délit existe, dès qu'on est trouvé porteur de l'arme en dehors de son domicile.... » Mais il faut cependant que le délit soit parvenu à la connaissance de la justice d'une manière légale : « Considérant que la découverte de l'arme prohibée n'ayant eu lieu que par suite d'une perquisition non autorisée par la loi, il n'y a pas lieu d'en tenir compte, ce qui est nul ne pouvant produire nul effet.... » (Bourges, 12 mars 1869 (2)).

La jurisprudence a ainsi complété, habilement, les effets de la loi de 1834 : tout en respectant la volonté du législateur, elle a su protéger la liberté individuelle et se garder de tout excès ; elle a considéré que si les armes prohibées étaient dangereuses, elles l'étaient surtout lorsque l'individu les portait sur lui, lorsqu'il pouvait à tout instant en faire usage. Mais on peut regretter, comme nous le verrons par la suite en étudiant les changements qu'il y aurait lieu d'apporter à la législation sur les armes, que la jurisprudence, effrayée sans doute par la gravité de la peine, n'ait pas plus souvent condamné à l'emprisonnement les coupables de port d'armes prohibées. Grâce aux circonstances

(1) *Bull.*, n° 166.

(2) S. 70, 2. 21.

atténuantes, les délinquants en étaient souvent quittes pour la confiscation de l'arme et une amende de 16 francs. L'emprisonnement eut au contraire procuré une intimidation plus salutaire. — Il ne faut pas cependant, à notre avis, trop compter sur une législation sur le port d'armes, il importe bien autrement de réglementer la fabrication et le commerce des armes prohibées.

Toutefois si l'article 1^{er}, § 2 de la loi de 1834 ne réprime que le port et non la simple détention des armes prohibées, c'est seulement lorsqu'il s'agit d'une ou de quelques armes ; l'article 3 § 1, punit au contraire d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 16 à 1.000 francs tout individu, qui, sans y être légalement autorisé, sera *détenteur d'un dépôt d'armes* quelconques. Mais afin de ne pas entraver le commerce, le § 2 de l'article 3 ajoute : « La présente disposition n'est pas applicable aux professions d'armurier et de fabricant d'armes de commerce, lesquelles resteront assujetties aux lois et règlements particuliers qui les concernent. »

La détention des armes prohibées ne sera donc punie qu'autant que ces armes seront en assez grand nombre pour constituer un dépôt et seront réunies ailleurs que chez un armurier et un fabricant d'armes de commerce.

TROISIÈME PARTIE

Armes de Guerre

CHAPITRE I

DÉFINITION DES ARMES DE GUERRE

Le décret du 8 vendémiaire an **XIV**, relatif à la fabrication des armes et qui, le premier dans la législation moderne a réglementé la question des armes de guerre, n'a pas donné de définition de ces armes ; on trouve au contraire quelques renseignements dans le décret de 1^{er} avril 1815 : « Tout négociant... qui a un dépôt d'armes de guerre, telles que fusils de munition, mousquetons et pistolets de cavalerie... » Ainsi donc on peut considérer comme armes de guerre les fusils de munition, les mousquetons et les pistolets de cavalerie ! Mais ce ne sont là que des exemples, qui ne nous fournissent pas les éléments suffisants pour établir une définition : pourtant, dès cette époque, nous

pourrions tirer parti du décret du 14 décembre 1810 contenant règlement sur les armes à feu fabriquées en France et destinées pour le commerce, l'article 2 de ce décret porte en effet : « Les armes du commerce n'auront pas le calibre de guerre et pourront être regardées comme appartenant au gouvernement et être saisissables par lui, si leur calibre n'est pas au moins à deux millimètres au dessus ou au dessous de ce calibre, qui est 0^m0177, excepté les armes de traite, qui ne doivent jamais circuler en France, mais dont les dépôts doivent être faits dans les ports de mer. » Pourront donc être considérées comme armes de guerre, toutes les armes, quelles qu'elles soient, dont le calibre est compris entre 15,7 et 19,7 millimètres.

L'ordonnance du 2 août 1816 compléta l'énumération commencée par le décret de 1813 : on trouve, en effet, dans les §§ 3 et 4 de l'article premier les renseignements suivants : « ... Sont comprises sous la dénomination d'armes de guerre, toutes les armes à feu ou blanches, à l'usage des troupes françaises, tels que fusils, mousquetons, carabines pistolets de calibre, sabres ou baïonnettes. Cette mesure est applicable aux armes de guerre étrangères et aux armes de commerce dont la fabrication a été défendue par l'article 2 du décret du 14 décembre 1810. » L'article 16 ajoutait : « Les dispositions qui viennent d'être rappelées concernant les armes de guerre, s'appliquent aussi aux pièces d'armes de guerre... »

L'ordonnance de 1816 était donc plus compréhensive que le décret de 1813 ; celui-ci ne donnait comme exemples

que des armes à feu, on en pouvait induire que seules ces armes étaient considérées comme des armes de guerre ; l'ordonnance de 1816 mentionnait aussi, avec raison, les armes blanches, bref toutes les armes en usage dans les troupes françaises ; elle étendait ses dispositions aux armes de guerre étrangères et à celles des armes de commerce régies par l'article 2 du décret du 14 décembre 1810. Bien plus, en vertu de l'article 16, elle s'appliquait aussi aux pièces d'armes de guerre, et ce faisant, elle allait peut-être un peu loin, car il paraît qu'en se fondant sur cette disposition, les tribunaux avaient condamné un paysan qui avait un canon de fusil sans chien et un autre qui avait un chien sans canon (1).

Tous les systèmes de détermination des armes de guerre avaient donc quelque inconvénient : la méthode des énumérations était forcément incomplète et des généralisations insuffisamment étudiées comme celle de l'article 16 de l'ordonnance de 1816, pouvaient entraîner des solutions regrettables.

Aussi, lors de la discussion de la loi de 1834, après examen des avantages et des inconvénients des divers procédés, la Commission de la Chambre des Députés décida-t-elle de délaisser la définition et les énumérations. Le rapporteur, M. Dumon, s'exprime en ces termes (2) : « Votre Commission a essayé en vain de donner une défi-

(1) Duvergier, *Coll. des Lois*, 1834, p. 127, note 2.

(2) Duvergier, *Coll. des Lois*, 1834, p. 127, note 2.

inition légale des armes de guerre : toute définition est trop générale ou trop exclusive, nous n'en n'avons trouvé aucune, en effet, assez précise pour qu'elle ne laissât pas en dehors de la prohibition légale de véritables armes de guerre, ou assez étendue pour qu'elle n'y comprît pas des armes de luxe ou de défense personnelle. C'est une question de fait et d'intention, les tribunaux prononceront. » Et au cours de la discussion, il avait ajouté, pour montrer les avantages de cette solution « que les piques n'étaient pas comprises dans l'ordonnance de 1816, que dernièrement les insurgés avaient commandé 4.000 faux emmanchées et que les définitions de l'ordonnance ne seraient pas non plus applicables à de telles armes. »

La question de la détermination des armes de guerre était donc maintenant laissée à l'appréciation des tribunaux. Mais par la suite, une controverse s'éleva dans la jurisprudence sur l'étendue des pouvoirs des tribunaux : les juges devaient-ils uniquement se baser sur les circonstances ou l'intention du porteur pour décider que l'arme était une arme de guerre, quelle que fut l'arme dont il s'agit ; n'étaient-ils pas limités, au contraire, dans leur appréciation par le caractère de l'arme et leurs décisions ne devaient-elles pas se borner aux armes qui par leur nature même étaient destinées à la guerre ?

La Cour de Bastia, nous l'avons vu, en étudiant la détention des armes ordinaires, admit la première opinion dans un arrêt du 27 avril 1837, dont les considérants sont répétés dans un autre arrêt du 30 janvier 1839, réformant

un jugement du tribunal de Corte (1) : « Attendu que dans l'esprit de la loi du 24 mai 1834, la qualification d'armes de guerre, loin d'être subordonnée aux circonstances matérielles de l'arme, est *un fait moral*, qui dépend uniquement de l'appréciation du juge... »

Quatre ans plus tard, dans un arrêt du 10 août 1843 (2), elle persiste dans son opinion : « Attendu que la loi de 1834..... a substitué au principe inintelligent des circonstances, auxquelles il fallait reconnaître la qualification qui devait être donnée aux armes, le principe moral et rationnel de l'intention et de l'usage auquel elles sont destinées ; — que cette intention qui est toujours présumée coupable pour les détenteurs d'armes cachées a été par elle laissée avec une grande sagesse à l'appréciation et à la conscience des magistrats pour les armes apparentes et de plus grande dimension ; — » Enfin le 28 mai 1847, dans deux arrêts (Sereni et Orsini) (3), elle affirme de nouveau : « que la loi de 1834 ne s'étant pas occupée de définir quelles sont les armes de guerre, leur qualification a été nécessairement abandonnée à l'appréciation des juges ; que cette appréciation doit être déterminée par les circonstances particulières du fait, du lieu, de l'époque, pouvant établir une intention criminelle de la part des porteurs des armes de guerre..... »

Nous avons déjà expliqué les raisons de cette jurispru-

(1) Dal., *Rep.*, v^o Armes, p. 260.

(2) S. 43, 2. 454.

(3) D. 47, 2. 145.

dence et nous avons montré pourquoi nous préférons l'opinion du tribunal de Corte à cette interprétation quelque peu fantaisiste de la loi de 1834. Si le législateur n'a pas voulu définir les armes de guerre, c'est pour éviter les inconvénients qui s'étaient déjà présentés, mais il ne s'ensuit pas qu'il ait voulu atteindre sous ce titre de simples armes de commerce ; les tribunaux auxquels a été laissé le soin de reconnaître les armes de guerre n'en sont pas moins limités par le caractère naturel de l'arme et ils ne sauraient décider suivant les circonstances que la même arme serait tantôt une arme de guerre, tantôt une arme de commerce.

Cette discussion n'a plus d'intérêt depuis la loi du 17 juillet 1860 : contrairement au système adopté en 1834, l'article 2 a de nouveau donné des armes de guerre une définition, qui n'est pas à l'abri de toute critique : « Les armes de guerre sont celles qui servent ou qui ont servi à armer les troupes françaises ou étrangères. — Peut être réputée arme de guerre, toute arme qui serait reconnue propre au service de guerre ou qui serait une imitation réduite ou amplifiée d'un arme de guerre. » A bien étudier ce texte, on s'apercevra que la deuxième partie ruine tout le système qu'on pourrait tirer de la première : le premier paragraphe pose une règle claire dont le juge ne saurait s'écarter ; le second, au contraire, tout en limitant l'appréciation du juge, lui redonne une liberté dont il semblait vouloir d'abord le frustrer. Il n'y a donc, pour ainsi dire, rien de changé au régime précédent ; le

système que nous avons admis et qui était adopté par la jurisprudence s'est trouvé confirmé par la loi; l'appréciation des tribunaux tant qu'elle reste dans les limites légales, ne peut être contestée. (Cass. 15 juin 1877) (1)

La loi du 14 août 1885 a définitivement supprimé toute difficulté, quant à la distinction des armes de guerre des armes ordinaires; les premières ont d'ailleurs perdu leur ancien nom, ce sont maintenant des armes réglementaires; l'article 2 § 2 les définit ainsi : « Les armes de modèles réglementaires, en France, sont celles qui sont en service dans les armées de terre et de mer; elles sont définies par les tables de construction approuvées par le ministre de la guerre et le ministre de la marine. » D'après l'article 9 : « En cas de doute sur la catégorie dans laquelle une arme doit être classée, il en est référé à l'autorité militaire la plus voisine. En cas de contestation la question est soumise au ministre de la guerre ou au ministre de la marine qui statue. »

La loi du 14 août 1885 forme le dernier état du droit sur la matière; les armes auxquelles elle s'applique sont moins nombreuses que celles qui étaient soumises autrefois au régime des armes de guerre : il n'est plus question en effet ni des armes de guerre étrangères, ni des armes de commerce qui pouvaient avoir quelque analogie ou ressemblance avec les armes de guerre; et même

(1) (S. 78, 1. 335. — D. 78, 1. 140).

d'après l'article 5, les revolvers et les armes blanches de modèle réglementaire sont assimilés aux armes non réglementaires.

CHAPITRE II

FABRICATION ET COMMERCE DES ARMES DE GUERRE

§ 1^{er}. — FABRICATION ET COMMERCE PROPREMENT DITS

L'article 1^{er} du décret du 8 vendémiaire an XIX interdisait la fabrication des armes de guerre : « Aucune arme ou pièce d'arme, de calibre de guerre, ne pourra, quelles que soient sa nature et sa destination, être fabriquée hors des manufactures impériales d'armes ou sans l'autorisation préalable du ministre de la guerre. » Cette prohibition était sanctionnée par la confiscation des armes et par des peines correctionnelles, s'il y avait lieu, (article 4). En outre, pour prévenir la fraude, dans les villes où il y avait une manufacture impériale, les manufactures d'armes ordinaires étaient surveillées par l'inspecteur de la dite manufacture accompagné du commissaire de police, (article 3). — L'article 1^{er} ne s'appliquait pas aux armes de traite, mais l'article 5 décidait que « leur fabrication et leur exportation ne pourront avoir lieu jusqu'à la paix générale, qu'après une autorisation du ministre de la guerre. »

Quant au commerce, il était régi par les décrets du 1^{er} avril 1815 et l'ordonnance du 24 juillet 1816. L'article 1^{er} du décret de 1815 enjoignait « à tout négociant, armateur, fabricant d'armes et arquebusier, qui avait un magasin où un dépôt d'armes de guerre, telles que fusils de munition, mousquetons et pistolets de cavalerie d'en faire la déclaration dans un délai de quinze jours, au maire de la commune où il résidait, en indiquant le nombre et l'espèce des armes qu'il avait en sa possession. »

En cas de contravention, il y avait lieu à confiscation et à une amende de 300 francs par arme. — L'année suivante, une ordonnance royale régla complètement la question des armes de guerre ; l'article 3 interdisait « à tout particulier, même aux armuriers et arquebusiers de vendre ou acheter des armes des modèles de guerre français ou étrangers » ainsi que des armes de commerce dont le calibre ne serait pas supérieur ou inférieur de 2 millimètres à celui des armes de guerre (0^m, 0177), (art. 2 du Décret du 14 décembre 1810). L'article 9 renouvelait la prohibition portée par l'article 1^{er} du Décret de l'an XIV et la surveillance établie par l'article 3 de ce décret. Les armes de traite, étaient, en vertu de l'article 11, assimilées aux armes de commerce et soumises aux mêmes règles. Enfin pour prévenir les fraudes, l'article 12 obligeait les armuriers et fabricants d'armes à tenir un registre parafé par le maire et arrêté par lui tous les mois, sur lequel « seront inscrites l'espèce et la quantité d'armes

qu'il fabriquera ou achètera ainsi que l'espèce et la quantité de celles qu'il vendra, avec les noms et domiciles des vendeurs et acheteurs. » — L'ordonnance de 1816 sanctionnait ses prescriptions (art. 5 et 15) par la confiscation des armes, une amende de 300 francs et un emprisonnement de trois mois. En cas de récidive, les peines étaient du double. — L'article 16 ajoutait que toutes les dispositions précédentes étaient aussi applicables aux pièces d'armes de guerre.

Mais la jurisprudence refusa d'appliquer les peines portées par l'article 5 de l'Ordonnance de 1816, « attendu que d'après l'article 15 de la Charte, le Roi, chef de l'État, ne peut rendre des ordonnances prévoyant des dispositions pénales qu'avec le concours du pouvoir législatif. » (Paris, 4 décembre 1827 (1). — V. aussi Metz, 25 février 1829 (2), Paris, 30 avril 1830 (3), Cass., 11 février 1836) (4). Elle prononça seulement la confiscation des armes : « attendu néanmoins que les armes de guerre sont la propriété exclusive de l'État ; que le commerce de ces armes a toujours été formellement prohibé, que l'ordonnance du 24 juillet 1816 a légalement contraint les détenteurs de ces armes à les déposer entre les mains des autorités y désignées, d'où il suit que la confiscation doit

(1) S. 33, 2. 600

(2) *Ibid.*, 599.

(3) D., *Rep.* v° Armes, p. 254.

(4) *Bull.*, n° 44.

en être prononcée en exécution des dites ordonnances. » (Metz, 23 février 1829 précité).

La question fut de nouveau réglée par la loi du 24 mai 1834, dont l'article 3 était ainsi conçu : « tout individu qui, sans y être légalement autorisé aura fabriqué ou confectionné, débité ou distribué des armes de guerre... ou sera détenteur d'un dépôt d'armes quelconques, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 16 à 1.000 francs. » Les prohibitions de l'ordonnance de 1816 se trouvaient ainsi renouvelées, étendues et enfin sanctionnées. M. Dumon dans son rapport à la Chambre des Députés en montrait la nécessité : « Des motifs bien plus graves commandent aujourd'hui de sanctionner législativement et même par des peines plus sévères les prohibitions de l'ordonnance de 1816..... Partout où les insurrections ont éclaté, on a trouvé les insurgés organisés et armés....., il importe (donc) d'ériger en infraction le trafic clandestin par lequel on se procure les armes de guerre (1). » Outre les condamnations prononcées par l'article 3, l'article 4 prévoyait la confiscation des armes et la surveillance de la haute police pendant . en cas d'

La loi de 1834 n'a rien changé à la situation des armuriers en ce qui concerne les armes de guerre ; on en pourrait douter cependant à la lecture du deuxième paragraphe de

(1) Dalloz, *Rep.*, v^o Armes, p. 249, note 2.

l'article 3 « La présente disposition n'est pas applicable aux professions d'armurier et de fabricant d'armes de commerce, lesquelles resteront seulement assujetties aux lois et règlements particuliers, qui les concernent. » Mais il résulte des documents sur la discussion de la loi que ce second paragraphe a été ajouté parce qu'on a craint que le paragraphe premier fit croire qu'il fallait une autorisation préalable pour exercer la profession d'armurier. Le rapporteur a dit qu'on voulait laisser cette profession dans le droit commun, qu'elle était d'ailleurs régie par l'article 12 de l'Ordonnance de 1816, mais il a ajouté que les armuriers ne pourraient avoir d'armes de guerre sans autorisation (1). Nous ajouterons que ce deuxième paragraphe n'avait trait *qu'au dépôt d'armes quelconques* dont la loi de 1834 interdisait la possession dans le paragraphe premier de l'article 3, aux simples particuliers, il était donc nécessaire de faire remarquer que cette disposition n'était pas applicable aux armuriers, sous peine de paralyser leur commerce. Mais il leur était toujours défendu de fabriquer, d'acheter ou de vendre des armes de guerre sans autorisation. C'est d'ailleurs ce qu'admet la jurisprudence : « Attendu que N. et N., lors même qu'il serait constant qu'ils exercent la profession d'armurier, ne peuvent se prévaloir de l'exception contenue au deuxième paragraphe de l'article 3 de la loi précitée, que cette exception, qui n'est applicable qu'aux armes de commerce et non aux armes de

(1) Duvergier, *Coll. des Lois*, 1834, p. 127, note 5.

guerre, a été introduite dans l'intérêt du commerce des armes, qui aurait été entravé par le paragraphe premier dont la prohibition s'étend à tout dépôt d'armes quelconques ; — que les armes de guerre, quelles que soient leur nature et leur destination, ne peuvent être fabriquées que dans les manufactures royales ou par autorisation préalable du ministre de la guerre ; qu'elles ont toujours été considérées comme la propriété du gouvernement et qu'elles ne peuvent être l'objet du commerce, même des armuriers, sans qu'ils aient obtenu une autorisation spéciale à cet effet.... » (Paris, 16 avril 1836) (1) — Et cette autorisation ne saurait se présumer : attendu que le jugement « induit cette autorisation de la nature de la patente du défendeur, de ses nombreuses et précédentes fabrications d'armes, de l'autorisation qu'il aurait obtenue pour les exporter, de sa bonne foi, de la publicité de la fabrication des 3000 sabres dont il s'agit ; — et qu'en supposant tous ces faits constants, bien que certains soient démentis par l'administration, on ne saurait admettre qu'ils puissent suppléer cette autorisation légale, cette autorisation spéciale et essentiellement préalable, voulue par la loi du 24 mai 1834 et par l'ordonnance du 24 juillet 1816, dont, sous cet autre rapport, le jugement a attaqué ou méconnu les dispositions... » (2) (Cass., 23 juin 1840).

Cette législation était beaucoup trop sévère, en ce qui

(1) D., *Rep.*, v^o Armes, p. 266.

(2) *Ibid.*, et S. 40, 1. 664.

concerne la fabrication des armes de guerre destinées à l'exportation, qui ne pouvaient présenter de danger pour la sécurité publique. C'est ce que fait remarquer l'exposé des motifs de la loi du 14 juillet 1860 : « Si la législation actuelle ne contient pas à cet égard de prohibition absolue, les restrictions dont elle entoure cette production la paralysent presque entièrement. Depuis plusieurs années, l'industrie armurière appelle une situation meilleure..... Après un mûr examen, le gouvernement vous propose de faire droit à ces vœux dans une sage mesure et d'accorder au commerce extérieur des armes de guerre toute la liberté compatible avec les garanties d'ordre et de sécurité, qu'exige l'intérêt de la société..... » (1).

L'article premier était ainsi conçu : « Toute personne peut se livrer à la fabrication ou au commerce des armes ou pièces d'armes de guerre, en vertu d'une autorisation donnée par le ministre de la guerre et sous les conditions déterminées par la loi ou par les règlements d'administration publique. — Les armes ou les pièces d'armes de guerre fabriquées dans les établissements autorisés ne peuvent être destinées qu'à l'exportation sauf le cas de commandes faites par le ministre de la guerre pour le service de l'État. » — Cette restriction se comprend, puisqu'à l'intérieur du pays, l'État est le seul et ne peut être que le seul acheteur ; pour le reste, il y avait de grands progrès ! L'autorisation n'était plus laissée à l'arbi-

(1) Duvergier, *Coll. des Lois*, 1860, p. 266.

traire du ministre; comme le dit l'exposé des motifs, « l'autorisation du ministre de la guerre est donnée une fois pour toutes; elle pourra être révoquée, mais seulement lorsque les fabricants ou commerçants auront encouru quelqu'une des condamnations prévues par l'article 3 et lorsque l'administration qui n'abusera certainement pas de ce droit reconnaîtra un véritable danger à tolérer qu'ils exercent plus longtemps leur profession (1). » L'article 3 disait en effet : « L'autorisation mentionnée en l'article premier ne peut être retirée par le ministre de la guerre que lorsque le fabricant ou le commerçant a encouru une condamnation devenue définitive, soit par application des articles 13 (paragraphe 2), 14 (paragraphe 2), 15 et 16 de la présente loi, soit pour contravention à celle du 24 mai 1834, soit pour crimes et délits prévus :

Par les articles 86 à 101, 209, 210, 211, 215 et 216 du Code pénal.

Par la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements.

Par les articles 1 et 2 de la loi du 27 juillet 1849 sur la presse.

Par les articles 1, 2, 3 de la loi du 27 février 1858 relative à des mesures de sûreté générale.

Les causes de révocation étaient donc bien déterminées, il n'y avait pas à craindre d'injustices. — Nous avons vu que l'ordonnance de 1816, dans son article 12 imposait à

(1) Duvergier. *Coll. des Lois*, 1860, p. 267.

tout armurier l'obligation de tenir un registre côté et paraphé par le maire, constatant l'entrée et la sortie des armes, avec les noms des vendeurs et acheteurs. Cette obligation, qui, nous le savons, n'a pas été modifiée par la loi de 1834, concernait les armes ordinaires, mais l'article 4 de la loi de 1860 l'a étendue aux armes de guerre. L'administration n'a d'ailleurs pas perdu tous ses pouvoirs, car, d'après l'article 5: « Le ministre de la guerre et en cas d'urgence les généraux commandant les divisions ou subdivisions militaires prescrivent, relativement aux dépôts d'armes ou de pièces d'armes de guerre qui existent dans les magasins des fabricants ou commerçants, les mesures que peut exiger l'intérêt de la sûreté publique. » Enfin pour garantir la qualité de la marchandise et pour prévenir les fraudes, l'article 6 déclare « tous les canons d'armes de guerre destinés au commerce extérieur sont soumis à des épreuves constatées par l'application d'un poinçon. — Ces canons reçoivent en outre une marque dite d'exportation. » Remarquons en passant qu'il résulte des termes de cet article et de l'exposé des motifs (1) que ces dernières mesures ne sont pas applicables aux armes blanches.

Les contraventions à l'article premier étaient punies comme dans la loi de 1834 d'une amende de 16 à 1.000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans avec confiscation des armes et mise sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au plus. Les peines étaient du

(1) Duvergier, *Coll. des Lois*, 1860, p. 267, note 12.

double en cas de récidive. — L'obligation de tenir le registre était sanctionnée par une amende de 16 à 300 francs et un emprisonnement de six jours à trois mois : le double en cas de récidive.

Notons en terminant que le § 3 de l'article 3, dérogeant à la disposition des articles 12 et 18 de l'ordonnance de 1816 rangeait maintenant les armes de bord (de troque ou de traite) parmi les armes de guerre.

La guerre de 1870 eut sa répercussion sur le régime des armes de guerre : pour pouvoir armer rapidement les troupes, on décida de lever toutes les prohibitions et un décret du 5-10 septembre 1870 déclara complètement libres la fabrication, le commerce et la vente des armes. Mais aussitôt après la guerre, on revint à la législation antérieure : une loi du 19-24 juin 1871 abrogea le décret de 1870 : « En attendant qu'une loi nouvelle ait statué définitivement sur la matière, les lois antérieures relatives à la fabrication, au commerce et à la détention des armes de guerre et autres armes prohibées sont remises en vigueur. »

La loi nouvelle ne parut que quatorze ans après, le 14 août 1885. Quoique l'autorisation put être facilement obtenue depuis la loi du 14 juillet 1860, elle était cependant un obstacle au libre développement de l'industrie armurière, d'autant plus que, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le nombre des armes, auxquelles s'appliquait le régime des armes de guerre était considérable. La loi de 1885 y substitua le régime de la déclaration

et restreignit considérablement le nombre des armes qu'elle régissait. L'article 3 était ainsi conçu : « Toute personne, qui veut se livrer à la fabrication et au commerce des armes, pièces d'armes ou munitions non chargées des modèles réglementaires en France doit adresser au préfet du département dans lequel elle se propose de créer son établissement une déclaration dans laquelle elle indique ses nom, prénoms et domicile, la commune et l'emplacement où elle se propose de former son établissement, la nature du matériel qu'elle a l'intention de fabriquer ou dont elle veut faire le commerce. Il lui est délivré un récépissé de cette déclaration. » Au cas où le fabricant ou commerçant voudrait fermer ou déplacer son établissement, il devrait de même en faire déclaration à la préfecture (art. 4 § 3.) De plus, comme dans les lois précédentes, le fabricant ou commerçant devra tenir un registre ; mais celui-ci, au lieu d'être coté et paraphé par le maire, le sera par le préfet ou le sous-préfet qui devra aussi le viser et l'arrêter chaque fois qu'il le jugera nécessaire, avec faculté de se faire remplacer par le maire ou par le commissaire de police, (art. 4, § 1 et 2).

Les sanctions sont les mêmes que dans la loi de 1860 : le défaut de déclaration est frappé d'une amende de 16 à 1.000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à 2 ans, avec confiscation des armes (art. 12). Quant aux contraventions à l'article 4, elles sont punies par une amende de 16 à 300 francs et un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, (art. 3). Dans les deux cas, la récidive entraîne des

peines doubles, et l'article 463 est applicable (art. 14.)

Nous avons vu que dans la loi de 1860, l'article 5 donnait au ministre de la guerre et à son défaut aux généraux commandant les subdivisions territoriales le pouvoir de prendre des mesures spéciales quant aux armes, dans l'intérêt de la sûreté publique. Depuis 1885, l'autorité militaire ne peut plus agir que sur réquisition ou d'après les prescriptions des préfets.

§ 2. — IMPORTATION ET EXPORTATION DES ARMES DE GUERRE

Importation. — Un décret du 22 août 1792 avait permis l'importation des armes de guerre jusqu'à la paix, mais ce décret se trouva abrogé par l'ordonnance du 24 juillet 1816 dont l'article 14 est ainsi conçu : « L'importation des armes de guerre étrangères ou de modèles français est expressément défendue, à moins qu'elle ne soit ordonnée par notre ministre de la guerre. » Les personnes autorisées devaient remplir les formalités prescrites par l'article 2 du décret de 1792 ; elles devaient « prendre au bureau de douane des ports, villes ou bourgs frontières un acquit à caution, portant la qualité et la quantité des armes montées ou en pièces détachées, contenues dans les caisses qui les renfermeront, le nom du lieu et de la personne pour laquelle elles seront destinées. Cet acquit à caution sera visé par la municipalité du lieu du domicile de la personne à qui ces armes auront été envoyées et chez

laquelle elles auront été déchargées, sous peine de saisie et de confiscation des caisses, armes et pièces détachées. »

Ce régime ne fut pas modifié par la loi de 1834, qui n'a pas parlé spécialement de l'importation ni de l'exportation des armes : on admet cependant de façon implicite qu'elle les a interdites, puisqu'elle a défendu la fabrication et le commerce des armes de guerre.

La loi du 14 juillet 1860 n'a rien de changé, non plus, aux règles établies pour l'importation des armes de guerre. L'article 7 déclare : « Toute importation d'armes de guerre et de canons ou autres pièces d'armes de guerre est interdite, à moins qu'elle ne soit autorisée ou ordonnée par le ministre de la guerre. » D'après l'article 8 « des décrets déterminent ceux des entrepôts de douane dans lesquels les armes ou les pièces d'armes de guerre de provenance étrangère peuvent être exclusivement déposées. — Ces armes ou ces pièces d'armes peuvent dans l'intérêt de la sécurité publique être soumises aux mesures autorisées par l'article 5. » Enfin d'après l'article 11 les armes importées étaient soumises aux dispositions législatives ou réglementaires sur les douanes.

L'importation des armes de guerre fut rendue libre par la loi du 14 août 1885 qui ne la soumet qu'à une simple déclaration ; article 8 : « L'importation des armes des modèles réglementaires..... a lieu sur la déclaration qui en est faite par le fabricant ou le commerçant à la préfecture de laquelle ressort la localité où ces objets doivent parvenir après importation... La déclaration énonce le nombre,

l'espèce et le poids des armes, pièces d'armes... qui font l'objet de l'expédition. Le préfet délivre un récépissé sur lequel sont reproduites les énonciations de la déclaration : un duplicata de ce récépissé sert de permis d'importation.

Mais comme le fait remarquer M. Duvergier (1), l'article 8 n'indique pas quelle pénalité devra être appliquée au cas où la déclaration ne serait pas faite : or la loi de 1885 n'a pas porté de peines générales, elle a puni spécialement les contraventions aux articles 3 et 4 ; il est donc regrettable qu'elle n'ait pas spécifié de peines pour désobéissance à l'article 8, qui sans cela risque bien de rester lettre morte.

Exportation. — Un décret du 12 juin-21 juillet 1792 avait dans son article premier interdit l'exportation des armes de guerre sous peine de confiscation des armes et d'une amende de 50 livres par objet. Cette prohibition fut renouvelée par un décret du 10 avril 1813 qui défendait l'exportation des armes de toute espèce, jusqu'à la paix — elle fut réitérée pour les armes à feu, sous peine de confiscation, par un décret du 28-31 mars 1815. Enfin l'ordonnance de 1816 l'interdit définitivement dans son article 13, sous peine de confiscation, d'une amende de 300 francs au plus et d'un emprisonnement de 3 mois ; le double en cas de récidive. Mais nous avons déjà vu plusieurs fois que les peines portées par cette ordonnance étaient illégales. Par

(1) *Coll. des Lois*, 1885, p. 449, n° 2.

la suite, la loi de 1834 renouvela implicitement la prohibition de l'exportation des armes de guerre, en en défendant la fabrication.

La loi de 1860 permit, au contraire, l'exportation des armes de guerre sous certaines conditions énumérées dans l'article 9 : « L'exportation des armes ou pièces d'armes de guerre est libre sous les conditions déterminées par la loi ou par les règlements d'administration publique. Néanmoins un décret impérial peut interdire cette exportation par une frontière, pour une destination et pour une durée déterminées. Des décrets désignent les bureaux de douane par lesquels l'exportation peut s'opérer. Quand l'exportation est interdite pour certaines destinations, les exportateurs doivent... justifier de l'arrivée des armes à une destination permise, au moyen d'acquits à caution, qui sont délivrés au départ par les soins de l'administration des douanes et qui sont déchargés à l'arrivée par les agents consulaires de France. » — Article 10. Les armes ou les pièces d'armes de guerre ne peuvent transiter ni être expédiées en mutation d'entrepôt ou en réexportation, sans un permis du ministre de la guerre. Si l'exportation est interdite pour une destination, les permis de transit délivrés pour cette destination, antérieurement au décret qui prononce l'interdiction, sont annulés de droit. » — Article 11 « ...L'exportation et le transit, ainsi que la circulation et le dépôt des armes ou pièces d'armes de guerre dans le rayon des frontières restent soumis aux dispositions législatives ou réglementaires sur les douanes. »

Nous avons déjà vu que pour éviter les fraudes l'article 6 prévoyait un double poinçonnage des canons des armes : cet article était sanctionné, en vertu de l'article 14, de la confiscation et d'une amende de 300 francs, qui pouvait être doublée en cas de récidive. Enfin les articles 15 et 16 punissaient très sérieusement les faux et contrefaçons.

Art. 15. — « La contrefaçon du poinçon d'épreuve ou du poinçon d'exportation et l'usage frauduleux des poinçons contrefaits sont punis d'une amende de 100 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de 2 à 5 ans. »

Art. 16. — « Est puni d'une amende de 16 à 500 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, quiconque s'étant indûment procuré les vrais poinçons mentionnés à l'article précédent, en a fait usage. »

Dans tous les cas, en vertu de l'article 17, le bénéfice de l'article 463 C. pén. peut être accordé. — La loi de 1860 s'appliqua sans difficultés, sauf en ce qui concerne l'article 9 § 2 : cet article 9 donnait au gouvernement le droit d'interdire par décret l'exportation des armes, par une frontière, pour une destination et pendant un temps déterminés. Cela pouvait créer des difficultés au cas de guerre entre nations limitrophes de la France, on reprocherait au gouvernement de ne pas user des pouvoirs que lui donnait la loi de 1860. C'est ce qui arriva lors de l'insurrection carliste, et ce qui nous valut les récriminations du gouvernement espagnol.

Pour éviter ces inconvénients, la loi du 14 août 1885 permit sans conditions l'exportation des armes de guerre ;

elle soumit seulement à quelques formalités celle des armes réglementaires : il fallait faire pour l'exportation la même déclaration que celle que nous avons vue pour l'importation et un duplicata du récépissé de la déclaration servait de permis d'exportation (art. 8) (1). — D'après l'article 10 l'importation, l'exportation et le transit des armes et pièces d'armes peut avoir lieu par tous les bureaux de douane sans exception. Enfin selon l'article 11 : « En cas de guerre nationale et continentale un décret rendu sur la proposition du ministre de la guerre peut interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce. » Cet article nous l'avons vu en étudiant l'exportation des armes, ordinaires a été abrogé et remplacé par une loi du 13 avril 1895 : « Article premier. Est abrogé l'article 11 de la loi du 14 août 1885. »

Art. 2. — « Des décrets rendus sur la proposition du ministre de la guerre et sur l'avis conforme du ministre du commerce et du ministre des finances peuvent interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce.

Des exceptions à la prohibition de sortie pourront être accordées en raison des destinations par le ministre de la guerre.

A l'égard des exportations qui seraient ainsi exceptionnellement autorisées, l'arrivée des marchandises à desti-

(1) Nous avons vu précédemment que l'art. 8 n'était malheureusement pas sanctionné.

nation sera garantie par des acquits à caution délivrés conformément aux prescriptions de l'article 4, titre 3, de la loi des 6-22 août 1791 et qui seront déchargés par les agents consulaires de France. »

CHAPITRE III

DÉTENTION DES ARMES DE GUERRE

Pendant la Révolution, il ne fut pas défendu de porter des armes de guerre; un décret du 5-8 juillet 1792 proclamait qu'en cas de danger de la patrie, les citoyens seront tenus de déclarer le nombre et la nature des armes et munitions dont ils sont pourvus; un autre décret du 10-12 août 1792 ordonnait des visites domiciliaires pour la recherche des armes et des munitions de guerre : « L'assemblée nationale, considérant que dans les circonstances actuelles, le salut de la patrie exige *que les citoyens soient armés*, décrète que les corps administratifs et les conseils généraux des communes sont autorisés à vérifier dans les maisons, tant des villes que des campagnes, les armes et munitions de guerre qui pourraient s'y trouver et de les faire enlever des maisons suspectes après en avoir dressé procès-verbal et donné reconnaissance aux propriétaires. » Dans un autre décret des 28-29 août 1792, relatif aux visites domiciliaires, l'article 4 est ainsi conçu : « Les municipalités sont autorisées à désarmer tous les citoyens suspects et à distribuer leurs armes à ceux qui se destineront à la défense de la liberté et de l'égalité. »

Mais en 1815, un décret des 28 mars-1^{er} avril vint interdire la détention des armes de guerre : « Tout citoyen, qui possède des armes de guerre est tenu de les remettre au maire de la commune et il en recevra le prix conformément au tarif annexé au présent décret » (art. 4) : en cas de contravention la peine sera la confiscation et une amende de 300 francs par arme (art. 7). Seuls, échappaient à l'interdiction les gardes nationaux (art. 8) pour lesquels des mesures spéciales de surveillance étaient prises : poinçonnage, état nominatif des porteurs, défense de vendre, obligation de les présenter à toute réquisition.

La question fut de nouveau réglementée par l'ordonnance de 1816 : Tous les détenteurs d'armes de guerre devaient dans le délai d'un mois les déposer à la mairie (art. 1); il n'était fait exception que pour les gardes nationaux, les gardes forestiers et les gardes champêtres (art. 2). L'article 3 défendait à tout particulier, même aux armuriers et arquebusiers de vendre ou acheter des armes de guerre. Les contrevenants étaient punis d'une amende de 300 francs et d'un emprisonnement de trois mois : en cas de récidive la peine était double, (article 5). Mais nous avons déjà vu que les peines portées par cette ordonnance avaient été déclarées illégales et que, seule, la confiscation pouvait être prononcée.

Ce fut la loi de 1834 qui établit les sanctions nécessaires : « Tout individu, qui, sans y être légalement autorisé..... sera détenteur d'armes de guerre, cartouches ou munitions de guerre ou d'un dépôt d'armes quelconques sera puni d'un

emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 16 à 1000 francs. — La présente disposition n'est pas applicable aux professions d'armurier et de fabricant d'armes de commerce, lesquelles resteront seulement assujetties aux lois et règlements particuliers qui les concernent. »

Nous avons déjà vu qu'il résultait de la discussion à la Chambre que ce deuxième paragraphe n'avait trait qu'au dépôt d'armes quelconques dont la possession est interdite aux particuliers mais non aux armuriers : il s'ensuivait qu'il n'y avait rien de changé dans la situation des armuriers, qu'ils étaient toujours régis par l'ordonnance de 1816, principalement par l'article 12 et qu'ils ne pouvaient posséder des armes de guerre sans autorisation (1). C'est ce qu'a admis la jurisprudence, nous le savons, dans deux arrêts (Paris 16 avril 1836, Cass., 25 juin 1840) (2) précités.

Ainsi donc tous ceux qui étaient détenteurs d'armes de guerre se trouvaient expropriés ; d'ailleurs le garde des sceaux avait dit que « le but de la loi actuelle était d'enlever les armes à ceux qui en voudraient faire usage contre l'autorité. »

On se demanda alors dans quel délai les armes devraient être rendus et si le prix en serait payé aux anciens propriétaires. Un amendement fut alors proposé par M. Charamaule, d'après lequel tout détenteur d'armes de

(1) Duvergier. *Coll. des Lois*, 1834, p. 127, note 5.

(2) Dalloz, *Rep.*, v° Armes, p. 266.

guerre devait en faire la déclaration à la mairie dans la quinzaine de la promulgation de la loi et la valeur des armes serait remboursée à dire d'experts, à ceux qui justifieraient de leur légitime possession des dites armes. Mais le garde des sceaux fit remarquer que l'ordonnance de 1816 avait interdit la détention des armes de guerre (art. 1^{er}), que les armes ne devraient plus être entre les mains des particuliers, que depuis lors elles étaient la propriété de l'Etat, qu'il n'y avait pas lieu de parler de délai de remise, ni de remboursement.

M. Dupin, président de la Chambre, intervint pour démontrer que l'ordonnance de 1816 n'avait pas abrogé le décret de 1815, qui prévoyait le rachat des armes légitimement possédées, qu'on pourrait alors suivre ce tarif, ce qui serait plus économique que l'expertise (1). M. Dumon, rapporteur, admit cette solution : « je demande, dit-il, que nous restions dans les termes où nous sommes, c'est-à-dire que nous laissions la prohibition dans la loi et le mode de rachat, qui est d'administration dans l'ordonnance... L'article du projet ne met aucun obstacle à ce que les armes de guerres étrangères, légitimement et quelquefois glorieusement acquises, soient, je ne dis pas laissées, parce que la sécurité publique ne le permet pas, mais soient achetées à ceux qui en sont détenteurs. Le gouver-

(1) Duvergier. *Coll. des Lois*, 1834, p. 126 (M. Duvergier n'admet pas la survivance du décret de 1815 ; pour lui, il a été abrogé par l'ordonnance de 1816, qui n'a pas du tout parlé du rachat des armes).

nement va faire le rappel de toutes les armes de guerre. Quand ces armes lui seront présentées, qu'elles soient françaises ou étrangères, qu'elles aient été achetées ou volées à l'État, on en regardera le calibre et si le fusil n'est point déjà la propriété de l'État, l'État le paiera, le tarif est pour cela suffisant. »

L'amendement de M. Charamaule fut rejeté.

Il résultait donc de cette discussion qu'aucune arme de guerre, quelle que fut son origine, ne pouvait être détenue par quelque personne que ce soit, en dehors des exceptions prévues par cette loi, aussi bien par les armuriers que par ceux qui les avaient légitimement acquises.

La loi de 1860 ne s'est occupée, à proprement parler, que de la fabrication et du commerce des armes de guerre, elle n'a atteint la détention que par conséquence : elle a en effet permis aux armuriers de faire le commerce des armes de guerre avec autorisation, elle leur a du même coup permis la détention ; il faut reconnaître cependant que ce n'était là qu'un droit théorique, puisque l'autorisation ne leur était donnée que pour le commerce d'exportation, si bien que dans la circonstance le droit de détention se confondait avec celui de faire le commerce.

Remarquons toutefois que les particuliers étaient toujours régis par la loi de 1834.

La loi du 14 août 1885 n'a pas changé les dispositions concernant la détention des armes de guerre. Lors de la discussion de la loi, le commissaire du gouvernement, le général Ladvocat, a refusé absolument d'accorder le droit

de détention, et malgré les efforts du rapporteur, M. La-grange, qui avait invoqué l'intérêt national, il a fait repousser un amendement tendant à permettre la détention d'armes de guerre pour le tir (1).

C'est donc la loi de 1834 qui règle encore la question de la détention des armes de guerre; elle n'a pas été modifiée par les deux lois des 25 mai et 25 août 1871 qui ont ordonné après la guerre de 1870, la réintégration des armes de guerre dans les arsenaux; mais il faut reconnaître qu'elle ne s'applique plus aux armuriers, pour lesquels la question de détention se confond avec celle du commerce et les contraventions seront sanctionnées non plus par l'article 3 de la loi de 1834, mais par les articles 12 et 13 de la loi de 1885.

Quoiqu'il en soit, pour les particuliers, le délit de détention subsiste encore tel qu'il était prévu par la loi de 1834 : c'est un délit matériel, que ne peuvent excuser ni la bonne foi (Cass. 26 mars 1835) (2), ni l'ignorance (Cass. 10 mars 1836) (3) (Cass. 15 juin 1877) (4), et pour lequel la confiscation devra être prononcée, quand bien même le détenteur ne serait pas propriétaire des armes (arrêt de 1835 précité) « attendu que la confiscation étant établie par la loi pour le seul fait de détention non autorisée, il en résulte qu'elle doit être poursuivie par le ministère public

(1) Duvergier, *Coll. des Lois*, 1885, p. 450, note 2.

(2) S. 35, 1. 630.

(3) S. 36, 1. 588.

(4) S. 78, 1. 335.

contre le détenteur seul, et que l'intervention du propriétaire ne peut empêcher qu'elle ne soit prononcée, à moins qu'il ne justifie de l'autorisation légale, qui seule peut faire disparaître la contravention, dont la confiscation est une conséquence nécessaire. »

Notons en outre que pour les armes de guerre on n'a pas distingué entre la détention et le port et que tous les deux sont sanctionnés par les peines de l'article 3 de la loi de 1834.

Toutes les remarques que nous avons faites jusqu'ici sur les armes de guerre s'appliquent aussi aux armes d'artillerie, pour lesquelles le décret du 16 juin 1813 est toujours en vigueur : ce décret ordonnait à tous les possesseurs d'armes d'artillerie de les remettre dans les arsenaux de terre ou de mer (art. 1^{er}) et leur défendait d'en disposer sans autorisation. En cas de contravention ils étaient réputés détenteurs d'armes de guerre et comme tels ils sont maintenant passibles des peines portées par l'article 3 de la loi de 1834. C'est ainsi que la Cour de Bastia a condamné comme détenteur d'une arme de guerre, un individu, qui ayant acheté de l'Etat un canon hors de service lui avait fait subir une modification de nature à le rendre propre à faire feu (Bastia 9 juin 1876) (1).

Mais la loi de 1834 ne doit pas être entendue avec trop de rigueur ; même en l'absence d'une autorisation régulière, le fait d'avoir chez soi des armes de guerre dans

(1) S. 77, 2. 143. — D. 77, 2. 40.

une collection ne suffirait pas à constituer une contravention : l'administration s'est toujours montrée tolérante. Lors de la discussion de la loi de 1885, M. Farcy demanda au ministre de l'intérieur de renouveler l'engagement, pris par son prédécesseur de tolérer la possession des armes que les particuliers peuvent avoir chez eux, soit en panoplie, soit pour s'exercer au tir : le ministre répondit « qu'il était bien évident que le Gouvernement ne ferait pas un pas en arrière » (1). Cet engagement fut renouvelé dans la circulaire ministérielle du 10 novembre 1885 : « La question de la détention des armes de toute nature est également réservée. Toutefois les particuliers détenteurs d'armes continueront à jouir de la tolérance qui leur est présentement accordée sous les réserves de droit commun et celles qui sont formulées par l'article 6 de la loi de 1885 » (2). — Il faut cependant bien remarquer qu'il ne s'agit là que d'une tolérance, qui pourrait cesser suivant les circonstances : il n'en serait pas de même au cas d'autorisation. Cette autorisation a été accordée principalement aux sociétés de tir :

Les sociétés de tir ou de gymnastique purement civiles, placées sous le contrôle de l'autorité préfectorale sont autorisées à recevoir en dépôt cinq fusils modèle 1874 et 15 fusils « dits de manœuvre, disposés de manière à ne recevoir aucune cartouche, mais permettant l'exécution de tous les mouvements du maniement d'armes. »

(1) *Journal Officiel*, 28 juin 1885

(2) *Dal., Sup.*, v^o Armes, p. 515, note 1.

Quant aux sociétés de tir composées exclusivement de « territoriaux » et instituées sous le contrôle de l'autorité militaire, elles peuvent avoir à leur disposition dix fusils modèle 1874 et quatre revolvers modèle 1873. — Pour un concours de tir, le général commandant le corps d'armée peut faire remettre à chaque société à titre temporaire et pour une durée déterminée (un mois au maximum) dix armes supplémentaires (1).

Enfin d'après l'article 28 du décret du 29 décembre 1875 (2), des armes peuvent être fournies par l'État aux sapeurs-pompiers.

(1) Dal., *Sup.*, v^o Armes, 518, n^o 22.

(2) D 76, 4. 80.

QUATRIÈME PARTIE

Projets de réforme

Tel est donc, sur notre matière l'état de la législation et de la jurisprudence ! Faut-il y souhaiter des modifications ?

En ce qui concerne les armes permises, nous ne voyons rien à reprendre. Depuis 1812, doctrine et jurisprudence admettent sans contestation la *licéité* du port de ces armes et à plus forte raison celle de leur fabrication et de leur commerce.

Quant aux armes de guerre, le régime instauré en 1885 est pleinement satisfaisant : la fabrication et le commerce ne sont soumis qu'à quelques formalités peu gênantes. Rien n'a été changé, il est vrai, pour la détention, qui est toujours interdite par la loi de 1834, mais cette sévérité se comprend ici sans difficulté ; l'on n'a pas besoin, en temps de paix, d'avoir chez soi ou sur soi des armes de guerre, les armes permises sont bien suffisantes. D'ailleurs nous l'avons vu, dans tous les cas où c'est utile, l'autorité est très tolérante : elle a même donné aux sociétés de tir la

facilité de posséder un certain nombre d'armes de guerre, Il n'y a donc pas lieu de se plaindre.

La seule question importante est celle des armes prohibées. Il faut reconnaître qu'à cet égard notre législation est manifestement insuffisante. La répression ne s'applique plus maintenant qu'au seul port des armes prohibées, en vertu de l'article 1^{er} § 2 de la loi du 24 mai 1834. En effet, depuis la loi du 14 août 1885, on peut, sans difficultés fabriquer ou vendre des armes prohibées. C'est de là que vient tout le mal !

Nous l'avons déjà dit, comment espérer restreindre l'usage des armes prohibées en interdisant le port, quand on permet la libre fabrication et la vente de ces armes. Il y a là une antinomie ! Les individus, qui achètent une arme prohibée, ne redoutent guère la loi de 1834 ; ils se fient, d'abord, à leur habileté pour ne pas se laisser prendre en flagrant délit. Pour le reste, les délinquants peuvent se diviser en deux catégories : les malfaiteurs, qui ne craignent pas les lois ; les honnêtes gens, qui tout en se promettant de ne se servir de leur arme que pour leur défense, à la dernière extrémité, pensent qu'il vaut mieux encourir l'amende que le tribunal leur infligera, avec les circonstances atténuantes, plutôt que s'exposer à perdre la vie. Voilà pourquoi l'action de la justice ne se fait ordinairement plus sentir, maintenant, qu'une fois qu'on s'est servi de l'arme et alors elle se confond souvent avec une poursuite pour un crime ou un délit plus grave. Ce qu'il faudrait, ce serait prévenir, tarir le mal à sa source, empê-

cher non seulement l'usage de ces armes prohibées, mais aussi la possession. Et la preuve que le mal vient surtout de la loi de 1885 ressort avec éloquence des renseignements précieux, donnés par M. de Boury dans l'exposé des motifs de son projet de loi, que nous étudierons par la suite.

D'après les statistiques publiées par M. de Boury, le nombre des délinquants pour port d'armes prohibées était jusqu'en 1885 de 300 à 400 par an. Les premiers chiffres datent de 1837 :

En 1837 on trouve	266	inculpés
En 1847	—	378 —
En 1857	—	328 —
En 1867	—	481 —
En 1877	—	369 —

Mais dès l'application de la loi de 1895, le nombre des délinquants va presque doubler.

En 1887 il y a	710	inculpés
En 1897	—	624 —
En 1899	—	789 —

Et en ces dernières années, les inculpations se multiplient avec une rapidité effrayante :

En 1904 on trouve	1.375	inculpés
En 1905	—	1.702 —
En 1906	—	1.768 —
En 1907	—	3.199 —

Nous n'avons pas de documents pour 1908, 1909, 1910, mais il est bien certain que les chiffres ont dû grossir encore. Ainsi depuis la loi de 1885, les poursuites sont dix fois plus nombreuses et si l'on comptait tous ceux qui n'ont pas eu maille à partir avec la police, on arriverait à des quantités bien plus considérables. Et ce qui prouve que la situation est grave, c'est que les tribunaux qui condamnaient autrefois plus souvent à l'amende, prononcent désormais des peines d'emprisonnement : ainsi, encore d'après M. de Boury, il y a eu, en 1907, 1.698 condamnations à la prison contre 1.426 à l'amende.

Comment veut-on d'ailleurs que les résultats soient autres, quand on voit que « contrairement à l'arrêté du Ministre des Finances du 10 septembre 1874 et à la circulaire du Directeur général de l'Enregistrement du 20 novembre 1874, il arrive fréquemment que les armes saisies passent aux enchères publiques. » Elles sont alors achetées par les brocanteurs, qui les revendent à vil prix aux malfaiteurs. Comment s'étonner alors de tous ces attentats commis avec des revolvers ? car, à notre époque, la question des armes prohibées est devenue la question du revolver. C'est en effet l'arme la plus dangereuse et la plus répandue : arme à feu, elle a l'avantage d'atteindre de loin ; les autres armes prohibées exigent, pour la plupart, le corps à corps, et si, parfois, l'on voit de jeunes assassins s'exercer à lancer, à la mode étrangère, leur poignard sur leur victime, ce sont encore des cas exceptionnels ; ces armes sont donc moins dangereuses que

les armes à feu. Mais le revolver prohibé est particulièrement nuisible parce qu'il peut se dissimuler ; on est arrivé à faire des revolvers qui peuvent se cacher dans le creux de la main et qui, malgré cela, renferment cinq à six cartouches.

Le revolver est donc devenu l'arme « pratique » ! Il n'y a plus besoin d'agilité ou de force pour commettre un mauvais coup ! Jadis, les malandrins étaient des hommes solides et musclés, qui ne manquaient ni d'habileté, ni d'audace ; maintenant les adolescents manient le revolver qui a remplacé, pour les femmes abandonnées, le traditionnel bol de vitriol. C'est donc aussi l'arme « universelle », plus dangereuse encore aux mains d'un maladroit qu'à celles d'un tireur habile, car si elle n'atteint pas son but, elle blesse parfois d'inoffensifs passants.

Il ne faut plus s'illusionner, la question est très grave et il importe de rechercher quel devra être dans l'avenir le régime des armes prohibées pour essayer d'endiguer le flot toujours montant de la criminalité.

Pour remédier à la situation actuelle, il n'y a, à notre avis, qu'une seule solution un peu radicale peut-être, mais en dehors de laquelle on n'arrivera à aucun résultat. Il faut revenir au système ancien : interdire l'existence même des armes prohibées. Et ce n'est pas aussi difficile qu'on pourrait le croire, car si l'on ne peut empêcher l'existence des armes que les malfaiteurs fabriquent ou accommodent eux-mêmes, comme le fameux os de mouton, par exemple ou les couteaux très affilés, on peut arriver à faire dispa-

raître les autres armes dont la confection exige une habileté et un outillage particuliers, comme la canne à épée et le revolver.

Quel est, en effet, le caractère primordial des armes prohibées ? Nous avons vu qu'il consistait surtout dans le fait d'être « cachées et secrètes. » C'est là le nœud de la question. Ce qui est dangereux, c'est leur aptitude à pouvoir se dissimuler, à permettre la réalisation des intentions les moins avouables sans que personne puisse le prévoir, à favoriser subrepticement l'accomplissement des attentats et des crimes. Ces mêmes crimes pourraient, il est vrai, être commis à l'aide d'armes apparentes, mais beaucoup de coupables hésiteraient, s'ils devaient se faire voir avec leurs instruments.

Toutes les armes cachées et secrètes doivent donc être interdites sous des peines très sévères et il faut empêcher non seulement le port de ces armes, mais aussi la détention et même la fabrication et la vente, car nous avons vu par les déplorables effets de la loi de 1885, que la prohibition exclusive du port est inopérante. A quoi sert, en effet, de permettre la fabrication et la vente, quand on ne peut sortir de chez l'armurier en emportant l'arme que l'on vient d'acheter sans être en contravention avec la loi, car il s'agit ici de délit matériel et l'on ne se préoccupe pas de l'intention ? Et quand bien même on arriverait chez soi sans ennui, il faudra la garder à son domicile, où d'ordinaire l'on n'a pas besoin d'une arme d'aussi petite taille, sous peine de s'exposer aux peines prévues par la

loi. Avouons donc qu'une telle législation excite à la fraude : en cette matière, il faut tout permettre ou tout défendre et nous l'avons vu, c'est grâce à la jurisprudence si la loi de 1885 n'a pas produit de résultats plus désastreux.

Mais, nous dira-t-on, ces armes que vous voulez faire disparaître ne servent pas seulement à attaquer, elles servent aussi à défendre? C'est vrai! mais alors dans ce cas, pourquoi se dissimuler, quel besoin y a-t-il d'avoir un revolver minuscule pour se défendre? De deux choses l'une, ou vous avez acheté l'arme pour vous défendre dans votre appartement, le cas échéant, et il n'est pas du tout indispensable d'avoir un instrument pouvant se cacher dans le creux de la main, ou vous l'avez acquise, pour vous en munir dans vos sorties, afin d'en pouvoir user en cas de danger? Cette dernière intention est louable, mais pourquoi ne pas vouloir montrer ses armes? Est-ce par crainte de passer pour poltron? Il faut avouer qu'en cette matière, les raisons d'amour propre sont un peu déplacées. On ne doit, en effet, s'armer qu'en cas de nécessité et il est même des cas où il est prudent de s'armer, mais alors pourquoi se cacher? Si vous habitez un faubourg mal fréquenté, où vous ne pouvez rentrer qu'à une heure tardive, il peut être sage de vous munir d'une arme, pour vous défendre le cas échéant; mais alors n'hésitez pas à vous montrer avec votre arme, ce port ostensible pourra même exercer une salutare influence sur les malfaiteurs. La dissimulation fait supposer, et

c'est souvent la vérité, que le port d'armes n'est pas nécessaire ; le port d'armes apparent est une preuve de la droiture d'intention, car il faut bien remarquer que les apaches n'oseront pas porter ostensiblement leurs armes et il y aura là un sûr moyen de distinguer les malandrins des honnêtes gens.

Nous objectera-t-on la commodité de ces armes cachées ? nous répondrons qu'il n'y a pas à s'occuper de cela dans une matière aussi sérieuse. Ce n'est pas parce qu'il sera commode à un homme du monde de revenir du bal avec un petit revolver invisible dans son pardessus, qu'il faut faciliter aux malfaiteurs la perpétration de leurs attentats et de leurs crimes. Et d'ailleurs nous pourrions ajouter qu'il y a des gens qui ne portent pas de revolvers et qui lorsqu'ils craignent d'être attaqués se munissent d'une canne solide : il n'est pas plus difficile de porter une arme ostensiblement, d'avoir un revolver en bandoulière, ainsi que font les sportmen, les jours de courses, avec leurs lorgnettes !

Mais alors qu'entendez-vous par armes cachées et secrètes ? Voulez-vous nous obliger à porter un fusil, nous contraindre à nous ceindre les reins d'une cartouchière, avec des pistolets à la ceinture et un poignard entre les dents ? — Il est aisé d'exagérer et de tourner en dérision les projets qui bouleversent les habitudes même les plus mauvaises. Nous entendons par armes cachées toutes celles qui par leur forme ou leur volume peuvent aisément se dissimuler. Le port d'armes n'est, selon nous, licite, et

nous sommes d'accord avec la doctrine et la jurisprudence, que pour les armes permises, c'est-à-dire pour les armes apparentes. Et il ne faut pas sortir de là. Le port d'armes est un droit naturel, mais puisque c'est un droit, il n'est pas besoin de l'exercer en cachette. Si les armes cachées n'existaient pas, on ne s'armerait qu'en cas de nécessité. Actuellement, malgré la prohibition du port d'armes, il y a des gens qui ont toujours un revolver dans leur poche, où qu'ils aillent, à quelque heure que ce soit; il y a bien trop de gens armés, cela tient à la facilité qu'on a de se procurer des armes cachées et de les porter en secret. D'ailleurs, il faut bien le remarquer, *nous condamnons le port en cachette d'armes permises* comme le port d'armes prohibées, nous n'admettons que le port ostensible d'armes permises.

Le jour où l'on punira très sévèrement tout port d'armes qui ne sera pas ostensible, la question des armes, à notre avis, sera bien près d'être résolue et nous échapperons aux reproches que l'on peut faire aux partisans du permis de port d'armes prohibées et à ceux qui ne veulent réglementer que la fabrication et le commerce des armes prohibées.

En résumé nous interdisons sous des peines sévères pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement la fabrication et la vente des armes prohibées, supprimant ainsi la question de la détention de ces armes, distincte pour la jurisprudence de celle du port, et la question du port lui-même. Mais il conviendrait d'établir une liste des armes

prohibées, afin de faciliter la répression des contraventions, et pour prévoir le cas de la création d'armes nouvelles, il y aurait lieu de définir ce qu'il faut entendre par arme prohibée, laissant à la prudence des juges, le soin d'établir si l'arme nouvelle présente les caractères requis par la loi. Ce système nous paraît, en effet, préférable à celui de l'énumération limitative, pouvant être complétée par décret, car il a l'avantage de permettre d'atteindre aussitôt les inventeurs d'armes nouvelles, tandis qu'avec le système adverse, on ne peut frapper que leurs imitateurs.

Pour mettre fin aux controverses, il faudrait aussi préciser ce qu'on doit entendre par revolver prohibé, fixer une longueur raisonnable au-dessous de laquelle il serait défendu de fabriquer des revolvers.

Mais il ne suffit pas de prendre des dispositions pour l'avenir, il faut aussi s'occuper du port des armes actuellement existantes. Les fabricants et les commerçants qui les détiennent agissent en vertu d'un droit à eux accordé par la loi de 1885, on ne saurait donc saisir ces armes sans les indemniser du préjudice que ce fait leur causerait. Nous proposons donc de décider que les armes prohibées, actuellement fabriquées, ou mises en vente dans les magasins des armuriers, seront saisies et détruites, et qu'un décret rendu en Conseil d'État déterminera le mode et le taux du rachat de ces armes comme il a été fait en 1815 pour les possesseurs d'armes de guerre. — Quant aux particuliers, qui en seront munis, ils devront les garder chez

eux et ne pourront les porter sans s'exposer à des peines graves de six mois à deux ans d'emprisonnement, et l'on ne saurait nous accuser de leur faire tort, puisqu'il n'y aurait pour eux rien de changé au régime actuel, sauf en ce qui concerne le taux plus élevé des peines et leur mode, réduit à l'emprisonnement.

D'ailleurs, nous le répétons, ces peines devront s'appliquer au porteur même d'armes permises, lorsqu'il n'aura pas exercé son droit d'une manière ostensible.

De cette façon, nous en sommes persuadé, on ne portera plus d'armes que dans les cas de nécessité, mais chacun sera libre de s'en munir, quand il le jugera nécessaire. — Le régime, que nous proposons, nous semble, en effet, très libéral, à la fois pour les armuriers et pour le public, car, à la différence de ceux que nous étudierons par la suite, il ne comporte ni autorisation, ni surveillance, ni intervention administrative. Les peines dont il est sanctionné sont sévères, mais en cette matière, il est nécessaire d'établir des pénalités intimidantes et si la justice les appliquait fermement, s'il était donné aux jugements une large publicité, nul doute qu'elles pourraient exercer une influence salutaire.

En présence de la recrudescence des crimes de sang, l'initiative parlementaire a fait déposer en ces dernières années un certain nombre de propositions concernant les armes prohibées. On peut les diviser en deux groupes : les unes admettent la création d'un permis de port et réglementent en conséquence la fabrication et la vente ; les

autres, au contraire, ne veulent rien modifier au régime du port et ne s'attachent qu'à prendre des mesures spéciales pour la vente des armes prohibées. Nous n'admettons ni l'une ni l'autre de ces solutions.

PROPOSITION CHAUTEMPS

La première en date de ces propositions est celle de M. F. Chautemps, député de la Savoie. Déposée le 10 juin 1907, elle a été renvoyée à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle (*Journal officiel*, Doc. parl., n° 1041. P. 508). Elle est ainsi conçue :

Article premier. — La vente des armes prohibées et des armes réglementaires, qui en raison de leur nature et de leur dimension sont susceptibles d'être cachées, est interdite à tous les commerçants et fabricants, sauf la production par l'acheteur d'un permis de port d'armes délivré gratuitement à Paris par la Préfecture de police et dans les départements par le préfet sur demande transmise par les maires.

Art. 2. — En cas de vente, les commerçants seront tenus de :

1° Faire livraison à domicile.

2° Avoir un registre spécial coté et paraphé par le commissaire de police ou à son défaut par le maire, sur lequel ils inscriront jour par jour et sans blanc, ni rature, les

nom, prénoms, profession et adresse de l'acheteur ; la désignation de l'arme, la date de la vente, le numéro et la date du permis. Ce registre sera à la disposition de la police.

Art. 3. — Toute contravention aux prescriptions de la présente loi sera punie d'une amende de 20 à 100 francs et en cas de récidive d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 200 à 1.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Il résulte donc de ces dispositions que la fabrication des armes cachées serait permise, mais la vente ne pourrait être faite qu'à ceux qui produiraient un permis de port délivré par l'autorité. Nous ne savons pas cependant dans quelles conditions aurait lieu la délivrance de ces permis. Serait-elle laissée à l'arbitraire préfectoral ou bien ne devrait-elle être effectuée que suivant des principes bien déterminés ? Y aurait-il un recours en cas de refus et devant qui ? Le permis pourrait-il servir à acheter plusieurs armes ? Devrait-il être muni du signalement ou de la photographie du titulaire ? — Autant de questions que la proposition laisse sans réponses. L'article 1^{er} aurait donc besoin d'être complété. Quoiqu'il en soit, déclarons dès maintenant que nous n'admettons pas le principe du permis de port d'armes prohibées : autant que possible, il faut éviter, en toute matière, l'ingérence de l'administration, qui, tôt ou tard, sait faire payer ses bons offices ; le permis serait d'abord gratuit, mais le fisc ne tarderait pas à le taxer et à l'imposer, passons-nous donc du permis, qui

n'est pas nécessaire, nous l'avons démontré, quand il n'y aurait que cette seule raison; mais nous pourrions en donner, par la suite, plusieurs autres non moins convaincantes.

L'article 2 renforce les dispositions de l'article 1^{er} en édictant deux nouvelles mesures de précaution : la livraison à domicile et la tenue d'un registre spécial.

La livraison à domicile nous semble une prescription passablement inutile; elle se comprendrait si l'on n'exigeait pas un permis de port d'armes, car elle permettrait de s'assurer de l'identité de l'acheteur : dans le cas actuel, elle ne pourrait servir qu'à vérifier et d'une manière bien vague, si l'acheteur était le vrai titulaire du permis de port d'armes prohibées. Encore est-il qu'il faudrait savoir ce qu'on doit entendre par livraison à domicile? Cela veut-il dire que les armes devront être livrées à l'adresse marquée sur le permis et qu'on ne peut acheter des armes que dans la ville où l'on a son domicile, mais alors le titulaire d'un permis, qui partant en voyage, oubliera son revolver ne pourra en acheter un autre en route! Faut-il entendre, au contraire, par là, qu'il suffira d'indiquer l'adresse d'une résidence, même passagère? Mais alors celui à qui l'on aura refusé un permis et qui cependant voudra se procurer une arme, pourra, entre autres moyens, en utilisant le permis d'un ami se faire livrer une arme à un hôtel quelconque, dans n'importe quelle ville, sous un nom emprunté, puisque le permis, nous l'avons vu, tel qu'il ressort des termes de la proposition, ne comporte pas

de mentions spéciales, quant à l'identification du titulaire et quant au nombre des armes et ne prévoit pas de peines en cas d'usage d'un permis appartenant à autrui. Ainsi avec un ami complaisant, on pourrait toujours se procurer des armes prohibées : il est vrai, qu'il serait facile de remédier à ces imperfections et qu'on pourrait étendre au permis de port d'armes prohibées les dispositions qui régissent le permis de chasse, mais nous n'avons ici qu'à discuter des textes. — D'ailleurs il est peu probable que les armuriers se conformeraient de bon gré à cette prescription et la surveillance serait si difficile, qu'il semble bien qu'il y aurait là une mesure illusoire.

Quant à la tenue du registre, les résultats qu'on en pourrait attendre, dans cette proposition, seraient de peu de conséquence : ce registre diffère en effet de celui que l'Ordonnance de 1816 imposait aux armuriers pour toutes les armes et de celui que la loi de 1885 n'exigea plus que pour les armes réglementaires. Il ne mentionne en effet, ni les achats d'armes cachées, ni les noms des vendeurs, puisque la fabrication est permise. Comment alors assurer un contrôle efficace, puisqu'on ne pourrait comparer le chiffre des armes achetées et celui des armes vendues, il n'y aurait pas moyen de constater les fraudes ou les omissions dans la tenue du registre.

Mais ce qu'on doit reprocher surtout à cette proposition, c'est de n'avoir rien prévu pour les armes actuellement en usage. S'il est vrai qu'il résulte implicitement de ses dispositions que le port d'armes prohibées est toujours

interdit à ceux qui ne seront pas munis d'un permis, ou ne voit pas que le possesseur actuel soit obligé de se mettre en règle avec la loi : nous ne saurions accepter cette façon de régler par à côté la question de la détention en ne s'occupant que de la vente des armes prohibées.

D'ailleurs l'article 3 ne prévoit de sanctions que pour les commerçants en contravention avec la loi : il ne modifie pas les peines portées par l'article 1^{er} § 2 de la loi de 1834, ce qui serait pourtant de première nécessité, vu leur peu d'efficacité.

Bref nous ne pouvons souscrire à la proposition Chautemps, car nous n'en admettons pas le principe et nous avons montré par des critiques de détail qu'elle était incomplète et d'une utilité douteuse.

PROPOSITION DE BOURY

Nous ne ferons pas les mêmes reproches à la proposition déposée par l'honorable M. de Boury, député de l'Eure, le 25 octobre 1910 (1), quoiqu'elle repose aussi sur le principe du permis de port d'armes prohibées. Après avoir parcouru, dans un exposé de motifs fort intéressant, les législations antérieures et montré les raisons qui militent impérieusement en faveur de solutions plus efficaces, M. de Boury présente, dans une proposition très bien étudiée, une réglementation nouvelle de la fabrication, de la vente et du port des armes prohibées. Cette proposition est ainsi conçue.

Article premier. — Sont considérées comme armes prohibées les armes offensives, cachées et secrètes, quelle qu'en soit la nature.

Art. 2. — Tout individu, qui sera trouvé porteur, sans autorisation régulière, d'une arme prohibée sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 300 francs.

(1) *Journal Officiel*, Doc. parl., n° 392, p. 16 (Sess. ex. de 1910).
Renvoyée à la Commission.

L'arme sera confisquée et sera détruite.

Les tribunaux pourront en outre prononcer contre le délinquant l'interdiction de séjour depuis deux ans jusqu'à dix ans.

Art. 3. — Des autorisations de porter des armes prohibées pourront être délivrées à Paris et dans le ressort de la préfecture de police par le préfet de police, dans les départements par le maire de la commune à toute personne qui en fera la demande.

Ces autorisations seront permanentes ou temporaires et spécifieront l'arme dont le port sera autorisé. Elles pourront toujours être révoquées.

Les refus et les révocations de permis de port d'armes seront notifiés aux intéressés dans la forme administrative dans le délai d'un mois de la date du dépôt de la demande. Appel de cette décision pourra être interjeté dans les cinq jours de la notification, devant le juge de paix qui en sera saisi et qui statuera comme en matière d'inscription sur les listes électorales, mais sur la seule intervention de la partie intéressée.

Art. 4. — Toute personne qui voudra se livrer à la fabrication et au commerce des armes prohibées, ainsi qu'à la fabrication et à la vente des munitions nécessaires à ces armes, devra adresser à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, au préfet de police, dans les départements au maire de la commune dans laquelle elle se propose de créer un établissement, une déclaration dont il lui sera délivré récépissé.

Art. 5. — Tout commerçant ou fabricant qui a fait cette déclaration est tenu d'avoir un registre coté et paraphé à chaque page par le commissaire de police ou à son défaut par le maire et sur lequel il est tenu d'inscrire, jour par jour et sans blancs ni ratures les noms, prénoms, surnoms, qualités et demeure de ceux auxquels il vend des armes prohibées ou des munitions, l'espèce et la quantité des armes et des munitions vendues. Il doit présenter ce registre à toute réquisition du commissaire de police ou du maire.

Art. 6. — Il est interdit aux fabricants et marchands de vendre des armes prohibées ainsi que des munitions nécessaires pour ces armes :

1° A des mineurs ;

2° A des personnes non munies d'une autorisation de port d'armes ;

3° A des personnes dont les noms et demeures ne leur seraient pas connus, à moins que l'identité n'en soit certifiée par deux témoins connus, qui devront signer au registre prescrit par l'article précédent.

Art. 7. — Toute infraction aux prescriptions des articles 4 et 5 de la présente loi sera punie d'une amende de 16 à 100 francs et en cas de récidive, d'une amende de 50 à 200 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les armes et munitions mises en vente sans déclaration préalable du fabricant et du marchand seront confisquées.

Art. 8. — Toute infraction aux prescriptions de l'art. 6

sera punie d'une amende de 16 à 200 francs et pourra l'être d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

En cas de récidive, ces peines pourront être portées au double.

Art. 9. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux faits prévus par la présente loi.

Art. 10. — Sont abrogés les articles 314 du Code pénal et l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1834 et généralement toutes dispositions contraires à la présente loi.

L'article 1^{er} donne des armes prohibées la même définition que la déclaration du 23 mars 1728. M. de Boury a préféré « reprendre les termes de la déclaration..... qui permettent d'atteindre toutes les armes dont le port peut être dangereux pour la sécurité publique, que de tenter, à l'exemple des anciens règlements, une énumération forcément incomplète. » L'honorable député a pensé que cette répétition s'imposait et c'est pour mettre fin, nous dit-il, aux controverses qui se sont élevées dans la jurisprudence sur l'existence des armes prohibées après la loi du 14 août 1885 et sur les signes auxquels on peut reconnaître le revolver prohibé, que la Chambre doit affirmer « que le délit de port d'armes prohibées existe toujours en dépit de la loi de 1885 et déterminer « ce qu'on doit entendre par armes prohibées. »

Nous ne contestons point qu'il pouvait être utile de proclamer dans la loi la survivance du délit de port d'armes prohibées, quoiqu'en réalité la jurisprudence se soit définitivement prononcée en ce sens. Quant à la définition,

nous en avons déjà précédemment admis le principe, mais nous aurions préféré qu'elle fut un peu moins concise et nous ferons remarquer qu'elle ne mettra pas fin aux controverses sur les revolvers, car lorsque celles-ci s'élevèrent, la jurisprudence admettait unanimement la survivance de la déclaration de 1728 : il serait donc nécessaire, comme nous l'avons proposé, de définir spécialement le revolver prohibé.

L'article 2 augmente avec juste raison les peines portées par l'article 1^{er} § 2 de la loi du 24 mai 1834 : le maximum de l'emprisonnement est élevé à un an et celui de l'amende à 300 francs ; il modifie aussi, en ce qui concerne l'interdiction de séjour, les dispositions de l'article 11 de la loi de 1834, l'interdiction peut être prononcée pour une durée qui varie entre 2 et 10 ans. Enfin cet article établit une addition intéressante au § 3 de l'article 314, dont la jurisprudence a admis la survivance avec le § 4 : il ajoute la destruction à la confiscation des armes prohibées. Cette mesure, nous le savons, était absolument nécessaire.

M. de Boury, nous l'avons dit, est partisan du permis de port d'armes. Il le présente d'une façon fort séduisante dans son article 3, en prévoyant même un recours rapide et gratuit devant le juge de paix, ou cas où un refus serait opposé à la demande. Sur la question de savoir, si le refus devra être ou non motivé, l'exposé des motifs nous donne quelques explications : « Une double considération devra les guider (le préfet de police et les maires) dans l'examen des demandes qui leur seront adressées : la moralité du

postulant, la valeur des motifs indiqués. Il se conçoit que si la demande émane d'un repris de justice, d'un individu mal famé ou même d'une personne connue par sa violence elle sera impitoyablement refusée. De même il faudra que pour obtenir cette autorisation, on fasse valoir des raisons sérieuses : l'obligation où l'on est de rentrer tard la nuit, la nécessité de voyager souvent, des menaces qui vous ont été adressées, etc... » — Mais toutes ces bonnes raisons ne sauraient faire changer notre opinion, nous continuons à penser qu'il n'est pas du tout nécessaire que l'administration s'occupe de nos affaires, surtout lorsqu'on peut facilement, comme nous l'avons démontré, se passer de son intervention. Ainsi il faudra faire connaître ses projets, mêler le maire à ses affaires dans les petites communes ! Mais enfin sans avoir de raisons pressantes, on peut avoir besoin de s'armer à l'occasion et ainsi le rentier casanier, auquel on aura refusé le permis pour insuffisance de motifs, ne pourra, s'il est subitement obligé de voyager, emporter des armes, ou alors s'il introduit une nouvelle demande, il lui faudra attendre la réponse pendant un mois peut-être ! Il faut avouer qu'il y a là bien des inconvénients.

D'un autre côté, nous dit-on, il faudra présenter des garanties de moralité pour avoir le droit de porter des armes prohibées. Soit ! Mais alors supposons quelqu'un qui ne les présente pas, ces garanties, une personne connue par sa violence, pour suivre l'exemple de M. de Boury, et que cette personne ait véritablement une raison

majeure pour s'armer, qu'elle soit menacée de mort par exemple, on lui refuse un permis! N'y a-t-il pas quelque injustice à l'empêcher de se défendre!

Mais, nous objectera-t-on, dans les deux exemples que vous venez de donner, ces individus pourraient user d'armes permises? Nous le concédons, mais pourquoi accorder un privilège à certains et quelles raisons en donner? Pourquoi permettre aux uns d'user d'armes cachées et le refuser aux autres? Ne vaut-il pas mieux établir, comme nous le proposons, la liberté et l'égalité pour tous?

Avec nous, M. de Boury juge qu'en matière d'armes prohibées, il ne suffit pas de réglementer la détention, il faut encore s'occuper de la fabrication et de la vente. Pour arriver à son but qui est de restreindre aux honnêtes gens le droit d'avoir des armes prohibées, M. de Boury veut rendre l'achat moins facile. Pour cela, s'inspirant des dispositions de la loi de 1885 sur les armes réglementaires, il impose à tous fabricants ou marchands d'armes prohibées, qui veulent s'établir en un endroit, l'obligation de faire une déclaration, sous peine de confiscation des armes : de plus il les contraint à tenir un registre semblable à celui proposé par M. Chautemps et auquel nous pouvons adresser les mêmes reproches. Les commerçants n'étant pas obligés d'inscrire leurs achats sur le registre, il est très difficile de surveiller les fraudes et les omissions. MM. Chautemps et de Boury font tous deux remarquer qu'il se sont inspirés de la législation, qui régit le com-

merce des brocanteurs, mais il faut faire bien attention que l'article 1^{er} § 3 de la loi du 15 février 1898, qui exige la tenue d'un registre, dit que le brocanteur devra inscrire les noms, surnoms, qualités et demeures de ceux avec *qui il contracte* et non pas seulement de ceux à qui il vend. Il y aurait donc eu intérêt à prescrire la mention des achats d'armes prohibées. Ces deux articles 4 et 5 sont sanctionnés par l'article 7 d'une amende de 16 à 100 francs et en cas de récidive d'une amende de 50 à 200 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Que de gêne imposée au commerce des armes pour permettre à quelques privilégiés d'acheter et de porter des armes prohibées ! Combien notre système nous paraît plus simple et plus pratique !

Pour compléter ces mesures, l'article 6 défend de vendre des armes prohibées et les munitions nécessaires pour les charger :

1^o A des mineurs ;

2^o A des personnes non munies d'une autorisation de port d'armes ;

3^o A des personnes dont les noms et les demeures ne seraient pas connus, à moins que l'identité n'en soit certifiée par deux témoins connus qui devront signer au registre prescrit par l'article précédent.

Cet article 6 nous semble d'une rédaction un peu défectueuse, car les différents termes de l'énumération empiètent, à notre avis, les uns sur les autres. Il eut été

préférable, croyons nous, de dire dans l'article 3 que les permis de port d'armes prohibées ne pourront être accordés qu'à des majeurs. Quant au reste il eut mieux valu fondre les deux paragraphes en un et déclarer, si nous comprenons bien la pensée de M. de Boury, que les armuriers ne pourront vendre des armes prohibées qu'à ceux des porteurs de permis qui leur seraient connus, à moins que leur identité ne soit certifiée par deux témoins connus, qui devront signer au registre prescrit par l'article précédent. M. de Boury a voulu sans doute ainsi prévenir l'usage du permis par un autre que le titulaire, mais n'aurait-il pas été plus simple d'exiger sur le permis la photographie du titulaire, timbrée par l'administration, pour éviter les fraudes.

Ces prescriptions sont sanctionnées par l'article 8 d'une amende de 16 à 200 francs : les juges pourront y ajouter un emprisonnement de six jours à trois mois. En cas de récidive les peines seront doublées. Une peine de prison était absolument nécessaire, car en cette matière le pouvoir coercitif d'une amende aussi minime, eut été vraiment dérisoire.

L'article 9 rend applicable aux faits prévus par cette loi l'article 463. Nous avons déjà vu que cet article a eu sa part dans la médiocrité des résultats de la loi de 1834 : la reconnaissance trop facile des circonstances atténuantes a réduit les sanctions à des amendes minimales et, ce qui est plus grave a fait entrer dans l'opinion cette idée, que le port d'armes prohibées ne coûtait, lorsqu'il était découvert,

qu'une amende de quelques dizaines de francs, aussi a-t-on parfois proposé de modifier l'article 11, paragraphe premier, de la loi de 1834, qui permet l'application de l'article 463 ! Ne serait-il pas plus sage, comme le préconise M. Rosenmark dans la *Revue Judiciaire* du 25 janvier 1911, en présence de tels exemples, de déclarer l'article 463 inapplicable en notre matière et pour rendre la répression plus efficace de décider que les condamnés ne pourront bénéficier de la loi de sursis ? Sans penser comme M. Rosenmark, que ce soit là la seule réforme nécessaire, nous admettons volontiers cette proposition, car il faut ici selon nous une répression juste, mais sévère.

Nous ne voudrions pas terminer l'étude de la proposition de M. de Boury sans citer les quelques lignes de son exposé de motifs, où il justifie les prescriptions imposées à l'industrie et au commerce des armes : « Ces diverses mesures apporteront évidemment quelque gêne à l'industrie et au commerce des armes, mais elles sont commandées et légitimées par l'intérêt social, devant lequel les intérêts privés, même les plus respectables, doivent s'incliner. » Ces paroles, nous nous en servons pour justifier aussi la réforme que nous proposons, mais il nous semble bien que notre système est plus simple, plus net, plus libéral même que celui de M. de Boury, voilà pourquoi nous n'admettons pas sa proposition, mais nous avouons volontiers que de toutes les réformes que nous avons étudiées, celle-ci nous a semblé la plus travaillée dans le but de solutionner la question d'une façon utile et complète.

PROPOSITION BERRY

Un second système, nous l'avons dit, n'admet pas le permis de port d'armes prohibées : il apparaît pour la première fois dans la proposition de loi de M. Georges Berry du 16 janvier 1911 (1), qui a été renvoyée comme les précédentes à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle. Elle est ainsi conçue :

Article premier. — Il est interdit aux brocanteurs et aux commerçants tenant un bazar de vendre des revolvers ou armes similaires.

Les armuriers seuls autorisés à procéder à cette vente ne pourront livrer la marchandise qu'au domicile de l'acheteur. Ils seront obligés, en outre, d'avoir un registre spécial sur lequel seront inscrits les noms et adresses des acheteurs.

Le registre devra être communiqué, à toute réquisition, aux agents de la force publique.

Art. 2. — Les contrevenants à ces prescriptions seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de cent à deux cents francs.

En cas de récidive, la peine encourue sera d'un jour à cinq jours de prison.

(1) *Journal Officiel*, Doc. parl., n° 672.

M. Berry ne veut donc réglementer que « la vente des revolvers et armes similaires. » Mais que faut-il entendre par là ? D'abord M. Berry ne fait pas de distinction entre les revolvers permis et les revolvers prohibés, nous devons donc admettre qu'il s'agit du revolver en général. Quant aux armes similaires, cette expression quelque peu ambiguë peut donner lieu à diverses interprétations : il s'agit ou des autres armes à feu, ou des autres armes prohibées. Dans le premier cas, la réforme nous semblerait excessive ; la plupart des autres armes à feu, si l'on en excepte les pistolets, qui sont maintenant bien démodés, entrent presque toutes dans la classe des armes permises, et il n'y a pas lieu, selon nous, d'aller modifier le régime de ces armes. Pour ce qui est de la seconde interprétation, elle nous semble moins en rapport avec la proposition, il ne s'agit là en effet que d'armuriers, d'arquebusiers, et d'ailleurs, on n'y trouve pas une seule fois les mots « armes prohibées. »

Quoiqu'il en soit, M. Berry estime donc qu'il n'y a rien à changer à notre législation sur le port des armes prohibées. Dans son exposé des motifs, l'honorable député annonce qu'il a étudié la législation étrangère, mais tout « ce qui a été édicté dans les divers pays, qui se sont préoccupés de la question, lui a semblé très peu efficace. » Il cite, entre autres, la législation anglaise qui interdit aux commerçants, sous peine d'amende, de vendre des revolvers aux individus non munis d'un permis spécial : ce permis est délivré pour une douzaine de francs, par tous

les bureaux de poste, aux personnes âgées de plus de 18 ans, qui ont fait une déclaration à la police. Mais cette législation ne paraît pas avoir atteint le résultat désiré puisqu'il résulte de l'enquête de M. Berry « que jamais ou presque jamais le marchand n'exige le fameux permis, qui d'ailleurs n'est réclamé de l'autorité que par quelques rares Anglais. »

Si l'on ne pouvait objecter aux partisans du permis que l'exemple de nos voisins d'outre-Manche, ils auraient beau jeu de répondre que l'insuccès tient là à la faiblesse des pouvoirs publics. M. Berry, dans sa proposition, ne donne pas de raisons particulières de son opposition, mais nous l'avons entendu, en février, à la réunion de la Société des Prisons développer de vive voix les arguments, qui, pour lui, militent contre le permis de port d'armes prohibées. Sa principale objection repose sur cette affirmation que les porteurs de permis, forts de l'autorisation à eux accordée par l'autorité, auront toujours sur eux leur revolver, l'emporteront dans les assemblées électorales ou autres, où les têtes s'échauffent, les haines se montrent au grand jour et les coups partiront tout seuls, malgré les meilleures intentions. M. Berry préfère donc le système actuel, la prohibition permanente et universelle du port des armes prohibées; malgré ses défauts, il est, pour lui, un obstacle salutaire, qui empêche bien des gens d'emporter leurs revolvers. Mais alors, pouvons nous lui dire, puisque vous voulez empêcher le port de ces armes dangereuses, pourquoi en permettre la vente, pourquoi

favoriser ainsi, comme nous l'avons démontré, la fraude et la résistance à la loi? D'ailleurs l'argument de M. Berry se nous semble pas extrêmement convaincant; nous sommes persuadé qu'à l'heure actuelle, un certain nombre des assistants aux assemblées électorales, par exemple, sont munis de revolvers et nous ne sachons pas qu'on ait à regretter beaucoup d'attentats dans ces réunions!

Bref M. Berry trouve le système du permis inefficace, mais le régime qu'il préconise doit-il produire beaucoup plus d'effets? Il peut se résumer en quelques mots : Réduction du nombre des vendeurs, restriction de la facilité d'achat.

D'abord, M. Berry interdit la vente des revolvers et armes similaires aux bazars et aux brocanteurs, aux uns parce que leur clientèle est faite de passants, autrement dit d'inconnus, aux autres parce qu'ils sont souvent les complices des malfaiteurs. Nous ferons remarquer à l'honorable député de Paris qu'il ne prévoit pas d'indemnités pour ceux qu'il dépouille du droit de vendre des revolvers et pourtant ces commerçants avaient reçu ce droit de la loi du 14 août 1885 : il semble même résulter des termes de la proposition, nous l'avons vu, qu'ils seraient privés du droit de vendre n'importe quelle arme. Ne serait-il pas nécessaire, au nom des droits acquis, au nom de la liberté du commerce, de les indemniser du préjudice qui leur sera causé?

Seul, l'armurier pourra donc vendre des revolvers et armes similaires, mais il ne sera pas entièrement libre, il

devra se soumettre à plusieurs formalités : d'abord les armes seront obligatoirement livrées à domicile : il faudra, de plus, tenir un registre spécial sur lequel seront inscrits les noms et adresses des acheteurs et qui sera communiqué, à toute réquisition, aux agents de la force publique.

C'est sur cette triple condition que M. Berry fonde ses espérances de voir diminuer le nombre des crimes commis avec des revolvers. Il n'y a pas, selon lui, d'autre moyen d'empêcher les gens sans aveu et les criminels de toutes classes de se procurer des armes dangereuses : ainsi, nous dit-il, « les membres qui composent les bandes des boulevards extérieurs n'ayant pas de demeure fixe ou n'étant pas disposés à faire connaître cette demeure se garderont bien d'entrer chez l'arquebusier.... » Mais nous ferons remarquer à M. Berry, que ces apaches, qui n'iront pas acheter de revolvers, n'en ont pas besoin : ils en sont déjà munis et ils le seront pendant longtemps. La proposition de l'honorable député ne pourrait donc avoir effet que dans un temps éloigné, or c'est tout de suite qu'il faut agir, tout de suite qu'il faut essayer d'endiguer cette marée envahissante du crime. — Quant au criminel d'un rang plus élevé, le « monsieur », comme l'appelle M. Berry, il « n'aura point les raisons du souteneur ou du repris de justice pour ne point s'adresser à l'armurier ; néanmoins lorsque celui-là se verra dans la nécessité d'indiquer son nom et son adresse, il hésitera à ouvrir la porte du magasin, quand il s'y présentera dans le but de chercher les moyens de perpétrer un crime. » M. Berry, à notre avis, s'illusionne fortement ici :

son « monsieur », qui aura l'intention de commettre un crime, ne craindra pas de donner son nom et son adresse, car la plupart du temps rien ne fait prévoir l'attentat qu'il va commettre, il n'aura donc point à redouter que l'armurier fasse part de ses soupçons à la police : et si l'on nous dit qu'il voudra éviter de donner une indication qui puisse faire découvrir qu'il est l'auteur du crime, nous répondrons que dans les classes moyenne et élevée, la plupart des crimes sont des crimes passionnels et que leurs auteurs ne songent guère ordinairement à se cacher ou à s'enfuir.

Et quand il en serait ainsi, quoi de plus commode que d'aller acheter son arme dans une ville où l'on est inconnu et de se la faire livrer dans un hôtel, sous quelque faux nom, car la livraison à domicile n'est exigée par M. Berry, en réalité que pour faciliter la connaissance du véritable nom de l'acheteur. Dans tous les cas où le nom sera bien connu, ce sera une obligation absolument ennuyeuse et vexatoire ; dans les autres cas, elle sera peu efficace, car ou bien l'acheteur ne la redoutera pas, ou bien il s'arrangera pour la tourner.

Quant au registre imposé par M. Berry, nous pourrions lui adresser les mêmes reproches qu'à ceux de MM. Chautemps et de Boury ; nous continuons à penser que leur utilité n'est pas bien démontrée, car les moyens de contrôle qu'ils doivent fournir nous paraissent illusoire. Celui de M. Berry se distingue même des précédents en ce qu'il n'indique pas les armes vendues, mais seulement les noms et adresses des acheteurs. Tant qu'on n'oblige pas à men-

tionner les achats, il nous semble presque impossible de prouver qu'il y a eu des fraudes ou des omissions dans la tenue du registre.

Ainsi donc, sauf cette différence que l'achat des armes est rendu moins facile, il n'y a rien de changé à la situation actuelle : nous pouvons même faire cette constatation bizarre que le livreur de l'armurier sera passible des peines de la loi de 1834, chaque fois qu'il portera le revolver chez le client, car, nous le savons, la jurisprudence n'admet aucune excuse. — C'est là toute la réglementation de M. Berry; il ne modifie même pas l'article premier § 2 de la loi de 1834; nous lui ferons cependant remarquer que c'était pourtant une réforme essentielle; c'est parce qu'on ne craint pas la loi de 1834 qu'on achète tant de revolvers, il faut donc aggraver les pénalités et ce n'est pas en rendant l'achat plus difficile qu'on arrivera à quelque chose, d'autant plus qu'il est bien probable qu'en France, comme en Angleterre, les armuriers tiendront peu compte des dispositions de la loi, et pour éviter les tracasseries, vendeurs et clients s'entendront pour la frauder.

En résumé nous n'admettons pas la proposition Berry : tout en gênant le commerce, elle ne réalise aucune des améliorations souhaitées; on peut lui faire, nous l'avons vu, les mêmes reproches qu'au régime actuel. A quoi bon alors modifier si les résultats doivent être négatifs?

AMENDEMENT DE MM. CHAUTEMPS ET DE BOURY
A LA LOI DES FINANCES

Quelques jours plus tard, le 20 janvier 1911, redoutant les retards qui pourraient survenir dans l'étude, par la Commission, des propositions sur les armes prohibées, MM. Chautemps et de Boury ont déposé un amendement à la loi des finances, qui n'est, en réalité, que la réédition de l'ancienne proposition Chautemps, quelque peu complétée par la proposition de Boury. Cet amendement est ainsi conçu :

Article premier. — La vente des armes prohibées et des armes réglementaires qui en raison de leur nature et de leur dimension, sont susceptibles d'être cachées, est interdite à tous les commerçants et fabricants, sauf la production d'un permis temporaire et révocable de port d'arme délivré gratuitement à Paris par la Préfecture de police et, dans les départements, par le Préfet sur demande transmise par les maires.

Art. 2. — En cas de vente, les commerçants et fabricants seront tenus :

1° De faire livraison à domicile ;

2° D'avoir un registre spécial, coté et paraphé par le

commissaire de police, ou à son défaut par le maire, sur lequel ils inscriront jour par jour et sans blanc ni rature, les nom, prénoms, profession et adresse de l'acheteur, la désignation de l'arme, la date de la vente, le numéro et la date du permis.

Ce registre sera à la disposition de la police.

Art. 3. — Toute contravention aux prescriptions de la présente loi sera punie d'une amende de vingt francs à cent francs, et en cas de récidive d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de deux cents francs à mille francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 4. — Tout individu, qui sera trouvé porteur, sans autorisation régulière, d'une arme prohibée, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante à trois cents francs.

L'arme sera confisquée et détruite.

Nous ne recommencerons pas l'étude, déjà faite, de la proposition Chautemps, nous nous arrêterons seulement sur les modifications et les additions qui y ont été introduites, par suite de sa fusion avec la proposition de Bourry. Nous avons critiqué dans l'article premier le manque d'indications relatives au permis de port d'armes prohibées ; nous savons maintenant, grâce à des emprunts faits à l'article 3 de la proposition de Bourry, que ces permis seront temporaires et révocables, mais nous regrettons que M. de Bourry n'ait pas maintenu son système de recours, à la fois pra-

tique et ingénieux et qui était une garantie contre l'arbitraire préfectoral.

Les articles 2 et 3 n'ont pas été modifiés, mais on a ajouté un quatrième article tiré d'une partie de l'article 2 de la proposition de Boury, qui prévoit spécialement le port d'armes prohibées sans permis et le punit d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 300 francs; un second paragraphe décide que les armes seront confisquées et détruites. Nous ne pourrions donc plus reprocher à M. Chautemps de ne pas s'occuper des armes actuelles : il était nécessaire, nous l'avons vu, d'élever les peines portées par l'article premier § 2 de la loi de 1834. Toutefois nous ne retrouvons plus ici le § 3 de l'article 2 de la proposition de Boury, d'après lequel : « Les tribunaux pourront, en outre, prononcer contre le délinquant l'interdiction de séjour depuis deux ans jusqu'à dix ans. »

Cet amendement n'apporte pas de solution nouvelle : cela nous dispensera de conclure et de nous arrêter plus longtemps : il devient pourtant, de jour en jour, plus nécessaire de faire quelque chose, car depuis le début de 1911, les attentats à main armée continuent à se multiplier.

RAPPORT DE M. PÉRET

Émue par leur fréquence, la Commission de la réforme judiciaire et de législation civile et criminelle, à laquelle avaient été renvoyées les propositions relatives aux armes prohibées, hâta ses délibérations et le 7 février M. Péret, député, déposait son rapport (1).

Dans l'ensemble, les conclusions de la Commission sont plus favorables au système de M. Berry qu'à celui de M. de Boury, bien qu'elle fait siennes certaines améliorations proposées par l'honorable député de l'Eure : de plus, reprenant une idée émise par le Gouvernement dans le courant de l'année dernière, la Commission a décidé d'augmenter les cas où le port ou l'usage d'une arme constitueraient une circonstance aggravante : elle a donc adopté et soumis à l'appréciation de la Chambre une « proposition de loi concernant la fabrication, la vente et le port des armes non réglementaires et modifiant les articles 232, 314, 318. » Cette proposition est ainsi conçue :

Article premier. — La fabrication et le commerce des armes non réglementaires désignées par décret du Prési-

(1) *Journal Officiel*, Doc. parl., n° 748.

dent de la République sont soumis aux dispositions des articles 3, 4, 6, 12, 13 et 14 de la loi du 14 août 1885 et ne peuvent, sous les peines portées à l'article 13 de cette loi, être exercées accessoirement à une autre industrie ou à un autre commerce.

En outre, la vente d'une des armes ci-dessus visées entraînera, sous les mêmes peines, l'obligation pour le vendeur de la livrer à domicile et contre récépissé de l'acheteur ; l'arme portera un numéro et le nom du vendeur.

Un décret déterminera celles de ces armes dont le port est prohibé.

Art. 2. — Sera punie des peines prévues au paragraphe premier de l'article 154 du Code pénal toute personne qui, en achetant une des armes visées à l'article premier de la présente loi, aura donné un faux nom ou un nom supposé ou un domicile inexact.

Les fabricants ou commerçants qui, sciemment, inscriront sur leurs registres, sous des noms faux ou supposés ou avec l'indication d'un domicile inexact, les personnes qui leur achèteront des armes, seront punis des peines prévues au paragraphe 3 du même article.

En cas de récidive, les peines seront portées au double.

Art. 3. — L'article 314 est ainsi modifié :

Tout individu, qui aura été trouvé porteur d'une arme prohibée par un décret du Président de la République sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 50 à 1.000 francs.

Les tribunaux pourront, en outre, prononcer contre le délinquant l'interdiction de séjour pendant deux ans au moins et dix ans au plus.

En cas de récidive, les peines seront portées au double.

Art. 4. — L'article 232 du Code pénal est ainsi modifié et complété :

« Dans le cas même où les violences n'auraient pas causé d'effusion de sang, blessures ou maladies, les coups seront punis de la réclusion s'ils ont été portés avec préméditation ou guet-apens ou si le coupable a fait usage d'une arme.

Le coupable pourra, en outre, être soumis pendant deux ans au moins et dix ans au plus à l'interdiction de séjour. »

Art. 5. — L'article 318 du Code pénal est aussi remplacé :

Les auteurs de crimes ou délits contre les personnes prévus par le présent Code ou par des lois spéciales seront toujours condamnés au maximum de la peine lorsqu'ils les auront commis à l'aide d'une arme.

Art. 6. — L'article 4, paragraphe 7, de la loi du 27 mai 1885, modifiée par celle du 3 avril 1903, est complété ainsi qu'il suit :

L'emprisonnement pourra être élevé jusqu'à cinq ans si le souteneur a été trouvé porteur d'une arme, bien qu'il n'en ait ni usé ni menacé.

Art. 7. — Dans tous les cas de condamnations soit pour port d'armes illicite, soit pour crimes ou délits commis à

l'aide d'une arme, les tribunaux ordonneront la confiscation de l'arme. L'arme confisquée sera détruite.

Art. 8. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux faits prévus par la présente loi.

Art. 9. — L'article 5 de la loi du 14 août 1885 et toutes dispositions législatives ou réglementaires contraires à la présente loi sont et demeurent abrogés.

Cette proposition a donc un champ d'application beaucoup plus vaste que les précédentes et il n'y a guère que les trois premiers articles, qui intéressent plus particulièrement les armes prohibées.

Le principal objet de la réforme consiste dans l'extension par l'article 1^{er} à celles des armes non réglementaires désignées par décret, des mesures édictées par la loi du 14 août 1885 pour les armes réglementaires. Mais quelles seront les armes auxquelles s'appliquera cette réglementation nouvelle ? D'après les renseignements donnés dans l'exposé des motifs, « le décret, qui les indiquera, devra faire figurer, dans sa nomenclature, *la plupart* des armes comprises sous la dénomination d'armes non réglementaires et indiscutablement celles qui sont actuellement prohibées ou susceptibles de l'être. » Ainsi donc ce ne sera plus que très exceptionnellement que l'industrie et le commerce des armes pourront s'exercer sans formalités ! Il ne nous semblait pourtant pas nécessaire de modifier le régime des armes ordinaires ou permises ! Qu'on établisse des mesures de surveillance pour la fabrication et la vente des armes prohibées, nous l'admettons, encore est-

il que nous trouvons qu'il serait beaucoup plus simple et plus utile de les supprimer complètement, mais rien ne motivait les changements apportés à la réglementation des armes permises, si ce ne sont, peut-être, les restrictions établies par la fin du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}, quant aux personnes qui pourront se livrer à l'industrie et au commerce des armes désignées par décret.

D'après le projet de la Commission, en effet, toute personne ne pourra pas se livrer à la fabrication ou au négoce de ces armes : c'est ainsi qu'ils seront défendus à ceux qui les exerceront accessoirement à une autre industrie ou à un autre commerce, « cela vise précisément, dit l'exposé des motifs, les brocanteurs..... », les tenanciers de bazars et les revendeurs dans les foires et marchés. Pour échapper à la prohibition, il suffira que la fabrication ou la vente de ces armes constituent l'exploitation principale, sans qu'il soit défendu d'exercer, à côté, une ou plusieurs industries annexes.

Les contraventions seront punies d'une amende de 16 à 300 francs ; elles pourront l'être en outre d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois. En cas de récidive, la peine peut être portée au double (Loi du 14 août 1885, art. 13).

Bref l'industriel ou le commerçant, qui remplit les conditions exigées par la loi, doit, s'il veut se livrer à la fabrication ou à la vente des armes désignées par le décret, observer les formalités imposées par la loi de 1885.

Il devra donc adresser au préfet du département dans

lequel il se propose de créer un établissement, une déclaration dans laquelle il indiquera :

Ses nom, prénoms et domicile ;

La commune et l'emplacement où il se propose de créer son établissement ;

La nature du matériel qu'il a l'intention de fabriquer ou dont il veut faire le commerce.

Il lui sera délivré un récépissé de cette déclaration, dont le défaut est puni d'une amende de 16 à 1.000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. Les armes déjà fabriquées ou mises en vente seront confisquées. Et, en cas de récidive, les peines pourront être doublées (art. 3 et 12, Loi de 1885).

Mais ce n'est pas tout : le commerçant ou fabricant, qui a fait cette déclaration, est tenu d'avoir un registre coté et paraphé à chaque feuille par le préfet ou le sous-préfet, sur lequel sont inscrits, jour par jour, dans des colonnes distinctes, l'espèce et le nombre des armes, pièces d'armes qu'il fabrique, achète ou vend, avec indication de leur destination et des noms et domiciles des vendeurs et acheteurs. — Le préfet ou le sous-préfet arrête et vise ce registre toutes les fois qu'il le juge convenable ; en cas d'absence ou d'empêchement, ils peuvent se faire suppléer par le maire ou le commissaire de police.

Enfin tout fabricant ou commerçant qui ferme son établissement ou qui veut le déplacer et transférer sur un autre point, doit en faire la déclaration à la préfecture, où il lui en est donné récépissé. Toutes ces mesures sont

sanctionnées par une amende de 16 à 300 francs, à laquelle le juge peut ajouter un emprisonnement de 6 jours à 3 mois : en cas de récidive, la peine sera portée au double (art. 4 et 13, Loi de 1885).

L'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} de la proposition de la Commission déclare encore applicables à la fabrication et au commerce des armes non réglementaires désignées par décret, les articles 6 et 14 de la loi du 14 août 1885, cela nous paraît complètement inutile. L'article 6 de la loi de 1885 pose une règle générale, qui concerne toutes les armes, aussi bien non réglementaires que réglementaires : il donne au Ministre de l'Intérieur et en cas d'urgence, aux préfets l'autorisation de prescrire ou de requérir auprès de l'autorité militaire, relativement aux armes et aux munitions, qui existent dans les magasins des fabricants ou commerçants, ou chez les personnes qui en sont détenteurs, les mesures qu'ils estiment nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique. Il n'était donc pas besoin d'étendre spécialement cet article à notre matière. — Quant à l'article 14 de la loi de 1885, qui concerne l'article 463 Code pénal, il fait double emploi avec l'article 8 de la proposition, ainsi conçu : « L'article 463 Code pénal est applicable aux faits prévus par la présente loi. »

Nous en avons fini maintenant avec le premier paragraphe de l'article 1^{er} de la proposition : aux observations que nous avons faites précédemment, nous en ajouterons quelques autres. Comme nous l'avons déjà dit, à plusieurs reprises, il nous semble particulièrement injuste de ne pas

indemniser les brocanteurs, les tenanciers de bazars et tous ceux que l'on dépouille ici non seulement du droit de vendre des armes prohibées, mais aussi de celui de faire le commerce des armes permises ; nous admettons bien que cela pouvait présenter des inconvénients, il n'en est pas moins vrai qu'ils agissaient alors en vertu d'un droit, d'un droit qu'il leur avait été reconnu par la loi de 1885 ; il faut donc réparer le préjudice qui leur est causé. — En ce qui concerne la déclaration et le registre, M. de Boury les avait déjà établis dans les articles 4 et 5 de sa proposition, mais il avait simplifié en les imitant, les dispositions des articles 3 et 4 de la loi de 1885, et, ce faisant il les avaient privés de leurs effets les plus énergiques : nous ne saurions faire les mêmes reproches à la proposition actuelle, elle exige une déclaration dans tous les cas importants et le registre, mentionnant à la fois les achats et les ventes, peut fournir un sérieux moyen de contrôle.

Le deuxième paragraphe de l'article premier établit encore d'autres formalités : sous les peines portées à l'article 13 de la loi de 1885, il exige que la livraison des armes ci-dessus visées se fasse au domicile et contre récépissé de l'acheteur : de plus l'arme portera un numéro et le nom du vendeur.

Nous avons critiqué, à propos de certaines des propositions précédentes, cette obligation de faire la livraison à domicile. Il semble bien, d'après le rapport de M. Péret, que la commission n'en était pas tout d'abord partisan : ce

n'est que sur l'insistance de M. Berry qu'elle s'est décidée dans le sens de l'obligation. Malgré cela, M. Péret ne semble pas plus convaincu que nous de l'utilité d'une telle mesure : « quiconque voudra faire l'acquisition d'un revolver pour commettre un acte criminel indiquera un domicile temporaire, qu'il n'occupera que quelques heures et le quittera après la livraison. Les hôtels meublés sont des domiciles, chacun sait quelle est la clientèle qui habite ceux de certains quartiers et quelle complicité elle trouve dans les tenanciers de ces maisons louches. » Sans insister plus longtemps, nous ferons remarquer que l'obligation de la livraison à domicile est ici complétée par la nécessité dans laquelle se trouve l'acheteur de remettre au livreur un récépissé signé par lui, ce qui permettra, peut-être de vérifier plus efficacement le domicile de l'acheteur. De plus l'arme devra porter un numéro d'ordre et le nom du vendeur : « Ce nom et ce numéro, dit M. Péret, pourront permettre de retrouver le possesseur d'une arme abandonnée après un crime ou un délit, puisque l'armurier est tenu d'inscrire sur un registre les nom, prénoms et domicile de l'acheteur. » Ce moyen de preuve nous paraît bien être quelque peu illusoire, car il suppose que l'arme dont il s'agit n'a été ni perdue, ni volée, ni revendue ; or de telles situations pourront très bien se présenter fréquemment.

Que de complications et de difficultés, imposées au commerce pour des résultats qui à notre avis seront bien médiocres ! et nous ne savons pas encore exactement

quelles seront les armes comprises dans le décret ! Si nous saisissons bien les explications de M. Péret, d'après lequel le décret devra comprendre avec les armes actuellement prohibées *la plupart des armes non réglementaires*, toutes ces mesures s'appliqueront aux fusils de chasse, aux carabines, etc. Ainsi, pour remédier aux dangers du revolver, on va réglementer la question des armes d'agrément ! Il nous semble cependant qu'il n'était pas nécessaire pour y arriver, de mêler les armes permises aux armes prohibées : on pouvait très bien s'occuper de celles-ci sans toucher à celles là, c'est ce que nous avons tâché de faire et notre projet nous paraît beaucoup plus simple, beaucoup plus libéral que celui de la Commission. Voilà une des raisons pour laquelle nous n'y souscrivons pas.

Le troisième paragraphe de l'article premier contient encore une disposition sur laquelle nous devons nous arrêter quelques instants : il y est dit « qu'un décret déterminera celles de ces armes dont le port est prohibé. » Ainsi donc il n'y a rien de changé, quant au port, pour un certain nombre des armes dont la fabrication et la vente seront réglementées ; un nouveau décret fera seulement connaître les armes dont le port sera interdit. M. Péret fait remarquer dans son rapport que le décret, dont il s'agit, ne sera pas en forme de règlement d'administration publique ; la procédure qu'exige ce dernier est longue et minutieuse, « et comme il sera quelquefois nécessaire d'ajouter, dans le plus court délai possible, à l'énumération une arme nouvelle, il est préférable de s'en

remettre pour ces additions à un simple décret, qui peut être signé rapidement. »

Nous ne reprendrons pas longuement les raisons qui nous font préférer à ces énumérations limitatives une définition claire des armes prohibées : il vaut mieux selon nous, laisser aux magistrats le soin de décider si une arme nouvelle rentre dans la catégorie des armes prohibées, d'autant plus qu'il serait facile de solutionner maintenant les cas qui ont donné ou pourraient donné lieu à des controverses. Avec ce système la justice ne serait jamais désarmée, tandis qu'au cas contraire il lui faudra attendre pour agir l'apparition du décret.

Quoiqu'il en soit, pour assurer l'efficacité des mesures qu'elle préconise, la Commission a, dans l'article 2, puni la fraude de sanctions très sévères; elle a décidé que les peines de l'article 154 C. pén. § 1^{er} seraient applicables à tous ceux, qui, en achetant une des armes désignées par décret, auraient donné un faux nom ou un nom supposé ou un domicile inexact et elle les frappe, en conséquence, d'un emprisonnement de trois mois à un an. Elle va même jusqu'à prévoir la complicité des fabricants et commerçants et en vertu de l'article 154 § 3, elle condamne à un emprisonnement de six jours à trois mois les fabricants et commerçants, qui, sciemment, inscriront sur leurs registres, sous des noms faux ou supposés, ou avec l'indication d'un domicile inexact, les personnes, qui leur achèteront des armes.

En cas de récidive, les peines seront portées au double.

Nous ne sommes pas très convaincu de l'efficacité d'une telle mesure, particulièrement en ce qui concerne les acheteurs : nous avons déjà dit que ceux-ci pouvaient se diviser en deux sortes, ceux des classes moyenne ou élevée et les malfaiteurs. Or, il est presque impossible de soupçonner les premiers d'une intention criminelle, ils n'auront donc aucun intérêt à cacher leur nom et leur adresse, et quant à craindre de se faire découvrir, une fois le crime accompli, nous avons vu que ces criminels amateurs ne songeaient pas souvent à dépister les recherches ou le faisaient très maladroitement. Quant aux malfaiteurs, cela ne les gênera pas de donner une fois de plus un faux nom et une fausse adresse, car ils changent facilement d'état civil. D'ailleurs, il est, selon nous, une considération, qui doit primer toutes les autres : le criminel, quel qu'il soit, s'il voit dans ces fausses indications un moyen d'échapper à la répression, n'hésitera pas à risquer un emprisonnement de trois mois à un an, quand il s'expose à des peines beaucoup plus fortes par le crime qu'il va commettre.

Nous aurons enfin terminé l'étude de la réglementation de l'industrie et du commerce, quand nous aurons fait remarquer que dans son rapport, M. Péret assimile à la livraison à domicile l'envoi par la poste et l'expédition par une compagnie de transports, ce qui, selon lui, offre toutes les garanties désirables. « En décider autrement serait limiter le commerce des armuriers à la localité où ils sont établis, ce qui n'est dans la pensée de personne. » Cette

addition, qui n'existait pas dans la proposition Berry, était absolument nécessaire à l'équilibre du projet ; malgré cela nous continuons à penser que toutes ces mesures de précaution apporteront beaucoup plus de gênes que de résultats ; ainsi, sous prétexte de rendre plus difficile l'achat des revolvers, le cultivateur, venu à la ville le jour du marché et qui désirera acheter un fusil de chasse, ne pourra le remporter chez lui, il faudra le lui faire parvenir par le chemin de fer ou le messenger, ce qui demandera plus de temps et plus de frais.

En résumé, ce système de la livraison à domicile, que nous trouvions déjà inefficace, vexatoire et gênant pour le commerce, quand il ne s'appliquait qu'aux armes prohibées, nous semble absolument intolérable en ce qui concerne les armes ordinaires ; il faut donc le repousser complètement, car ce serait un retour en arrière que ne justifierait même pas l'intérêt public.

Dans son article 3 la Commission a résolu, fort sagement d'ailleurs, de modifier les peines édictées par l'article 1^{er} § 3 de la loi de 1834 pour le port des armes prohibées : elle a décidé, pour cela, d'utiliser l'article 314 Code pénal, déjà en partie abrogé ; les §§ 3 et 4 qui subsistaient et qui prévoyaient la confiscation ainsi que l'application de la plus forte peine au cas de complicité de crime, ont été l'un transféré dans l'article 7 de la proposition de la Commission, l'autre supprimé purement et simplement. L'article 314 nouveau punit le porteur d'une arme prohibée par décret d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende

de 50 à 1.000 francs. — Les tribunaux pourront, en outre, prononcer contre le délinquant l'interdiction de séjour pendant deux ans au moins et dix ans au plus. — En cas de récidive, les peines seront portées au double.

Ce n'est en somme que l'article 2 de la proposition de Boury dont les peines ont été augmentées et auquel on a ajouté le cas de récidive. Mais la Commission n'admet aucune exception à sa défense : après avoir adopté d'abord le système du permis, elle est revenue sur son opinion en dernière analyse et elle en a donné plusieurs raisons. Le permis de M. de Boury n'était pas seulement nécessaire pour pouvoir porter des armes prohibées, il était aussi indispensable pour s'en procurer : or la Commission n'approuve pas cette restriction de la faculté d'achat aux porteurs de permis. M. Péret dit d'abord que ce serait causer un préjudice sérieux au commerce, « non seulement elle empêcherait les étrangers de faire des acquisitions dans notre pays, à raison des difficultés qu'ils rencontreraient, du peu de temps dont ils disposeraient pour solliciter l'autorisation, mais il faut considérer en outre, que beaucoup de gens achètent des revolvers non pas pour les porter, mais pour les conserver à domicile et il y aurait vraiment quelque chose d'excessif à leur imposer une pareille formalité. »

De telles raisons ne sauraient nous convaincre : d'abord en ce qui concerne les étrangers nous avons bien d'autres choses à leur vendre que des armes prohibées et d'ailleurs, il serait bien étonnant qu'ils vinssent, spécialement, en

France s'approvisionner de telles armes. Quant aux autres acheteurs, M. Péret nous affirme gratuitement que beaucoup achètent des revolvers pour les conserver à domicile, nous n'en sommes pas si sûr que cela, car s'il en était vraiment ainsi, nous n'aurions pas à déplorer tant de crimes et d'attentats ! Et nous ferons remarquer que M. Péret s'indigne, d'une façon bien extraordinaire, à la pensée qu'il faudra leur imposer la formalité du permis, quand on songe à toutes les prescriptions qu'il faudrait suivre pour acheter un fusil de chasse. Nous, non plus, nous n'admettons pas le permis, comme d'ailleurs tous les systèmes qui tendent à maintenir l'existence des armes prohibées ; ces armes n'ont pour nous aucun intérêt, elles sont inutiles, dangereuses ; à quoi bon vouloir essayer, malgré tout, d'en tolérer la fabrication et la vente avec un grand luxe de précautions, n'est-il pas plus simple de les supprimer complètement ?

Tel n'est pas, nous l'avons vu, l'avis de la Commission ; elle préfère ne rien changer au principe du système actuellement en vigueur, donc liberté d'acheter des armes prohibées en se soumettant à un certain nombre de formalités, mais défense absolue de les porter. Contre le système du permis, M. Péret fournit, dans son rapport, les arguments les plus divers : « Lorsqu'un citoyen, jouissant de ses droits civils et politiques et dont l'honorabilité sera reconnue, l'aura obtenu, il faudra l'accorder à tous ceux, heureusement fort nombreux, qui rempliront ces conditions ; une exception, qui s'applique à tout le monde

ou presque à tout le monde n'a pas sa raison d'être. » Nous avouerons que nous ne sommes pas bien convaincu de la valeur de la critique, il n'y aurait, à notre avis, rien que de très louable dans le fait d'accorder aux seuls gens honorables le droit de porter des armes prohibées : si nous n'admettons pas le permis, c'est que nous sommes hostile à l'existence même des armes prohibées.

M. Péret dit encore qu'au moment de la promulgation de la loi des milliers d'autorisations seront sollicitées. L'administration, sous peine d'encourir le reproche d'arbitraire, sera obligée de se montrer large « et il n'est pas téméraire d'affirmer que tout le monde sera armé ou pourra l'être ; malgré les enquêtes, malgré toutes les précautions prises, des énergumènes, des alcooliques se trouveront, en vertu d'un acte de l'autorité administrative, porteurs d'un revolver et alors qu'à cette heure, les tribunaux ont la possibilité de leur infliger, à défaut d'autres peines, l'amende ou la prison encourus pour le délit de l'article 314 du Code pénal, les proches ou les voisins de ces hommes dangereux, vivront avec la terreur de les voir user de l'arme qu'une administration imprévoyante ou mal renseignée aura mise dans leurs mains. »

Voilà, nous semble-t-il, un tableau bien poussé au noir ! Les critiques de la Commission ne répondent pas du tout au permis, tel que l'avait envisagé M. de Boury : celui-ci ne regardait son permis que comme une faculté tout à fait exceptionnelle, puisqu'il exigeait de la part de l'impétrant deux conditions : une condition de moralité d'abord,

ensuite des motifs vraiment sérieux. Il n'y avait donc pas à craindre que tout le monde soit armé. Quant à ceux dont les actes ou la conduite prouvaient par la suite qu'ils ne méritaient pas le permis qui leur avait été accordé, rien n'était plus facile que de le leur retirer, puisqu'il était essentiellement temporaire et révocable : ainsi rien n'était plus changé à l'ancien régime et l'individu dangereux était toujours soumis à la loi de 1834.

Mais nous pourrions dire mieux, les arguments de la Commission se retournent contre elle ; c'est elle qui avec son système permettant le libre achat des armes prohibées armera tout le monde, c'est elle qui mettra les revolvers aux mains des énergumènes et des alcooliques, leur donnant la facilité de répandre la terreur chez eux et dans leur voisinage, puisqu'elle les autorise à détenir ces armes à leurs domiciles. Le système du permis était donc plus utile, puisqu'il tendait à restreindre le nombre des acheteurs.

M. Péret cite l'exemple de la législation italienne, comme M. Berry l'avait fait pour la législation anglaise, et il résulte de ses observations que le système du permis n'a pas donné de bons résultats, mais on pourrait, sans doute, répondre qu'ici comme là, cela tient surtout au peu de vigilance de l'autorité.

Enfin, dit le rapport, il est une considération qui a semblé décisive contre l'autorisation. « Celle-ci aurait conféré à son bénéficiaire le droit incontestable de porter l'arme autorisée en toute circonstance. » Or par ce temps

de réunions et de manifestations, des milliers de personnes, portant des armes, pourraient se trouver réunies, et sous l'empire de la surexcitation on aurait souvent à redouter des scènes sanglantes. D'un autre côté, il serait difficile d'interdire aux porteurs de permis de se munir de leurs armes dans les manifestations, car les gens les mieux intentionnés « seraient souvent mêlés, à leur corps défendant, aux troubles de la rue et risqueraient d'être poursuivis simplement pour s'être trouvés, par hasard, dans une manifestation à laquelle ils sont demeurés étrangers. »

Cette considération ne nous semble pas beaucoup plus décisive que les autres ; elle est surtout fondée sur ce fait que beaucoup de personnes se trouveraient autorisées à porter des armes, or il résulte, nous l'avons dit, des explications de M. de Bourry, que le permis ne serait délivré qu'exceptionnellement et pour des raisons majeures ; il est donc peu probable qu'il y aurait eu parmi ceux qui manifestent ordinairement dans les rues, de nombreux porteurs de permis.

Quoiqu'il en soit, forte de ces arguments, la Commission a décidé que « le parti le plus sage était de proclamer qu'une armée qui est prohibée l'est pour tous sans exception et que, en définitive, il n'y a, pour personne de nécessité de sortir avec une arme semblable. » C'est tout à fait notre avis, mais nous allons plus loin et nous disons qu'il n'y a pour personne de nécessité de posséder une arme semblable. A quoi bon, en effet, avoir chez soi, pour se

défendre, une arme minuscule et cachée, dont le port est prohibé au dehors, alors qu'il existe tant d'autres armes ? Il est impossible, à notre avis, d'en donner des raisons convaincantes. A quoi aboutit alors le système de la Commission ? Au maintien du déplorable principe, qui nous régit actuellement, et qui malgré les précautions dont on s'entourera, continuera à favoriser la fraude. Tout le monde peut acheter des armes prohibées, mais personne n'en peut porter, quel avantage ? N'est-il pas plus sage de les supprimer purement et simplement ? Car nous sommes convaincu que la plupart de ceux, qui achètent des armes prohibées ne les achètent pas pour les garder chez eux, mais avec l'intention de s'en munir le cas échéant : maintenir l'existence de ces armes est donc un obstacle à l'amélioration de la situation actuelle. Le jour où, comme nous le proposons, on aura supprimé les armes prohibées et où on ne permettra que le port apparent des armes, la question des armes aura vécu. Tandis qu'avec le système de la Commission, on arrivera à ce résultat choquant, que le facteur ou le voiturier, qui livrera le revolver à domicile, sera passible des peines prononcées par le nouvel article 314.

La Commission ne s'est pas bornée à réglementer la question des armes prohibées ; elle a aussi édicté certaines dispositions qui s'appliquent à toutes les armes en général et qui ont pour but d'augmenter le nombre des cas où la circonstance du port d'armes entraîne une aggravation des peines prévues pour un crime ou un délit particulier. Nous

ne pouvons qu'approuver cette initiative de la Commission, car l'aggravation de peine se justifie pleinement dans tous les cas où elle est prononcée.

L'article 4 concerne le cas des violences ou voies de fait exercées sur un magistrat, un officier ministériel ou un citoyen chargé d'un ministère de service public, cas prévu par les articles 228 et 230 du Code Pénal.

L'article 228 punit d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans les violences et voies de fait exercées, même sans armes et sans qu'il en soit résulté de blessures, sur un magistrat dans l'exercice de ses fonctions.

L'article 230 frappe d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 16 à 500 francs les violences ou voies de fait dirigées contre un officier ministériel, un agent de la force publique ou un citoyen chargé d'un service public, dans l'exercice de leurs fonctions.

Ces deux articles étaient renforcées par l'article 232 qui disait : « Dans le cas même où ces violences n'auraient pas causé d'effusion de sang, blessures ou maladie, les coups seront punis de la réclusion, s'ils ont été portés avec préméditation ou guet-apens. » — Tenant compte des nombreux attentats à main armée, dirigés en ces dernières années contre les magistrats, la Commission a décidé de compléter l'article 232 en punissant aussi de la réclusion les coups donnés, « si le coupable a fait usage d'une arme. » Celui-ci pourra en outre, d'après le nouvel article 232, être soumis pendant deux ans au moins et dix ans au plus à l'interdiction de séjour.

L'article 5 de la proposition, déclare que le maximum de la peine devra toujours être appliqué aux auteurs de crimes ou délits contre les personnes, prévus par le Code pénal ou par des lois spéciales, lorsqu'ils les auront commis avec une arme. La Commission a voulu ainsi remédier aux déplorables effets produits par la trop grande mansuétude de certains juges ou jurés, mais nous craignons bien que l'application de l'article 463 vienne souvent détruire les bons effets de cette mesure. Quoiqu'il en soit, pour éviter de modifier des nombreux articles du Code, la Commission a inséré cette disposition dans l'article 318, relatif aux boissons falsifiées, qui a été abrogé par la loi du 5 mai 1855.

Enfin la Commission dans son article 6 a aggravé les peines portées par l'article 4, § 7, de la loi du 27 mai 1885 contre les souteneurs, pour le cas où ils seraient porteurs d'armes : les juges pourront élever l'emprisonnement de deux ans jusqu'à cinq ans, comme le leur permet dans ce cas l'article 277 pour les mendiants et les vagabonds. Nous n'aurons pas besoin de faire remarquer qu'il importe de punir très sévèrement la catégorie des souteneurs ; ces individus sont le fléau des villes : dangereux pour la morale et l'intérêt publics, puisqu'ils vivent de la prostitution, ils sont plus dangereux encore pour la sécurité publique car leur indolence et leur paresse les incitent à faire le mal et l'on ne compte plus les crimes et les délits dont ils sont les auteurs.

Tels sont donc les cas où la Commission a jugé bon

d'augmenter les peines, lorsque la circonstance du port d'armes s'ajoute au crime ou au délit prévus par la loi : nous ne saurions, nous l'avons déjà dit, que la féliciter de cette innovation dont les résultats pourront être salutaires, si les tribunaux veulent bien exercer une répression impitoyable.

Il ne nous reste plus que quelques mots à dire sur les trois derniers articles de la proposition, qui n'apportent pas de solutions nouvelles.

L'article 7 prévoit la confiscation de l'arme et sa destruction dans tous les cas de condamnation soit pour port d'armes illicite, soit pour crimes ou délits commis à l'aide d'une arme : nous avons déjà dit, en étudiant la proposition de M. de Bourry qu'il était absolument nécessaire d'ordonner dans la loi la destruction, pour remédier aux pratiques déplorables suivies jusqu'ici.

L'article 8 déclare applicable aux faits prévus par cette loi l'article 463 du Code pénal, sur les circonstances atténuantes. Nous avons déjà fait connaître, à plusieurs reprises, notre sentiment sur l'article 463 ; son application trop fréquente a beaucoup nui, nous le savons, aux bons effets de la loi de 1834 ; sans critiquer le principe même de l'article 463, nous croyons qu'il est des cas où l'on devrait le déclarer inapplicable et plus particulièrement en ce qui concerne les armes prohibées.

Enfin l'article 9 prévoit l'abrogation de toutes les dispositions contraires et spécialement de l'article 5 de la loi du 14 août 1885 : cet article, nous le rappelons, assimilait les

revolvers et les armes blanches, même réglementaires, aux armes non réglementaires et dispensait en ce qui les concernait, les fabricants et commerçants de la formalité de la déclaration et de la tenue du registre. Cette abrogation était donc nécessaire pour l'équilibre de la proposition.

Tel est donc sommairement présenté l'ensemble des dispositions adoptées par la Commission! Nous avons montré pourquoi nous n'admettions pas le système qu'elle préconise; malgré la ferme volonté de ses membres d'arriver à une solution, nous sommes persuadé que la proposition de la Commission n'améliorera pas la situation actuelle, qu'elle ne pourra produire d'effets que pour l'avenir et que ses effets mêmes seront peu efficaces; nous ne faisons exception, on le sait, que pour ses dispositions sur les circonstances aggravantes.

DEUXIÈME PROPOSITION DE M. DE BOURY

Malgré les conclusions défavorables de la Commission, les partisans du permis n'ont pas abandonné leur idée : dès que M. Péret eut déposé son rapport, M. de Boury, modifiant diverses parties de sa proposition dans le sens des objections qui lui ont été faites, a émis l'idée d'intercaler les dispositions suivantes dans la proposition de la Commission.

« Des autorisations de porter des armes prohibées pourront être délivrées à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, par le préfet de police, dans les départements par les sous-préfets à toute personne qui en fera la demande motivée. »

« Ces autorisations seront permanentes ou temporaires et spécifieront l'arme dont le port sera autorisé. Elles pourront toujours être révoquées. »

« En aucun cas, l'autorisation ne comportera le droit de porter une arme prohibée dans les réunions publiques, les assemblées électorales et dans les attroupements visés par la loi du 2 juin 1848. »

« Les refus et les révocations de permis de port d'armes seront notifiés aux intéressés dans la forme administrative

dans le délai d'un mois de la date du dépôt de la demande. »

Nous ne reviendrons pas sur les réflexions que nous a suggérées l'étude de la proposition de M. de Boury, nous ferons seulement remarquer les innovations apportées au système primitif.

M. de Boury abandonne d'abord son ingénieuse invention d'un mode de recours pour le cas de refus ou de révocation de permis : cela nous semblait pourtant essentiel à l'économie du système, car il y avait là un moyen de s'opposer à l'arbitraire de l'autorité, nous ne pouvons donc que regretter cette suppression que rien ne motivait. — Ensuite il n'est plus question de la vente des armes aux seuls porteurs de permis ; M. de Boury admet donc la liberté de la fabrication et de la vente, il délaisse la restriction du nombre des acheteurs qu'il préconisait dans sa proposition ! c'était pourtant selon nous, à défaut de la suppression des armes prohibées, un des seuls moyens efficaces et les arguments que lui avait opposés la Commission ne nous paraissaient pas bien convaincants.

Il y a aussi quelques changements dans la détermination des fonctionnaires chargés de délivrer les permis : les sous-préfets sont substitués aux maires dans les départements : c'est sans doute, nous le supposons, pour éviter les ennuis et les injustices que pourraient créer dans les petites communes les rancunes de la politique.

Enfin pour échapper à l'une des objections les plus graves de M. Berry et de la Commission, M. de Boury a ajouté une disposition d'après laquelle le permis n'emporte

pas autorisation de porter une arme prohibée dans les réunions publiques, les assemblées électorales et les attroupements.

Cependant, malgré ces modifications et malgré la fusion des deux systèmes, nous continuons à penser que la conservation des armes prohibées n'est pas nécessaire : toutes les raisons qu'on en pourrait donner ne sauraient, à notre avis, compenser les complications, auxquelles aboutit le maintien des armes de cette catégorie.

PROPOSITION DE GRANDMAISON

Une dernière proposition (1), tendant à réglementer la vente des armes de poche, a été déposée le 25 mars 1911 par M. de Grandmaison, député : elle fut comme les précédentes renvoyée à la Commission : son auteur, dont les idées semblent se rapprocher de celles de M. Berry, voudrait, nous dit l'exposé des motifs, « réglementer d'une façon plus sévère la vente des armes à feu, sans pour cela porter préjudice aux intérêts légitimes d'honorables commerçants. » Elle est ainsi conçue :

Article premier. — La vente de toutes les armes à feu mesurant moins de 260 millimètres de longueur, revolvers ou pistolets ou armes similaires, ainsi que de toutes munitions pouvant être utilisées dans lesdites armes, est complètement interdite à tous marchands-brocanteurs, à tous commerçants tenant bazar ou galerie de bazar et à tous commerçants cédant lesdites armes, sous forme de cadeau ou prime.

Art. 2. — Toutes les armes à feu, comprises à l'ar-

(1) *Journal Officiel*, Doc. parl., n° 874.

ticle 1^{er}, saisies pour crimes ou délits seront détruites sous la surveillance de l'État qui en sera responsable.

Art. 3. — La vente des armes à feu, pistolets, revolvers ou armes similaires, ainsi que toutes les munitions pouvant servir aux dites armes, est réservée exclusivement aux armuriers patentés.

Art. 4. — Sont autorisés de droit les armuriers patentés au 1^{er} janvier 1911 et n'ayant pas casier judiciaire concernant un délit de droit commun.

Art. 5. — Les armes comprises aux articles 1 et 3 seront vendues au domicile de l'armurier patenté ou par lui au domicile de l'acheteur. Sur le vu de l'acheteur, l'armurier vendeur s'entourera des garanties qu'il jugera nécessaires, en s'assurant *de visu* qu'il n'a pas affaire à un fou, à un alcoolique ou à un enfant.

Avec l'arme vendue, il sera délivré une carte d'identité tirée d'un livre à souche, portant le numéro d'ordre de l'arme et sa description, seront également inscrits les noms et domicile de l'acheteur, suivis du cachet de l'armurier.

Art. 6. — La transmission d'une arme citée aux articles ci-dessus nécessitera l'application d'un nouveau poinçon *bis* avec inscription au bas de la carte, des noms et domicile du nouveau détenteur. Cette application pourra être faite par un armurier patenté choisi par le nouveau détenteur et sera inscrite sur une partie du livre à souche, réservée pour ces mentions.

Art. 7. — Dans un délai de six mois à partir de la promulgation de la présente loi, les détenteurs d'armes citées

aux articles ci-dessus devront se conformer aux règlements, en les faisant poinçonner par un armurier patenté de leur choix, qui leur délivrera une carte d'identité conforme à la loi.

Art. 8. — Un livre à souche, coté et paraphé, sera délivré aux armuriers patentés par la préfecture de police dans son ressort, et par les préfectures et sous-préfectures dans les départements.

M. de Grandmaison, comme M. Berry, ne reconnaît donc le droit de vendre des armes de poche qu'aux armuriers : mais il donne plus de détails sur le monopole qu'il entend leur réserver. D'abord, aux brocanteurs et aux tenanciers de bazars, à qui il défend de vendre des armes prohibées, il ajoute la catégorie des commerçants qui cèdent les dites armes, sous forme de cadeau ou prime ; mais pas plus que M. Berry, son honorable collègue ne songe à indemniser toutes ces personnes, auxquelles il dénie un droit, que leur avait accordé la loi du 14 août 1885 : nous avons déjà protesté contre une telle injustice ; nous proclamons de nouveau qu'on ne saurait admettre une telle expropriation sans indemnité, quand bien même l'intérêt public la nécessiterait.

Les armuriers seuls pourront donc vendre des armes prohibées, encore est-il que ces armuriers devront être patentés et n'avoir pas de casier judiciaire concernant un délit de droit commun : la vente pourra se faire soit au domicile de l'armurier patenté, soit au domicile de l'acheteur. Cette prescription, qui ne nous paraît pas bien néces-

saire, ne peut s'expliquer que par l'obligation, qui incombe à l'armurier d'examiner soigneusement l'acheteur, pour voir, dit la proposition, s'il n'a pas affaire à un fou, à un alcoolique ou à un enfant. Il nous sera permis de beaucoup douter de l'utilité de cette prescription : qu'elle ait des avantages en ce qui concerne les enfants, nous le concédons, mais n'aurait-il pas été plus simple de dire que l'achat des armes prohibées serait interdit aux mineurs : quant aux fous et aux alcooliques, nous pensons qu'il est le plus souvent impossible de reconnaître ces malades d'après leur extérieur ; qu'on distingue facilement un ivrogne ou un fou furieux d'un homme sain d'esprit, cela se conçoit ; mais tant que l'armurier ne sera pas bien convaincu, il lui sera très difficile, pour ne pas dire impossible, de donner des raisons acceptables de son refus de vendre des armes, et il ne pourra faire autrement que d'accéder à la demande s'il ne veut pas perdre sa clientèle.

M. de Grandmaison ajoute qu'avec l'arme vendue, il sera délivré une carte d'identité, tirée d'un livre à souche, portant le numéro d'ordre de l'arme et sa description et sur laquelle seront également inscrits les nom et domicile de l'acheteur, suivis du cachet de l'armurier. Nous ne comprenons pas beaucoup les avantages de cette carte d'identité, il est vrai que nous verrons postérieurement qu'elle sert à constater les transmissions de l'arme, mais comme M. de Grandmaison ne paraît pas avoir voulu modifier le régime du port actuel, la carte d'identité ne nous semble pas très utile. Quant au livre à souche d'où

elle est tirée, il remplace l'ancien registre, préconisé dans les autres propositions : cependant nous ne voyons pas qu'il soit soumis à l'inspection de la police, aussi les omissions et les fraudes dans la délivrance des cartes seront-elles difficilement contrôlées, d'autant plus que dans l'état actuel de la législation, l'acheteur, même muni de sa carte d'identité, qui sortira de chez l'armurier avec son arme prohibée, sera toujours passible des peines portées par la loi de 1834.

M. de Grandmaison a prévu le cas où l'on voudrait se défaire de l'arme achetée ; il dit dans son article 6 que la transmission nécessitera l'application d'un nouveau poinçon « bis » avec inscription au bas de la carte des nom et domicile du nouveau détenteur et que ces opérations pourront être pratiquées par n'importe quel armurier patenté qu'on aura choisi, et qui devra mentionner les indications nécessaires « sur une partie du livre à souche réservée pour ces mentions. » Il s'agit là, voyons-nous, d'un poinçon « bis », mais nous n'avons pas vu encore, si nous ne nous trompons, le premier poinçon ! Sans doute qu'au moment de la vente l'armurier devra marquer l'arme d'un poinçon spécial ! Nous nous demandons aussi, si l'armurier aura droit à une rétribution pour toutes ces formalités de la transmission qui ne lui procurent aucun avantage ? M. de Grandmaison se proposait pourtant de ne point nuire au commerce, nous trouvons cependant qu'il lui impose beaucoup de gênes et d'ennuis pour maintenir des armes prohibées dont l'utilité n'est nullement démontrée.

L'article 7 déclare que dans les six mois qui suivront la promulgation de la loi, « les détenteurs d'armes citées aux articles ci-dessus devront se conformer aux règlements, en les faisant poinçonner par un armurier patenté de leur choix, qui leur délivrera une carte d'identité conforme à la loi. » Il ne faudrait pas, selon nous, s'illusionner sur les résultats de l'article 7, pas plus que sur ceux de l'article 6 : quels avantages, d'abord, y aurait-il à se conformer à leurs prescriptions ? Il n'y a, nous l'avons vu, rien de changé à l'article 1^{er}, § 2, de la loi de 1834, le port est toujours interdit, sous les mêmes peines, à quoi bon alors se munir d'une carte d'identité quand on ne peut user de son arme au dehors ; n'est-il pas plus simple de la garder comme on l'a fait jusqu'ici et si l'on veut la vendre, de la transmettre de la main à la main. D'ailleurs M. de Grandmaison doit avoir grande confiance dans la vertu de ses compatriotes, car il n'a pas prévu de sanctions pour sa proposition ? Il y a bien des chances, à notre avis, pour qu'elle reste lettre morte : on évitera ainsi tous les embarras qu'elle aurait créés.

En résumé, nous n'admettons qu'une seule chose dans la proposition de Grandmaison, c'est l'article 2 qui prévoit la destruction des armes confisquées : par le reste, elle ne change rien au déplorable état de choses actuel ; la vente est toujours libre, le port est toujours défendu sans qu'on ait songé à augmenter les peines qui le frappent ; à quoi bon alors vouloir modifier, si l'on n'apporte pas de solutions satisfaisantes ?

Nous ne voudrions pas terminer cette étude sans dire quelques mots de divers systèmes, relatifs aux armes, que nous avons eu la bonne chance d'entendre exposer à la séance de février de la Société des Prisons (1) : nous ne mentionnerons cependant que les particularités les distinguant des diverses propositions précédemment examinées.

La théorie du permis paraît avoir eu la préférence : c'est d'abord celle du rapporteur, M. Passez, qui adopte les grandes lignes de la proposition de Boury : les seules modifications qu'il y apporte consistent dans l'interdiction aux brocanteurs et aux tenanciers de bazars de vendre des armes prohibées et dans l'obligation imposée aux armuriers de graver sur leurs armes leur nom avec un numéro d'ordre. En outre M. Passez consentirait à ce que le permis soit taxé et le recours en cas de refus ou de révocation de permis aurait lieu non plus devant le juge de paix, mais devant le Conseil d'État. Nous avons déjà eu l'occasion de faire connaître notre sentiment sur la plupart de ces réformes, nous ferons seulement remarquer que, pas plus que ses prédécesseurs, M. Passez ne demande à indemniser les commerçants auxquels il dénie le droit de vendre des armes prohibées : quant au recours qu'il propose, celui de M. de Boury nous semblait plus simple et plus rapide.

M. Honnorat, chef de la première division à la Préfecture

(1) *Revue Pénitentiaire* (mars 1911).

de police, est aussi partisan du permis de port d'armes : il a pris pour devise « armer les honnêtes gens, désarmer les apaches. » Pour éviter la paperasserie et réduire l'encombrement, qui se produirait dans les bureaux, par suite de l'affluence des demandes, lors de la promulgation de la loi ou du renouvellement des permis, M. Honnorat propose que certaines personnes soient autorisées, de droit, à porter des armes prohibées : les membres du Parlement, les Académiciens, les fonctionnaires civils et militaires, les personnes décorées.. etc. De plus dans la pensée charitable de venir en aide aux embarras financiers du Gouvernement, M. Honnorat trouve tout simple de frapper les permis d'une légère imposition. Pour le reste, il se réfère aux idées de MM. de Boury et Passez, sauf en ce qui concerne la question de la définition des armes prohibées. M. Honnorat n'admet pas la théorie des armes prohibées ; pour lui, son champ d'application n'est pas assez étendu ; il ne veut entendre parler ni de définition, ni d'énumération limitative pouvant être complétée par décret : la seule méthode utile à son avis est de « laisser au tribunal le soin de décider ce qui est ou ce qui n'est pas une arme. » Car, pour M. Honnorat, toutes les armes sont des armes prohibées, dont le port est défendu, et il n'atteint pas seulement les armes par nature, mais aussi les autres objets ou instruments, ayant ordinairement une destination pratique mais qui peuvent éventuellement servir d'arme, lorsqu'ils sont portés à un moment où leur détention ne peut s'expliquer par une raison sérieuse : « Ainsi, dit M. Honnorat,

si un cordonnier avait sur lui un tranchet en dehors du moment où il se rend à son travail, je considérerais qu'il porte une arme et je le punirais. » — Cette extension immodérée de la prohibition du port des armes ne nous paraissait pas nécessaire : elle conduirait souvent, nous semble-t-il, à l'arbitraire et à l'injustice, car l'ouvrier, qui, partant à la promenade, aurait par mégarde oublié de se défaire d'un de ses outils, pourrait se voir poursuivi, pour port d'armes, malgré ses meilleures intentions, au cas d'arrestation pour une contravention quelconque.

M. Feuilleley, conseiller à la Cour de Cassation, n'admet pas, au contraire, le permis de port d'armes : pour lui tout homme armé est dangereux, il faut donc maintenir la prohibition du port des armes et M. Feuilleley entend ce mot dans le même sens que M. Honnorat. L'honorable conseiller a dit avec raison que si la législation actuelle avait été sévèrement appliquée elle serait déjà très efficace ; il convient donc selon lui de garder le système actuel avec quelques modifications ! Nous ne saurions accepter cette dernière conclusion, si le régime actuel n'a pas produit de bons résultats, cela tient, il est vrai, à l'indulgence des tribunaux d'une part, mais cela tient aussi, il ne faut pas l'oublier, à certains vices du système.

Aucune de ces théories nouvelles n'a donc pu nous déterminer à modifier notre opinion : nous restons toujours persuadé que l'on n'arrivera à rien, tant que l'on n'aura pas supprimé les armes cachées. Il n'est pas néces-

saire pour apporter le remède au mal dont nous souffrons de chercher, comme MM. Honnorat et Feuilloley à punir le port des armes par l'usage qui en est fait : cette question est du domaine de l'article 101 et non de celui de la loi de 1834. Cela mènerait, nous l'avons dit, à l'arbitraire et à l'injustice et l'article 101 est bien suffisant, surtout si l'on entend l'« usage » dans le sens de M. Garçon et si, comme nous le proposons avec la Commission, on augmente le nombre des cas où le port d'armes constitue une circonstance aggravante.

CONCLUSION

En ces derniers temps, la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle paraît avoir voulu modifier sa proposition. Les députés des régions armurières, M. Durafour, député de Saint-Etienne, en particulier, ont vivement protesté contre les dispositions qu'elle a édictées concernant la vente des armes. Ces plaintes ont ému la Commission, elle a donc décidé de différer la discussion relative à la vente, et pour parer au plus pressé elle a disjoint les articles la regardant, pour ne plus s'occuper que du port et de la destruction des armes prohibées ainsi que des dispositions s'appliquant aux cas où le port d'armes constituera une circonstance aggravante : un nouveau rapport sera déposé en ce sens (1).

On a surtout reproché à la Commission de paralyser, par les mesures qu'elle avait prises la fabrication et le commerce des armes : nous avons déjà exposé notre façon de voir sur ce sujet et nous avons critiqué la manière d'agir

(1) Renseignements obligeamment communiqués par M. de Boury,

de la Commission, qui, sous prétexte de remédier aux effets nuisibles des armes prohibées, a jugé bon de réglementer la vente de la plupart des armes non réglementaires. Elle a ainsi imposé au commerce des armes ordinaires ou permises, libre depuis longtemps, une série de mesures de précaution, qui n'étaient nullement nécessaires : elle interdit, par exemple, de vendre des armes, à tous ceux dont l'armurerie ne sera pas la principale profession, le mécanicien de village ne pourra plus vendre de fusils de chasse et on ne trouvera plus de carabines dans les bazars ou les magasins à rayons multiples ! Qu'on ait exigé cela, moyennant indemnité, pour les armes prohibées, on pourrait encore l'admettre, mais en ce qui concerne les armes permises, aucune raison ne saurait justifier de pareilles initiatives. Quant à la livraison obligatoire à domicile, déjà inutile, à notre avis, pour les armes prohibées, elle serait absolument intolérable en matière d'armes ordinaires. Il convient donc de ne rien modifier au régime de ces armes et la juste protestation des armuriers méritait d'être entendue du législateur, qui trop souvent ne se préoccupe pas assez des conséquences de ses actes.

De tous les projets que nous avons étudiés, aucun n'a donc pu nous satisfaire pleinement. Si nous avons donné notre adhésion à certaines des mesures proposées, comme la destruction des armes confisquées et l'augmentation des cas où le port d'armes est considéré comme une circonstance aggravante, ce n'était là que des dispositions accessoires, l'essence même des propositions nous restait

étrangère. Ni le système du permis, habilement défendu par M. de Boury, ni celui de l'unique réglementation de l'industrie et du commerce des armes ne sauraient à notre avis solutionner la question angoissante qui nous préoccupe, d'une manière utile et salubre. Nous avons fait voir, au cours de nos critiques, l'inefficacité de la plupart des innovations proposées : il en sera ainsi, nous en sommes convaincu, tant qu'on persistera à vouloir malgré tout conserver les armes prohibées. Nous croyons avoir démontré qu'elles sont aussi inutiles que dangereuses et que leur caractère nocif consistait surtout dans leur aptitude à se dissimuler.

Nous proposons donc de les supprimer : mais pour éviter de retomber dans les défauts que nous venons de censurer, tout en ne conservant que les armes permises, nous n'admettons qu'un seul genre de port d'armes, *le port ostensible*, et nous sanctionnons les contraventions à cette disposition des mêmes peines que le port d'armes prohibées.

Nous avons essayé de grouper, sous la forme d'une proposition, les diverses opinions que nous avons émises au cours de cette étude, et à la suite de notre réglementation nouvelle de l'industrie, du commerce et de la détention des armes, nous inspirant des motifs qui ont guidé la Commission, nous avons ajouté quelques dispositions, concernant les cas où le port d'armes constitue une circonstance aggravante :

PROPOSITION DE LOI

Relative à l'industrie, au commerce et à la détention des armes non réglementaires et modifiant les articles 232, 318 du Code pénal et 4, § 7, de la loi du 27 mai 1885.

Article premier. — Sont considérés comme armes prohibées les revolvers et les pistolets au dessous de (1)... millimètres de longueur, les poignards, les couteaux en forme de poignards, les stylets, les coups de poing américains, les cannes plombées, les cannes à épée... etc et généralement toutes les armes par nature, qui par leur forme, leur volume ou leurs dimensions peuvent aisément se dissimuler.

Art. 2. — La fabrication et la vente des armes prohibées, ainsi que leur importation sont interdites.

Les contraventions seront punies d'un emprisonnement d'un an à trois ans.

Un décret rendu en Conseil d'État déterminera le mode d'indemnisation des industriels et commerçants possesseurs d'armes prohibées.

Art. 3. — La détention hors de son domicile et le port des armes prohibées sont interdits.

Les contraventions seront punies d'un emprisonnement de 6 mois à deux ans.

Les mêmes peines seront applicables à tout port d'armes permises, qui ne sera pas ostensible.

(1) Longueur à fixer par des personnalités compétentes.

Art. 4. — Les armes fabriquées, vendues, détenues ou portées en contravention avec la loi seront confisquées et détruites.

Art. 5. — L'article 463 et le bénéfice de la loi de sursis ne sont pas applicables en la matière des articles ci-dessus.

Art. 6. — Il n'est rien innové au régime des armes permises et des armes réglementaires.

Art. 7. — L'article 232 du Code pénal est ainsi modifié et complété :

« Dans le cas même où ces violences n'auraient pas causé d'effusion de sang, blessures ou maladies, les coups seront punis de la réclusion s'ils ont été portés avec préméditation ou guet-apens ou *si le coupable a fait usage d'une arme.*

Le coupable pourra, en outre, être soumis pendant deux ans au moins et dix ans au plus à l'interdiction de séjour. »

Art. 8. — L'article 318 du Code pénal est ainsi remplacé :

« Les auteurs de crimes ou délits contre les personnes prévus par le présent Code ou par des lois spéciales seront toujours condamnés au maximum de la peine, lorsqu'ils les auront commis à l'aide d'une arme. »

Art. 9. — L'article 4 § 7 de la loi du 27 mai 1885, modifiée par celle du 3 avril 1903 est complété ainsi qu'il suit :

« L'emprisonnement pourra être élevé jusqu'à cinq ans,

si le souteneur a été trouvé porteur d'une arme, bien qu'il n'en ait ni usé, ni menacé.

Art. 10. — Toutes les dispositions législatives ou réglementaires contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

APPENDICE

RÈGLES SPÉCIALES A LA CORSE, A L'ALGÉRIE ET AUX COLONIES

SECTION I

Corse

Il n'est pas besoin d'insister sur les raisons qui ont motivé pendant longtemps l'application en Corse d'un régime spécial sur les armes : tout le monde a lu ces récits de vendettas, qui, malgré leur beauté sinistre, ne sont que d'atroces tueries : il est du devoir du législateur d'empêcher ces crimes sanglants, c'est pour y parvenir qu'il y a eu longtemps en Corse une législation spéciale sur les armes.

Un arrêté du 22 messidor an XI donnait au général commandant le pouvoir d'ordonner et de faire exécuter le désarmement des communes ou des familles prévenues

d'assassinat ou autres délits contre l'ordre public (art. 1^{er}). Mais ces mesures spéciales n'arrivaient qu'après coup : ce qu'il fallait, c'était enlever les armes avant que le crime fut commis, et pour cela il s'agissait d'empêcher absolument le port de toutes les armes. C'est bien ce qu'avait vu la Cour de Bastia, voilà pourquoi elle avait interprété à sa manière la loi de 1834 pour pouvoir dans tous les cas punir le port d'armes : sa tenacité, nous le savons, éclaira le législateur, qui par une loi du 23 juin 1853, interdit en Corse pour cinq ans le *port de toutes les armes de quelque nature qu'elles soient*. Cette loi fut successivement prorogée pendant cinq ans par les lois du 12 mai 1858 et 23 mai 1863.

L'article 2 punissait le délit de port d'armes d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 16 à 500 francs. « Néanmoins le préfet pouvait autoriser les conducteurs de voitures publiques à porter des armes et des munitions pour la défense des voyageurs et du chargement. L'arrêté d'autorisation déterminait la nature et le nombre des armes, ainsi que la quantité des munitions. »

L'article 3 prononçait des peines plus sévères, emprisonnement de trois mois à deux ans et amende de 100 à 1.000 francs, contre ceux qui sans y être légalement autorisés avaient fabriqué, confectionné, débité ou distribué des armes de quelque nature qu'elles soient.

Les individus condamnés pouvaient être mis sous la surveillance de la haute police pendant un an au moins et cinq au plus. Les armes et les munitions saisies étaient confisquées. Enfin dans l'intérêt de la sûreté publique, le

gouvernement pouvait ordonner le désarmement d'une ou plusieurs communes, article 4.

L'application de cette loi se fit sans difficultés : la jurisprudence eut à résoudre quelques points particuliers et le fit de manière à compléter l'œuvre du législateur.

Comme pour la loi de 1834, la Cour de Cassation admit que la contravention était exclusive de toute intention et qu'il n'y avait pas lieu de tenir compte de la bonne foi de l'inculpé, Cass. 29 décembre 1853 (1). Elle décida aussi que si la loi de 1853, dans son article 1^{er}, ne défendait que le port et non une détention quelconque, on devait considérer comme port extérieur de l'arme, le fait d'avoir tué de l'intérieur d'un enclos un animal qui se trouvait en dehors, Cass. 19 juillet 1862 (2); qu'il en aurait été différemment si l'animal se fut trouvé à l'intérieur de l'enclos, Cass. 22 mars 1860 (3) et 10 juin 1864 (4).

Enfin l'interdiction du port d'armes était si absolue que lorsqu'elle était levée par l'autorisation du préfet pour une cause déterminée, elle restait applicable si l'on s'était servi de ses armes pour un autre objet ou si l'on n'avait pas obéi à toutes les prescriptions de l'arrêté. Cass. 28 juin 1860 (5) et 30 mars 1865 (6).

Les effets de cette loi ont été très salutaires et il est bien

(1) S. 54, 1. 74. — D. 53, 5. 23.

(2) S. 63, 1. 320. — D. 63, 1. 107.

(3) D. 61, 5. 30.

(4) D. 65, 5. 22.

(5) D. 60, 1. 472.

(6) D. 65, 5. 22.

regrettable qu'elle n'ait pas été établie en permanence. D'après M. Garraud (1), les procureurs généraux qui se sont succédé en Corse depuis lors, ont souvent réclamé la réapplication du régime ancien, la législation actuelle leur paraissant inefficace.

SECTION II

Algérie

Pour ne point favoriser les révoltes des indigènes en Algérie, on a réglementé d'une façon spéciale le régime des armes.

Deux arrêtés des 8 mai 1845 et 31 mai 1848 ont interdit la fabrication, le commerce et le port des armes et munitions de guerre, mais ils étaient dépourvus de sanctions. Un décret du 12 décembre 1851 y remédia :

Article premier. — Sont interdits la *vente aux indigènes* et l'achat par ceux-ci d'armes sans une autorisation spéciale....

Art. 3. — La circulation des armes, la proposition de vente ou d'achat seront punies comme la vente ou l'achat consommés.

Art. 4. — Il en sera de même de la détention des armes.

Les contrevenants, par dérogation à la loi du

(1) T. IV, p. 733, note 2.

24 mai 1834 seront punis d'une amende de 200 à 2.000 francs et d'un emprisonnement de un mois à deux ans. Ils pourront être mis sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, avec interdiction, pendant le même temps des droits mentionnés à l'article 42 Code pénal (art. 2). Le double au cas de récidive.

Ce décret de 1851, qui est toujours en vigueur, ne s'appliquait qu'aux indigènes. D'après la Cour de Cassation, il faut entendre par indigènes non seulement les indigènes résidant en Algérie, mais encore les musulmans, arabes, kabyles ou autres indigènes de l'Afrique, quel que soit leur pays d'origine ou leur résidence habituelle. Cassation 1^{er} juillet 1882 (1).

Par la suite, une loi du 27 avril 1881 a décidé que les communes de l'Algérie non pourvues de garnison et qui ne pourraient être rapidement secourues, recevront des armes qui ne devront être distribuées qu'aux réservistes et aux territoriaux inscrits sur les listes électorales. Ceux-ci en seront responsables. Ceux qui détruiront ou détourneront les armes à eux confiées seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 16 à 500 francs, avec faculté de ne leur appliquer qu'une seule de ces peines.

(1) S. 84, 1. 355. — D. 83, 1. 325.

SECTION III

Colonies

Dans les Antilles, où le mélange des races est souvent l'occasion de rixes sanglantes, on a dû prendre des dispositions spéciales sur les armes.

A la Martinique, un arrêté du 6 prairial an X a laissé au gouverneur le soin de régler tout ce qui concerne le port des armes. Cependant un décret du 29 décembre 1883 y a rendu applicables les décrets du 2 nivôse an XIV, 12 mars 1806, et l'ordonnance du 23 février 1837.

A la Guadeloupe, un arrêté du 29 germinal an XI a décidé de même que la question du port d'armes serait réglementée par le gouverneur.

D'ailleurs un décret du 22 janvier 1852 a rendu applicable aux colonies la loi du 24 mai 1834.

Mais il est certaines de nos colonies d'Afrique, plus arriérées, où les armes tiennent un rôle considérable dans nos relations commerciales avec les indigènes : elles servent de monnaie pour payer les produits dont nous avons besoin, il importe donc de réglementer le régime de ces armes de traite et d'empêcher qu'on introduise avec elles d'autres armes. Les mesures qui ont été prises concernent plus particulièrement le Gabon. Un décret du 20 novembre 1882 a remplacé les mesures prises par le gouverneur; il défend d'introduire au Gabon d'autres

armes que les armes de traite ; pourtant les personnes habitant la colonie, *autres que les indigènes*, pourront être autorisées à introduire pour leur sécurité personnelle un revolver et un fusil de chasse non rayés à un ou deux coups (art. 1). Ceux qui les posséderont déjà ou qui voudront s'en procurer devront en faire la déclaration à l'administration locale (art. 2). Les contraventions seront punies de la confiscation des armes et d'une amende de 1.000 à 1.500 francs. Toute personne ayant fait une fausse déclaration sera punie d'une amende de 200 à 500 francs. En cas de récidive, la peine pourra être élevée dans le premier cas jusqu'à 2.000 francs, dans le second jusqu'à 1.000 francs.

Par la suite, les armes s'étant perfectionnées, on a jugé bon de modifier le décret de 1882 et de permettre aux navigateurs, aux commerçants et aux traitants de se munir, pour leur défense, de ces armes nouvelles, en particulier des armes à percussion centrale et des armes rayées dont ce décret leur interdisait la possession.

L'article premier du décret du 25 novembre 1884 est ainsi conçu : « Pourront être exceptionnellement introduites au Gabon les armes à piston, à percussion centrale, à tir rapide ou non, rayées ou non rayées..... destinées à la défense des navires faisant le commerce dans les rivières. » Ces armes, dont le nombre sera fixé par l'autorité, seront poinçonnées et devront être présentées à toute réquisition sous les peines prévues par l'article 3 du décret de 1882.

D'après l'article 6 : tout habitant ou traitant européen pourra être autorisé à posséder pour sa défense une arme rayée à tir rapide, dans les mêmes conditions et sous les mêmes peines que précédemment.

Mais le décret de 1884 n'a pas abrogé le décret de 1882, car il est dit dans l'article 7 : « sont maintenues toutes les dispositions du décret du 20 novembre 1882, qui ne sont pas contraires au présent décret. »

Quoiqu'il en soit, il s'agit ici de mesures tout à fait spéciales, et nous pouvons conclure que dans les colonies, à défaut de lois particulières y dérogeant, la question des armes est réglée par la loi du 24 mai 1834, en vertu du décret du 22 janvier 1852.

Vu :

Le Président de la Thèse,
E. GARÇON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

Vu :

Le Doyen :
P. CAUWÈS.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	3
 PREMIÈRE PARTIE	
Les armes dans leurs rapports avec les crimes et les délits.....	19
 DEUXIÈME PARTIE	
Armes de Commerce.....	
 SECTION I. — DISTINCTION EN ARMES PERMISES ET EN ARMES PROHIBÉES.....	
	49
 SECTION II. — ARMES PERMISES.....	
CHAPITRE I. — <i>Leur fabrication et leur commerce.....</i>	64
CHAPITRE II. — <i>Leur detention.....</i>	71
 SECTION III. — ARMES PROHIBÉES.....	
CHAPITRE I. — <i>Leur fabrication et leur commerce.....</i>	81
CHAPITRE II. — <i>Le port des armes prohibées.....</i>	90

TROISIÈME PARTIE

Armes de guerre.....	405
CHAPITRE I. — <i>Définition.....</i>	405
CHAPITRE II. — <i>Fabrication et Commerce.....</i>	
§ I. — Fabrication et Commerce proprement dits....	413
§ II. — Importation et exportation.....	424
CHAPITRE III. — <i>Détention des armes de guerre.....</i>	431

QUATRIÈME PARTIE

Projets de réforme.....	441
PROPOSITION CHAUTEPS	453
PROPOSITION DE BOURY.....	458
PROPOSITION BERRY.....	468
AMENDEMENT DE MM. CHAUTEPS ET DE BOURY A LA LOI DES FINANCES.....	475
RAPPORT PÉRET.....	478
DEUXIÈME PROPOSITION DE M. DE BOURY.....	201
PROPOSITION DE GRANDMAISON.....	204
SYSTEMES DE M. PASSLZ, HONNORAT, FEUILLOLEY.....	210
CONCLUSION	245
APPENDICE.....	221

Angers, imp. J. Siraudeau. — 44-2207.
